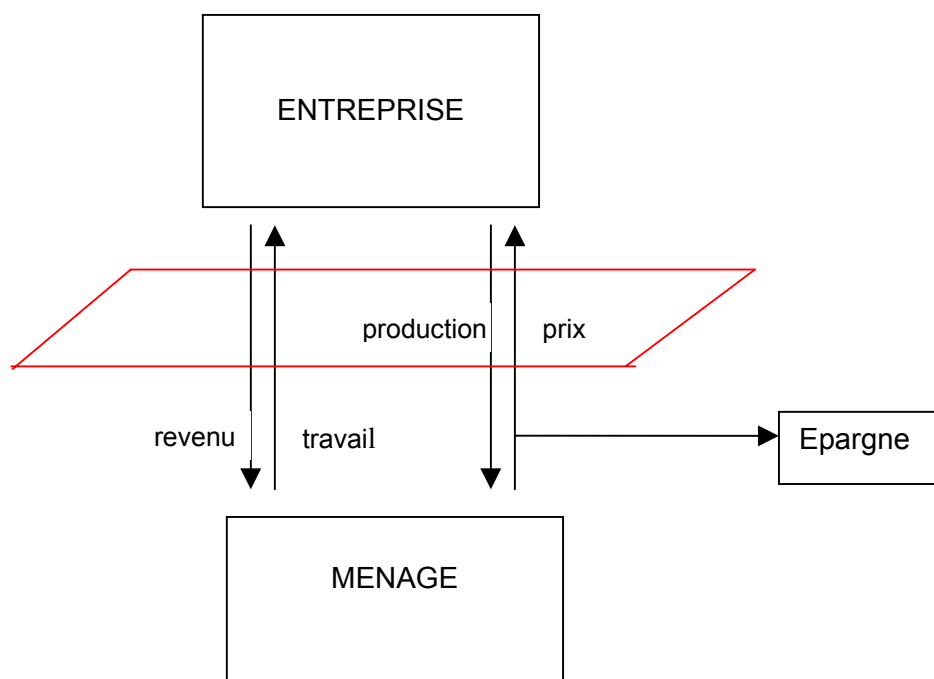


Formation Attac-Rhône

REMUNERATION ET PROTECTION SOCIALE : QUI PAIE ? Séances 2 et 3 (6/13 février 2003)

*Le texte qui suit est la transcription mot à mot de l'exposé et des questions des participants lors de la formation, la forme est donc un langage parlé, avec les familiarités, les raccourcis et les simplifications que cela suppose. Cette transcription est dûe au patient travail d'Eliane Orlandi.*

Voici une économie fermée constituée de 2 entités seulement, une entreprise et un ménage. Dans un système économique basé sur l'échange monétaire, marchand, lorsque le ménage fournit du travail à l'entreprise, en contrepartie l'entreprise fournit un revenu, ce travail permet à l'entreprise de fournir une production et lorsque l'entreprise fournit une production au ménage, le ménage paie cette production avec de la monnaie. Si on regarde les choses qui se passent entre ces deux entités (*schéma au tableau*), ce sont des échanges sur une base monétaire, et dans chacun de ces échanges, il y a deux circulations systématiquement en sens opposé : échange de travail dans un sens et de monnaie dans l'autre, et dans la deuxième opération, échange d'une production concrète ou d'un service, et dans l'autre sens à nouveau un échange monétaire. C'est général : chaque fois qu'il y a une transaction économique, il y a toujours une circulation de monnaie dans un sens, et soit un travail soit une production dans l'autre sens.



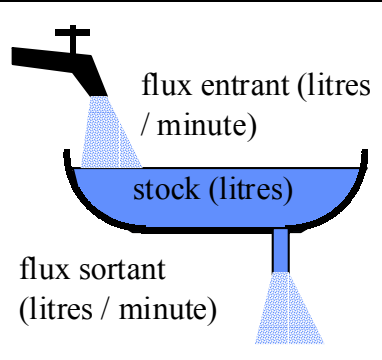
Comment le ménage et l'entreprise regardent-ils ce qui se passe ? Ils découpent le monde en deux parties, l'entreprise regarde ce qui se passe à travers cette tranche : elle voit rentrer du travail, sortir de la monnaie, sortir une production et rentrer de la monnaie : quand elle comptabilise ça, l'entreprise dit : ce travail me coûte parce que j'ai de la monnaie qui sort, cette production me rapporte parce que j'ai de la monnaie qui entre. Le ménage dit : mon travail me rapporte parce que j'ai de la monnaie qui entre, ma consommation me coûte parce que j'ai de la monnaie qui sort. Donc deux choses apparaissent ici :

- la vision économique des échanges, c'est toujours repéré par rapport à la monnaie qui circule, et pas à la contrepartie de cet échange qui est autre que monétaire : soit un travail, soit une production, donc en économie on comptabilise la monnaie et pas le reste, et on estime que le montant de la monnaie échangée est la contrepartie exacte, la mesure exacte de la contrepartie qui est en face, ce qui pose un problème éventuellement, on pourra y réfléchir.
- Chacun voit le monde à sa manière, puisqu'il ne regarde qu'une des deux parties des échanges, qui est la partie monétaire. Donc la réponse à la question : est-ce que le travail rapporte ou coûte ? ça dépend si on se place du côté de l'entreprise ou du ménage.
- D'autre part ces échanges montrent qu'il y a une circulation permanente d'une entité à l'autre, c'est ce qu'on appelle un **flux**. Sur le schéma c'est ce qui passe à travers cette surface, le flux c'est une circulation de monnaie, de

travail, de production, etc. Un flux c'est une quantité mais ce n'est pas une valeur absolue, c'est une quantité **par unité de temps**, qui passe d'un endroit à un autre, c'est quelque chose qui circule.

Ensuite on voit que l'économie réalise un circuit, c'est-à-dire que quand je regarde l'ensemble des échanges qui se sont passés ici, la monnaie qui est sortie ici est répartie là, et on a une boucle ici, donc on a un circuit économique, et pour mesurer la quantité qui est en circulation dans cette boucle, il faut couper à un endroit, et regarder le flux qui circule pendant un certain temps. Après on peut imaginer que le système se déséquilibre quelque part, par exemple le ménage ne souhaite pas consommer immédiatement la totalité de la production qu'il a, et donc dériver une partie de la monnaie qu'il a reçue en revenu de son travail, à ce moment-là on dit qu'il épargne, il ne consacre pas la totalité du revenu dont il dispose pour acheter des biens de consommation, et il épargne, c'est-à-dire que progressivement il accumule une certaine quantité de monnaie et là, ce qu'il réalise c'est un **stock**. L'image du stock c'est un tas, qui est alimenté par une partie de son revenu.

## Flux et stocks %



**Un stock est une quantité**

**Un flux est une quantité par unité de temps**

Exemples de stocks :

- Réserves naturelles de pétrole (en Tonnes)
- Nombre de voitures en circulation
- Montant de mon compte en banque (en €)

Exemples de flux :

- Consommation d'énergie (en TEP / an)
- Production de voitures (en véhicules / an)
- Revenu des ménages (en Mds € / an)
- PIB (Produit Intérieur Brut) d'un pays

---

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09      www.local.attac.org/rhone

**Rémunération et protection sociale : qui paie ?**

2

Bertrand BONY - Institut de Formation

## P. 2 Flux et stocks

C'est la première distinction qu'il faut bien comprendre et qu'on retrouvera assez souvent. Je l'ai illustrée avec une baignoire qui se remplit et qui se vide. La baignoire, c'est la tranche horizontale que j'avais représentée sur le schéma précédent, et qui permet de regarder pendant un certain temps ce qui se passe au point de vue circulation d'eau. Quelles sont les situations possibles dans ce système ? Vous avez un flux entrant qui remplit la baignoire, un flux sortant qui la vide.

- soit les flux sont équilibrés, auquel cas le niveau dans la baignoire reste constant
- soit le robinet crache plus d'eau que la bonde n'en laisse échapper, et la baignoire se remplit
- soit c'est l'inverse et la baignoire se vide.

Si on regarde ce qui se passe à l'entrée ou à la sortie, on observe qu'il y a un flux, il y a quelque chose qui circule, par unité de temps, et ce qu'il y a dans la baignoire c'est un stock.

Je vous ai mis à côté quelques exemples de flux et de stocks.

L'autre jour dans la discussion un des termes qui était venu, c'était le terme de déficit, le déficit de l'Etat, d'une entreprise. Le déficit c'est un flux, c'est-à-dire que c'est le manque de monnaie que peut avoir l'Etat pour assurer ses dépenses dans l'année, donc c'est une quantité annuelle, qui se reproduit plus ou moins si on ne change pas de politique économique, il y a un déficit qui se perpétue, donc il y a quelque part un stock qui s'accumule, c'est la dette de l'Etat. Donc la dette, c'est ce qu'il y a dans la baignoire, elle est alimentée par le déficit des comptes de l'Etat. Quand on rembourse la dette, on diminue le stock, la dette de l'Etat.

**Question :** La dette, c'est un stock pour qui alors ?

**B. Bony :** La dette est un stock en ce sens où c'est simplement une quantité d'argent. La dette s'exprime en milliards de francs, d'euros, ou de dollars, point, alors que le déficit de la Sécu, par exemple, c'est 3 milliards d'euros par an. Ça peut

être un stock positif ou négatif, peu importe. Le patrimoine, c'est un stock positif. Dans les deux cas, ça s'exprime par un montant. C'est vrai pour la monnaie mais c'est vrai aussi pour des quantités physiques. Si par exemple, la production de blé une année dans un pays, est insuffisante pour assurer l'alimentation de la population, elle a un déficit de blé cette année-là. Si elle avait accumulé des stocks de blé les années précédentes, elle va pouvoir piocher dedans pour compenser le déficit de l'année. Quelque part un stock c'est une réserve, qui peut aussi être négative, c'est-à-dire une dette.

Donc on a vu que l'économie globalement c'est un certain nombre de circuits économiques avec des flux économiques qui passent d'une entité à l'autre, et l'économie se préoccupe de comptabiliser tout ça. Là on avait une économie extrêmement simplifiée, avec deux entités : un ménage et une entreprise. Quand on regarde l'économie nationale, on fait la comptabilité nationale, on compte les flux monétaires qui circulent entre un certain nombre d'entités :

- les entreprises, qu'on appelle les sociétés non financières
- les ménages : ménages de salariés, mais aussi les professions libérales, les commerçants, les artisans, parce que pour ces personnes-là, le patrimoine et les revenus de l'entreprise et ceux de la personne et du ménage sont confondus, on n'oblige pas une personne qui exerce une profession libérale à tenir deux comptabilités, une de son activité économique et ensuite à se verser un salaire et à tenir une comptabilité de son ménage, les deux sont confondus.
- les administrations publiques : l'Etat, les collectivités territoriales, etc
- les institutions financières : les banques, les assurances essentiellement
- une petite catégorie qui sont les institutions sans but lucratif au service des ménages : associations, syndicats, et qui fournissent des prestations plus ou moins variées aux ménages
- et enfin une dernière catégorie qui s'appelle le reste du monde, puisque l'économie du pays n'est pas une économie fermée, le pays a des échanges avec d'autres, on ne tient pas compte de la comptabilité détaillée de ce qu'on fait avec chacun des autres pays, on comptabilise ce que la France fait avec le reste du monde.

On regarde tous les flux monétaires qui se produisent dans les échanges entre ces différents secteurs institutionnels, et on comptabilise tout ça et ça donne la comptabilité nationale, qui entre parenthèse est une création récente, depuis 1965 en France. C'est l'INSEE qui établit les comptes nationaux qui sont faits sur cet ensemble de catégories.

On a vu que l'économie ne se préoccupe que d'échanges monétaires. Il faut qu'on regarde un peu qu'est-ce que c'est que cette histoire de monnaie et d'échange.

<b>Valeur économique et échanges</b>		%
✓ <b>Premier cas :</b>	<b>Mon voisin aime jardiner :</b> Nous échangeons un panier de pommes de terres contre un panier de tomates. <b>Ou même :</b> Je lui achète un panier de pommes de terres pour 10 € . ⇒ <b>Bilan économique de la transaction = 0</b>	
✓ <b>Deuxième cas :</b>	<b>Mon voisin est maraîcher :</b> Il me vend un panier de pommes de terre pour 10 € . ⇒ <b>Bilan économique de la transaction = 10 €</b>	
✓ <b>Conclusions:</b>	⇒ L'économie ne voit de la valeur que lorsqu'il y a échange marchand. ⇒ N'y a-t-il de valeur que dans l'échange marchand ? NON, dans les deux cas mon voisin a produit la même chose ! ⇒ L'échange marchand crée-t-il de la valeur ? NON, il la révèle seulement, car c'est seulement « à l'occasion » de l'échange marchand que l'on comptabilise la valeur.	
<small>Attac-Rhône (rhone@attac.org) Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon T : 04.78.37.13.09      www.local.attac.org/rhone</small>		
<b>Rémunération et protection sociale : qui paie ?</b>		<b>3</b>
<small>Bertrand BONY - Institut de Formation</small>		

### **P. 3 Valeur économique et échanges**

On va envisager quelques cas. Premier cas : J'échange avec mon voisin jardinier un panier de tomates contre un panier de patates. Le bilan économique de l'opération est nul du point de vue de la comptabilité nationale, parce qu'on est deux ménages et qu'il n'y a pas d'échange monétaire donc pour l'économie il n'y a rien à compter.

Mon voisin est maraîcher et me vend un panier de patates : cette fois-ci on se retrouve dans la situation qu'on a décrite au départ, à savoir qu'il y a une entreprise, le maraîcher, un ménage, et l'entreprise fournit une production, le panier de patates, en échange d'un prix, 10 €. Là, la comptabilité nationale enregistre une transaction pour un montant de 10 €, et considère que la production du pays s'est accrue de 10 €.

**Q** : Pourtant ils font partie de la même catégorie des ménages, il n'y a pas échange entre deux catégories ?

**BB** : Oui, ils sont comptabilisés dans le même secteur institutionnel, mais ils font un échange marchand. Par exemple, un avocat te fait payer ses services. On comptabilise chaque fois qu'il y a un échange **marchand**, quelle que soit la catégorie, y compris par exemple s'il y a un transfert de fonds entre une caisse de Sécurité Sociale et l'Etat, c'est comptabilisé, pourtant ils sont dans la même catégorie, un échange entre entreprises aussi. Ce qui déclenche le fait qu'on comptabilise, c'est qu'on a des entités qui tiennent des comptes et qui échangent de la monnaie. Des comptes officiels, c'est-à-dire qu'ils sont obligés de déclarer au fisc. Le travail au noir l'économie ne le compte pas, par définition elle ne compte que ce qui est déclaré.

Dans l'évaluation du PIB, le Produit Intérieur Brut, on ajoute tout ce qui est comptabilisé réellement, et ensuite l'INSEE fait des estimations, sur le travail au noir, les échanges entre les productions des ménages, ils essaient d'apporter une correction pour tenir compte d'un certain nombre d'échanges qui ne sont pas matérialisés et comptabilisés directement par les agents économiques qui tiennent des comptes. D'où une incertitude importante sur le montant du PIB, il y a des quotas pour essayer de réajuster les choses, donc quand on compare des PIB, c'est assez difficile de s'y retrouver.

Qu'est-ce qu'on peut conclure de ce petit exemple ? L'économie ne voit de la valeur que dans l'échange marchand, sinon elle ne compte rien, est-ce qu'on peut en déduire qu'il n'y a de valeur que dans l'échange marchand ? Bien sûr que non. Le terme de valeur dans l'acception économique du terme s'exprime en monnaie, mais il est bien évident que nous nous donnons de la valeur d'usage au panier de patates, ça va me permettre de m'alimenter, ce n'est pas rien, c'est une valeur, simplement elle n'est pas comptabilisée économiquement. D'autre part ce n'est pas l'échange marchand qui crée de la valeur, c'est la production qui en crée, l'échange marchand **montre en la comptabilisant** que cette valeur existe, mais c'est pas l'échange qui **crée** de la valeur, contrairement à ce qu'on entend souvent dire : « le commerce international crée de la valeur », non, ce n'est pas de la valeur. Ce qui crée de la valeur, c'est la production, c'est le jardinier qui a fait des patates, ensuite qu'il les vende ou non, il y a une certaine valeur qui a été créée, simplement dans un cas elle est comptabilisée, dans l'autre non. On peut dire que la comptabilisation de l'échange monétaire révèle le fait qu'il y a un échange de valeur entre les agents, mais ce n'est pas la seule situation dans laquelle il y a de la valeur.

**Q** : Et si je les vends pas, si personne en veut, des patates ?

**BB** : Tant pis ! Il y a eu une production, mais il y a pas de valeur marchande. Il y a une valeur d'usage, si tu les manges, si tu les manges pas, tu les laisses pourrir, ça n'a aucune valeur.

**Q** : Toute production n'a pas de valeur ! ?

**BB** : Non.

### Valeur économique et temps

%

✓ **Je viens d'acheter une tomate à mon voisin pour 0,1 €. J'ai donc en main une valeur de 0,1 €. Mon voisin aussi : il a en main une pièce de 0,1 €**

✓ **Que représente cette valeur ?**

⇒ La valeur ajoutée produite grâce au travail de mon voisin.

✓ **Je mange la tomate : où est la valeur ?**

⇒ Elle n'existe plus ! La valeur est détruite lors de la consommation ou de l'usage des biens et services produits.

✓ **Oui mais mon voisin, lui, a une pièce de 0,1 € !**

⇒ Très juste, mais imaginons que tout le travail possible ait été réalisé par mon voisin pour produire cette tomate, contre quoi échangera-t-il sa pièce ? RIEN !

✓ **Alors qu'est-ce que la monnaie ?**

### P. 4 Valeur économique et temps

J'achète une tomate à mon voisin contre une pièce de 10 centimes d'€. L'économie comptabilise un échange de 0,1 €. Donc on a chacun en main 0,1 €. Puis je mange la tomate, j'ai plus rien en main, mon voisin a encore une pièce en main, alors est-ce qu'il a en main de la valeur ? Il n'a de la valeur que s'il peut utiliser sa pièce pour acheter quelque chose. Quand j'ai un billet de 5 €, pourquoi on dit que ça représente de la valeur ? C'est parce que je suis persuadé que si je descends chez l'épicier en bas, il y aura des patates ou des pommes à acheter et que je pourrai faire une transaction, ça veut donc dire que pendant que moi j'ai mon euro en poche, ou juste avant, il y a quelqu'un qui a produit des pommes ou des patates, ce qui permet de maintenir la pouvoir d'achat de mon euro. Si les gens s'arrêtent de produire en se disant c'est bon maintenant, on a de l'argent, alors l'argent ne vaut plus rien, puisqu'il n'y a plus rien à échanger. Donc l'argent n'a pas de valeur en soi, si vous allez au marché et que les commerçants ne sont pas là, vous avez vos billets mais vous ne mangez pas !

**Q** : Le mot valeur, il se rapporte strictement au sens des économistes ?

**BB** : Des échanges marchands

**Q** : C'est-à-dire que ça n'a plus du tout le sens de estime, affection, amour ?

**BB** : C'est une autre forme de valeur mais on ne parle plus d'économie. Il y a quand même des économistes, des gens soi-disant très sérieux, qui ont essayé de comptabiliser la valeur du mariage, par exemple un couple qui se marie fait des économies parce qu'il paie moins d'impôts etc, donc le mariage a une valeur de tant. Donc après la question c'est : est-ce que réellement il faut passer par "l'économisation" de tous les instants de la vie pour en mesurer la valeur, ou est-ce qu'on peut pas estimer la valeur d'un grand nombre de choses en dehors de la sphère marchande ? Donc la question c'est : quelle est la place de l'économie, pour estimer que quelque chose a de la valeur ou non ? Donc du coup ça pose la question de la monnaie.

### **La monnaie et la valeur**



- ✓ **Un bien échangeable contre tous les autres**
  - ⇒ La monnaie facilite les échanges dans la mesure où elle est acceptée par tout le monde en échange d'un bien ou d'un service
- ✓ **Un étalon de valeur**
  - ⇒ En exprimant la valeur de tous les biens et services en monnaie, il est facile de comparer la valeur relative des biens et services les uns par rapport aux autres.
- ✓ **La monnaie est, globalement, la contrepartie du travail courant effectué en vue d'une production marchande.**
  - ⇒ La monnaie représente donc un flux : celui du travail actuel. Si ce flux venait à se tarir, il resterait des pièces (un stock de pièces)... mais sans valeur !
- ✓ **Alors, pourquoi dit-on d'une pièce qu'elle a de la valeur ?**
  - ⇒ Parce que nous avons confiance dans la pérennité du flux du travail courant, comme nous avons confiance dans le fait que si nous allions sur le pont voisin, nous verrions couler de l'eau dessous !

### P. 5 La monnaie et la valeur

C'est quoi la monnaie ? D'abord c'est un bien, les premières monnaies étaient un bien qui avait de la valeur « en soi », quand on avait des pièces en or, par exemple, ou quand on échangeait sur la base de monnaie physique, des biens plus périssables que l'or. C'est d'abord quelque chose qui facilite les échanges parce, lorsque j'ai de la monnaie, je peux échanger cette monnaie avec n'importe quel autre bien, que ce soit une voiture ou un kilo de patates. Alors que si on troque, si j'ai des patates et que je veux des tomates, il faut que je trouve quelqu'un qui ait le bien inverse, ou une chaîne de personnes, à ce moment-là on fait ce qui se fait dans les SEL (systèmes d'échanges locaux), mais ceux qui y participent savent que ce n'est pas toujours très simple. Donc c'est d'abord un bien qu'on peut échanger contre tous les autres.

Ensuite c'est un étalon de valeur, toujours au sens économique, c'est-à-dire qu'on peut comparer la valeur de différents biens en regardant combien il faudrait que je paie pour échanger ces biens sur le marché, comparer la valeur d'une brouette avec un kilo de tomates, choses qui seraient difficiles à comparer autrement. Je ne dis pas là que la comparaison sur la base monétaire est meilleure que les autres, mais c'est une possibilité de comparer les valeurs relatives des biens les uns par rapport aux autres.

Ensuite on a vu que la monnaie n'avait de valeur que parce qu'il y avait quelque part une production qui était réalisée, qui permettait à cette monnaie de s'échanger contre cette production, et pour qu'il y ait production il faut qu'il y ait un travail. Donc la valeur de la monnaie, c'est toujours la contrepartie d'un travail. Si tout le travail s'arrête, vous avez beau avoir des tonnes de monnaie, votre monnaie ne vaut plus rien, vous n'avez plus rien à échanger en contrepartie de cette monnaie. Pourquoi est-ce qu'on dit que le billet que vous avez dans la poche a de la valeur ? Parce qu'on a confiance dans le fait que, en permanence il y a des gens qui travaillent, il y a une production, et si je vais avec le billet que j'ai aujourd'hui sur un marché je vais pouvoir trouver à acheter des patates. C'est la même chose que quand je vais au bord du Rhône, j'ai confiance dans le fait qu'il y a de l'eau qui va passer sous le pont, la monnaie c'est pareil, j'ai confiance dans la valeur de la monnaie parce que j'imagine bien que le plus probable d'ici à demain, après-demain ou même dans cinq ans il y ait encore du travail productif et donc qu'il y ait des choses à échanger avec cette monnaie. La monnaie n'a pas de valeur intrinsèque, c'est simplement ce qui permet d'échanger des biens et services, à condition que ces biens et services soient produits, et donc qu'ils existent.

## La monnaie réserve de valeur ?



### ✓ L'épargne

- ⇒ Epargner, c'est ne pas transformer immédiatement toute notre monnaie en biens et services.
  - Nous pouvons alors « thésauriser », c'est à dire garder notre monnaie (sous un matelas par exemple...)
  - Nous pouvons aussi la « placer » sur un compte.

### ✓ Que devient la monnaie ainsi « placée » ?

- ⇒ La monnaie placée n'est jamais stockée. Elle est utilisée pour acheter des « titres financiers », c'est à dire des droits à monnaie future ! Seule la finance se stocke ! Les vendeurs de ces titres vont utiliser immédiatement cette monnaie pour obtenir des biens et services.

### ✓ Comment récupérer la valeur « plus tard » ?

- ⇒ En vendant les titres financiers, contre de la monnaie existant à ce moment là ! Si à ce moment il n'y a plus de monnaie les titres ne vaudront rien !

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

6

Bertrand BONY - Institut de Formation

## Transférer de la valeur dans le temps ?



### ✓ Ni la monnaie, ni l'épargne ne permettent de transférer de la valeur dans le temps

- ⇒ La monnaie parce qu'elle ne représente que le flux du travail courant.
- ⇒ L'épargne parce que, ce qui se stocke, ce sont des titres qui n'ont pas de valeur « en soi » mais sont seulement des « droits à valeur » pour le futur, si celle-ci existe au moment de les transformer en monnaie.

### ✓ L'investissement

- ⇒ Investir consiste à consacrer une partie de son travail à la production de biens et services durables (c'est à dire qui ne sont pas consommés entièrement ou détruits lors de leur premier usage).
- ⇒ C'est la seule manière de transférer de la valeur dans le temps !

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

7

Bertrand BONY - Institut de Formation

## P. 6 & 7 La monnaie réserve de valeur ?

Ensuite on nous dit souvent, et c'est sa 3<sup>ème</sup> fonction, que la monnaie est une réserve de valeur, et donc que je peux faire un stock de monnaie. Je peux ne pas utiliser tout de suite toute ma monnaie pour consommer, je ne suis pas obligé d'aller boire ma paie au bistrot ce soir, je peux en stocker et puis demain, dans 8 jours, je pourrai en contrepartie de cette monnaie obtenir des biens ou des services que je vais acheter. En ce sens-là c'est une réserve de valeur, c'est-à-dire que si j'ai un kilo de tomates, c'est clair qu'il va perdre rapidement toute valeur parce qu'elles vont finir par pourrir, si j'ai un billet de 5 €, il a une durabilité supérieure à mes tomates, en ce sens-là c'est une meilleure réserve de valeur que les tomates, il vaut mieux stocker des euros que des tomates, dans ce contexte. Donc l'épargne, c'est que je ne consacre pas immédiatement tout mon revenu pour acheter des productions.

Il y a deux façons d'épargner, la façon un peu à l'ancienne : je mets ma monnaie sous mon matelas, ça s'appelle la thésaurisation. Globalement les gens ont relativement perdu l'habitude de le faire, quoique, quand on est passés des francs aux euros, il y a quand même des lessiveuses qui sont sorties, mais c'est relativement marginal. Mais chacun sait qu'il y a toujours un peu d'inflation et que, si je garde trop longtemps ma monnaie sous mon matelas, je ne vais pas pouvoir échanger contre cette monnaie dans dix ans les mêmes choses qu'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'elle va perdre de son pouvoir d'achat.

Donc autre moyen d'épargner, c'est de placer cette épargne sur un compte, par exemple un livret A. Qu'est-ce qu'elle devient, cette monnaie ? Vous allez à la Caisse d'Épargne, vous déposez votre billet de 10 €, est-ce que la Caisse d'Épargne le met dans un congélateur ? Evidemment non, pour la même raison que vous n'avez pas voulu le mettre sous le matelas. Donc la Caisse d'Épargne inscrit sur votre compte que vous avez droit à 10 €, et puis, en général, très rapidement, vous avez quelqu'un qui se pointe à la Caisse d'Épargne et qui dit : moi, j'ai besoin de 10 €. La Caisse d'Épargne remet ce billet en circulation, il va être utilisé quasiment immédiatement pour un échange marchand, et donc globalement la monnaie sous cette forme, billet ou pièce, circule en permanence, jamais personne ou presque ne stocke de la monnaie, cette monnaie en permanence circule et produit des échanges. Le même billet de 10 € pendant une année permet de faire un certain nombre d'échanges, en moyenne en France la rotation de la monnaie est de l'ordre de 5, il y a en moyenne 5 transactions réelles par unité monétaire par an. Dans la zone euro, la monnaie fiduciaire (en pièces et en billets) est d'environ 355 Mds d'€, qui ont été fabriqués, des billets et des pièces, et le PIB de l'Europe est beaucoup plus élevé. Le rapporte entre le PIB, c'est-à-dire le montant total des transactions, et les 355 Mds d'€, donne la vitesse de rotation, puisque pour pouvoir faire ce volume de transaction, il a fallu faire tourner les 355 Mds d'€ x fois. Inversement si on avait émis en pièces et en monnaie le montant du PIB de l'Europe, chaque pièce ou billet ne donnerait lieu qu'à une seule transaction.

Donc la monnaie fiduciaire circule, c'est un flux monétaire, des échanges continuels. Et puis il y a ce qui est inscrit sur votre compte, c'est un stock. Quand vous allez à la Caisse d'Épargne, vous demandez : combien j'ai aujourd'hui, et pas combien j'ai par an. En fait ce n'est pas de la monnaie, c'est un dépôt, c'est un droit à monnaie. Ça indique à la banque que si vous vous pointez au guichet et que vous demandez 10 €, elle doit vous les donner puisque vous les aviez déposés.

Ensuite ce n'est pas la seule forme de monnaie, parce que les banques ont la possibilité d'en créer de la monnaie. Vous avez déposé 10 € à la banque, mettons le Crédit Agricole, 10 minutes après il y a un client qui vient et qui a besoin de 100 €, le Crédit Agricole lui dit : il n'y a aucun problème, j'inscris sur votre compte 100 €. Il a la possibilité de le faire parce que la seule chose que lui impose la banque de France, c'est d'avoir en réserve 1/10<sup>ème</sup> des sommes qu'il prête. Comme il a 10 €, il y a aucun problème, le Crédit Agricole prête 100 € à la personne qui vient au guichet, il a donc créé 90 €. Toutes les banques commerciales ont le droit de le faire, c'est le privilège des banques. Après, vous allez chez le garagiste faire réparer votre voiture et vous lui faites un chèque de 100 €, le garagiste reçoit 100 €, il ne sait pas que la banque vient juste de les créer, il va à sa banque, mettons au Crédit Lyonnais, et il les dépose. Le Crédit Lyonnais enregistre 100 €, et il y a un type qui arrive et qui dit : j'ai besoin de 1000 €, le Crédit Lyonnais dit : il y a aucun problème, j'en ai 10% en réserve, puisque j'ai un dépôt, donc je vous prête 1000 €, il en a créé 900, et ainsi de suite, c'est-à-dire que par ce mécanisme, du fait qu'on impose simplement 10% de réserve aux banques, les banques peuvent créer 10 fois ce qu'elles ont en dépôt, en cascade sous forme de monnaie scripturale, c'est-à-dire simplement quelque chose qui est écrit, dans l'ordinateur, sur un papier, etc. Donc l'essentiel des transactions, c'est la monnaie scripturale, les chèques, etc.

**Q** : Et Moneo, c'est classé où, c'est fiduciaire ou scriptural ?

**BB** : Moneo, c'est remplacer de la monnaie fiduciaire par de la monnaie scripturale. Là, on n'a pas vu un petit détail, c'est que quand vous êtes allé voir la BNP en lui disant j'ai besoin de 100 €, la BNP a dit : il y a aucun problème, c'est 5%. Elle vous a fait un crédit, il va falloir que vous la remboursiez. Mais ces 5 €, elle ne les a pas créés, il va falloir rendre ces 5 € sur la monnaie qui existait, quelque part, et vous voyez bien que, au fur et à mesure que le volume du crédit augmente, les intérêts à rembourser peuvent rapidement atteindre le montant de la totalité de la monnaie qui avait été émise par la Banque centrale, ce qui fait qu'au bout d'un certain temps, on va être obligés de s'endetter pour rembourser les intérêts puisque la banque crée la monnaie du prêt, le capital, mais pas l'intérêt. C'est la spirale actuelle dans laquelle on se trouve, où massivement, partout dans le monde, l'endettement général augmente, et entre autres à cause du fait que les banques créent de la monnaie mais ne créent jamais les intérêts nécessaires et que du coup les gens sont amenés à se ré-endetter pour rembourser. Après c'est un problème plus complexe mais il faut avoir en tête ce mécanisme. La banque, parce qu'il faut finir la boucle, elle vous a prêté 100 €, vous lui rendez 105 €, elle a récupéré les 5 € que vous aviez quelque part dans la poche, qui était de la monnaie centrale qui a été créée à un moment ou à un autre, elle annule les 100 € qu'elle avait créés, c'est-à-dire qu'elle détruit la monnaie une fois que vous avez remboursé, la monnaie scripturale, mais dans le circuit, elle vous a ponctionné 5 €. C'est-à-dire que les banques ont le privilège non seulement de créer de la monnaie ; mais elles la créent puis la détruisent mais au passage elles vous piquent la vôtre !



On a placé de la monnaie sur un compte et ce compte vous rapporte. Si vous achetez par exemple des obligations du Trésor, c'est-à-dire les titres d'un emprunt que lance l'Etat, vous n'avez pas de la monnaie en poche, vous avez un titre financier, c'est un droit à monnaie future, et pour obtenir de la monnaie, pour pouvoir faire à nouveau des échanges économiques, il faudra que vous alliez vendre ce titre et que vous trouviez donc en contrepartie de ce titre quelqu'un qui soit prêt à vous donner de la monnaie, soit l'Etat qui vous rembourse les bons du Trésor, soit l'entreprise à qui vous aviez prêté qui vous rembourse, etc. Et donc vous voyez que dans ces questions-là la seule chose qu'on peut stocker c'est des titres financiers, c'est pas de la monnaie, sauf si on thésaurise sous son matelas, et dans une économie monétaire, comme l'économie actuelle, ce qui se stocke ce sont des titres financiers, c'est-à-dire des droits à monnaie future, mais jamais de la monnaie, elle, elle circule en permanence. Le jour où on veut utiliser ses droits, il faut trouver quelqu'un qui dispose de monnaie, qui est prêt à s'en séparer en échange de votre titre, pour que vous puissiez à votre tour récupérer de la monnaie et faire des transactions. Donc le seul moyen de récupérer de la valeur « plus tard », lorsqu'on dispose d'un stock de titres, c'est de vendre ces titres, ou d'en exiger un intérêt. C'est ce qui se passe quand vous avez acheté un bon du Trésor, qui fait partie de la dette publique : l'Etat a besoin d'argent, il lance un emprunt, vous achetez un bon, et quand il vous rembourse, il le fait avec un intérêt. Soit je le vends, et je récupère de la monnaie, soit sans le vendre, je récupère des intérêts. Donc deux manières de récupérer de la valeur : soit à travers des intérêts, soit à travers des dividendes, si le titre que j'ai acheté est une action d'une entreprise, c'est-à-dire un titre de propriété d'une partie du patrimoine de l'entreprise, à ce moment-là ce n'est pas un prêt mais de l'argent que vous mettez, mais par contre les actionnaires demandent à l'entreprise de leur verser des dividendes. Evidemment la valeur de ces dividendes a pour origine un travail, parce qu'aucun stock quel qu'il soit, et encore moins un titre financier, ne crée de la valeur tout seul. Donc quand il y a une valeur économique nouvelle qui est créée, c'est toujours parce qu'il y a eu un travail. Donc si je récupère de l'intérêt sur un prêt que j'ai fait ou un titre que j'ai acheté, c'est que je récupère une partie de la valeur qui a été créée par un travail qui s'est produit aujourd'hui. Quand je vends un titre, je récupère bien de la valeur créée par un travail parce que si la personne m'achète ce titre, c'est bien parce qu'elle se sépare d'une partie de son revenu qui est le produit de son travail. Donc dans tous les cas, que ce soit une rente ou un intérêt du montant que j'ai placé ou que ce soit la vente d'un titre, c'est toujours la contrepartie d'un travail que je récupère.

**Q** : Dans le cas de la spéculation immobilière, c'est pas un travail qu'on peut récupérer ?

**BB** : Il n'y a pas création de valeur. Tous les mots comptent ! J'ai dit toute valeur **nouvelle** a pour origine un travail, après quand tu spéculas, tu dis j'achète une maison et je la revendrai plus cher dans 5 ans, cette transaction va faire que toi, tu vas faire une plus-value, mais il n'y a pas eu de nouvelle création monétaire, c'est de la monnaie qui change de main, il n'y a pas eu création de valeur. La valeur nouvelle qui est créée c'est la contrepartie de la production, là il n'y a pas eu de production, tu achètes ta maison, tu la revends, il y a pas eu de valeur nouvelle créée, ce qui veut pas dire que tu ne t'es pas enrichi !

**Q** : Et l'argent des actions ?

**BB** : Quand une entreprise a besoin de monnaie, mettons pour investir, pour acheter des machines, elle dit "je vais faire une augmentation de capital", donc elle prend un cahier, elle met des numéros en haut, elle crée des titres et elle les vend, il y a des gens qui sont acheteurs, on met une valeur sur cette action.

**Q** : C'est autorisé ?

**BB** : Bien sûr, c'est le conseil d'administration qui décide d'augmenter le capital, ça veut dire faire un appel au « peuple » en disant : si vous avez confiance dans mon entreprise, achetez-moi des actions, donc vous me donnez de l'argent, je vais m'en servir pour acheter des machines, faire une production, cette production va être magnifique, elle va rapporter des tonnes d'or, et je vous en reverserai sous forme de dividendes une partie. Donc une entreprise qui a besoin d'être financée va sur le marché financier.

**Q** : Pendant très longtemps les entreprises se sont financées auprès des banques par des emprunts

**BB** : Oui, ce n'est pas la seule manière de se financer, mais la question portait sur les actions

**Q** : Donc c'est un pari sur l'avenir, si j'achète des actions

**BB** : C'est une spéculation. La spéculation c'est toujours faire un pari sur l'évolution d'une valeur, tu peux spéculer sur une maison, sur ton espérance de vie, sur un tas de choses... On termine avec les actions, donc l'entreprise met en circulation des titres, des papiers avec écrit mettons 10 € dessus. Il y a un certain nombre de gens qui achètent ça 10 €. L'entreprise récupère N fois 10 €, elle les remet en circulation, elle achète des machines, etc, et ça génère une certaine activité économique. Maintenant, ceux qui ont acheté les actions, soit ils les conservent et à la fin de l'année ils disent à l'entreprise : fais-moi les résultats que tu as faits, moi j'en veux 5, 10, 15%... ce sont les dividendes, ce que l'entreprise verse aux détenteurs des actions pour rémunérer le fait que ces gens-là ont mis de l'argent dans les comptes de l'entreprise. Il y en a qui sont plus pressés et qui se disent : l'entreprise fonctionne bien, elle a des bons comptes etc, il y a sûrement des gens qui sont prêts à me racheter mes actions que j'ai payées 10 €, à me les acheter 11 €. Ça c'est la Bourse, c'est le marché des actions d'occasion. J'ai une action « originale », que j'ai achetée à l'augmentation de capital,

et ce titre je le mets sur le marché d'occasion qui s'appelle la Bourse, je vais essayer de vendre ces titres à des gens qui veulent les acheter. Et là c'est le **cours** de l'action, si sur le papier c'est écrit 10 €, elle peut se vendre 12, 20, 50 ou 3.

**Q** : ça c'est pas de la vraie monnaie !

**BB** : Si, tout ça c'est de la vraie monnaie, quand tu achètes, tu es bien obligé d'ouvrir ton portefeuille ou de faire un chèque et de payer l'action. Par contre là où ça se gâte, imaginons que l'entreprise ait émis 1000 actions de 10 €, donc pour 10000 €, donc à l'instant t, si l'entreprise n'a que ça, on peut dire que la valeur de l'entreprise c'est 10000 €. Pour une raison x ou y, les cours de cette action montent à 15 €, les gens sont prêts à dire : cette entreprise vaut 15000 €, on multiplie le cours du jour par le nombre d'actions, c'est ce qu'on appelle la capitalisation boursière. Alors d'où sortent les 5 € d'écart par action ? Alors ça, c'est pas de la monnaie, ça. Pourquoi l'action vaut 15 € ? Parce que les transactions de la journée pour cette action se sont faites à 15 €, sur les 1000 actions il s'en est peut-être échangé 4 ou 5 à ce tarif de 15, mais on en conclut un peu vite que les actions valent 15, parce que si les mille détenteurs se pointent sur le marché pour les vendre à 15, ils les vendront à 9 ! Donc c'est une valeur qui ne s'applique qu'à un nombre de transactions extrêmement limité par rapport au volume possible. L'écart entre le montant nominal et le cours, ce n'est pas de la monnaie, c'est rien du tout, c'est un simple calcul, qui n'a aucune signification. Alors les théoriciens du marché vont expliquer que, s'il y a des gens qui sont prêts à payer 15, c'est que ces gens anticipent que l'entreprise va continuer à se développer, etc, mais dans la vraie vie, ce qui se passe c'est que si tout le monde veut réaliser ses titres, c'est-à-dire les transformer en monnaie réelle, à ce moment-là les cours s'effondrent. C'est là qu'on voit que ce n'est pas de la monnaie, parce que s'ils avaient des billets de 10 € à la place de leurs titres, ils auraient 10 €. Donc il ne faut pas confondre la valeur du titre telle qu'elle peut s'échanger en nombre très minoritaire sur un marché qui donne un cours, de l'évaluation d'une masse monétaire, ça n'a rien à voir. Par contre, l'argent que tu mets dans l'entreprise pour acheter des titres, ça oui, c'est de la vraie monnaie.

Alors c'est pas la seule manière pour une entreprise de trouver de l'argent, l'autre manière c'est de recourir au crédit auprès d'une banque. La banque va négocier avec l'entreprise un taux d'intérêt, et l'entreprise se financera et remboursera l'intérêt. La différence entre le recours au crédit et le recours aux marchés des titres financiers, c'est que, quand l'entreprise a recours au crédit, elle s'endette pour un certain nombre d'années, et elle rembourse la totalité du capital, lorsqu'elle a vendu des actions elle ne rembourse jamais le capital, elle verse des dividendes. Ceci dit, c'est pas pour autant que ça ne lui coûte pas cher, à long terme ça lui coûte beaucoup plus cher, parce que quand vous vous endettez auprès d'une banque, vous empruntez 1000 € sur 5 ans à 5%, vous allez rembourser chaque année 5% de ce qui reste du capital plus les intérêts, et dans 5 ans vous ne payez plus rien. Quand un actionnaire vous a donné 10 € aujourd'hui, dans 200 ans son arrière petit-fils va continuer à vous réclamer des dividendes, si l'entreprise existe encore. Donc quand on entend dire : le capital, c'est le moyen le moins cher de se financer sur le marché de la Bourse, c'est pas vrai, à court terme oui, mais à long terme c'est beaucoup plus coûteux, puisqu'on rembourse indéfiniment.

**Q** : J'ai bien compris que les banques créent de la monnaie, qu'elles détruisent au rythme des remboursements, mais ces remboursements sont faits avec l'argent réel ?

**BB** : ça peut se faire très rapidement et simplement, imaginons que tout se passe dans la même banque, tu empruntes 100 € la matin, tu paies avec ça une consommation, toi tu travailles tu récupères un revenu, tu rembourses le soir, eh bien le soir il n'y a plus de monnaie, ça y est ça a été annulé.

**Q** : Mais je rembourse avec de l'argent qui existait avant..

**BB** : C'est-à-dire que tu as créé une activité, il y a un circuit de monnaie qui s'est fait, qui fait que in fine c'est toujours la monnaie initiale qui a servi à alimenter le dépôt initial qui finit toujours par revenir, une fois que le circuit est bouclé, les dettes ont été remboursées, et la monnaie centrale initiale continue à tourner.

**Q** : Et alors cette monnaie centrale, par qui est-elle émise, c'est la banque centrale européenne ?

**BB** : Enfin c'est les banques centrales, parce qu'elles peuvent toutes créer de la monnaie, mais c'est la BCE qui gère la quantité de monnaie en circulation.

**Q** : Et en fonction de quoi elle peut augmenter les liquidités en circulation ?

**BB** : Logiquement, on a dit toute valeur économique est la contrepartie d'un travail. Ce travail peut avoir pour résultat de produire un bien ou un service de consommation immédiate, donc il crée de la valeur qui est aussitôt détruite, à ce moment-là la circulation de monnaie s'annule une fois qu'on a fait un tour, il y a eu de la valeur qui a été créée mais on n'a pas eu besoin d'augmenter la quantité de monnaie, par contre si la production a permis de créer un bien durable, mettons une maison, on a un stock physique réel de production de biens qui a augmenté, donc logiquement il faut augmenter la quantité de monnaie si on veut que tous les biens disponibles puissent être achetés par la monnaie disponible, sinon on modifie le prix. Si on laisse très peu de monnaie, il faudra de moins en moins de monnaie pour acheter un kilo de patates, en valeur numérique. Si au contraire on crée beaucoup de monnaie, il faudra que les prix montent parce que la totalité de la monnaie ne peut jamais acheter que ce qui est disponible. Et actuellement les politiques des banques centrales c'est de ne presque plus créer de monnaie centrale, et de laisser au contraire se

développer le crédit, qui est octroyé par les banques privées. C'est un vaste système destiné à aspirer l'argent précisément de ceux qui n'en ont pas, puisque ceux qui sont obligés de s'endetter sont justement ceux qui manquent de monnaie pour faire des échanges.

**Q** : Mais au bout d'un moment il faut bien en refabriquer

**BB** : La masse monétaire globalement augmente un petit peu, bien sûr

**Q** : Et ça c'est maîtrisé

**BB** : C'est la banque centrale qui décide pour tout le monde d'augmenter la masse monétaire

**Q** : En fonction de quels indicateurs ?

**BB** : Entre autres, le gros système actuellement, c'est l'inflation. La théorie qui est en vigueur actuellement, c'est la théorie des monétaristes, qui est une théorie quantitative strictement de la monnaie, qui consiste à dire que si j'augmente la masse monétaire, automatiquement les prix vont monter, il va y avoir de l'inflation, etc. Comme ils veulent combattre l'inflation, parce que l'inflation érode les patrimoines, ils disent qu'il ne faut surtout pas créer trop de monnaie, au contraire il faut contraindre la masse monétaire pour être sûr qu'il n'y ait pas d'inflation. Donc toute la politique des banques centrales actuellement, aux Etats-Unis comme en Europe, c'est de limiter strictement la croissance de la monnaie fiduciaire, et par contre de laisser se développer tant qu'on veut les crédits. C'est pour ça qu'en ce moment on a une envolée des volumes de crédit, en 30 ans, il a été multiplié par 50, 100, je ne sais pas, mais dans des proportions absolument énormes.

**Q** : Qu'est-ce que c'est exactement l'inflation, au niveau économique ?

**BB** : Exactement, c'est difficile, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'économistes qui soient d'accord pour savoir ce que c'est exactement que l'inflation. Ce qu'on appelle l'inflation, c'est l'augmentation générale des prix. Si le prix du kilo de patates augmente, mais pas le reste, ce n'est pas de l'inflation, c'est une augmentation du prix des patates. Mais si les prix de tous les produits augmentent, c'est de l'inflation sur le marché des biens et services courants. Il y a une inflation dont on ne se plaint pas du tout, c'est celle du marché boursier, parce que l'augmentation du prix des titres, c'est bien de l'inflation ! Il y a aucune activité économique qui le justifie. Les prix peuvent augmenter si il y a une justification économique, l'inflation c'est une augmentation générale des prix sans qu'il y ait une justification économique, d'économie réelle, qui ferait que le travail nécessaire à la production deviendrait plus important, ce qui justifierait une augmentation du prix. C'est exactement ce qui se passe sur le CAC40, à la Bourse de Paris. En ce moment c'est plutôt de la déflation, mais jusqu'en 1999-2000, c'était de l'inflation, c'est-à-dire qu'on achetait des titres de plus en cher, sans qu'il y ait aucune justification économique à ça, c'était de l'inflation, mais qui n'est pas dénoncée celle-là.

**Q** : Est-ce que les banques ont des réserves en or ?

**BB** : Non, c'est fini, ça. Si, les banques ont encore de l'or, mais il n'y a plus aucune indexation de la valeur de la monnaie sur l'or. Les gens achètent encore des lingots ou des napoléons, mais un billet de 10 € n'a pas de contrepartie en or, il ne vaut pas tant de milligrammes d'or.

**Q** : Partout dans le monde ?

**BB** : Oui, c'est fini, ça a été définitivement arrêté en 1971.

## Production et productivité



### ✓ La production est un flux

- ⇒ Un paysan produit des pommes de terres : sa production est de 3 tonnes par an
- ⇒ On a produit 290 000 logements en 1995
- ⇒ Elle peut être exprimée en valeur monétaire : la production annuelle de blé est de x Mds € .

### ✓ La productivité est un taux

- ⇒ C'est le rapport entre la production et les moyens mis en œuvre pour la réaliser.
- ⇒ Un paysan produit 3 tonnes de blé en travaillant 1000 heures, sa productivité est de 3 kg de blé par heure de travail
- ⇒ Elle peut être aussi calculée en utilisant des valeurs monétaires : Prix des biens et services produits / coût des moyens mis en œuvre.

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

8

Bertrand BONY Institut de Formation

## P. 8 Production et productivité

On a dit que la valeur était la contrepartie d'un travail, et que le travail fournit de la production, ensuite il y a des termes qui reviennent souvent, la production et la productivité. La production, c'est une **quantité** de blé, de patates, de voitures, dans l'année, donc c'est un flux qu'on comptabilise année par année, mois par mois, etc. La productivité, par contre, c'est un **taux**, c'est-à-dire que c'est le rapport entre ce que j'ai produit et les moyens qu'il a fallu que j'utilise pour les produire. Les moyens, ça peut être exprimé de différentes manières, sous forme de temps de travail, par exemple, et aussi de manière économique. Comme en économie, on compte de la monnaie, on exprime aussi la productivité en monnaie, on fait le rapport entre le prix de vente de la production et le coût des moyens nécessaires. Alors est-ce que c'est équivalent ?

Productivité physique et productivité apparente <span style="float: right;">%</span>	
<p>✓ <b>Productivité physique</b></p> <p>⇒ La Thaïlande a produit en 2000 23,4 millions de tonnes de riz, pour une population agricole de 48,5 millions soit 0,48 tonnes par an et par personne employée dans le secteur agricole.</p> <p>✓ <b>Productivité économique</b></p> <p>⇒ En 2000 le cours du riz thaïlandais était de 207 \$/tonne. Exprimée en valeur monétaire la productivité était donc de <math>0,48 \times 207 = 99,4</math> \$ par personne.</p> <p>⇒ Mais en 1999 le cours du riz thaïlandais était de 253 \$/tonne. Exprimée en valeur 1999 on aurait donc eu une productivité annuelle de <math>0,48 \times 253 = 121,4</math> \$ par personne et par an, soit 22 % de plus !</p> <p>⇒ Même si la productivité physique avait progressé de 10 % pour passer à 0,53 \$ par an et par personne, elle ne serait valorisée économiquement qu'à <math>0,53 \times 207 = 109,30</math> \$.</p> <p style="text-align: center;"><b>La productivité économique dépendant des prix, elle peut varier en sens inverse de la productivité physique.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>La productivité économique est une productivité « apparente »</b></p>	<p>Attac-Rhône (rhone@attac.org) Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon T : 04.78.37.13.09      www.local.attac.org/rhone</p> <p><b>Rémunération et protection sociale : qui paie ?</b>      9</p> <p style="text-align: right;"><small>Bertrand BONY - Institut de Formation</small></p>

## P. 9 Productivité physique et productivité apparente

Dans l'exemple de la productivité de riz en Thaïlande, la productivité physique est assez facile à compter, je compte des tonnes de riz et des personnes. Pour la productivité économique, comme les prix sont fluctuants selon les périodes, pour une même productivité physique, on peut avoir des productivités économiques très différentes, donc cette productivité économique n'est qu'une productivité **apparente**. Elle peut même varier en sens inverse de la productivité physique. Quand vous regardez la production des micro-ordinateurs, il y a 20 ans un petit micro de base valait 30 000 F, aujourd'hui un micro multimedia qui va cent fois plus vite coûte 5 000, ça a sans doute nécessité moins de travail, mais si vous faites le ratio de productivité économique, vous vous apercevrez qu'elle est bien inférieure en monnaie aujourd'hui, alors qu'en fait la production, la valeur d'usage de ce micro-ordinateur est beaucoup plus élevée que celle qui aurait été produite il y a 20 ans. Alors attention, les calculs de productivité économique dépendent des prix, et les prix varient, et ils ne varient pas toujours dans le même sens, ce qui aboutit à ce genre de phénomène, et production et productivité, ce n'est pas directement comparables.

**Q** : Quelles sont les méthodes qui sont à notre disposition pour évaluer à un moment donné l'évolution de la productivité physique dans une société ?

**BB** : C'est difficile si tu veux l'exprimer par un chiffre, mais si tu regardes le volume de production et la nature de ce qui est produit aujourd'hui et que tu compares ça avec ce qui a été produit il y a 20 ans, et que tu compares le nombre d'heures de travail correspondantes, tu vas t'apercevoir que c'est sans commune mesure, on va le voir bientôt. Par contre, l'intérêt de compter ça sur une base monétaire, c'est que la monnaie servant d'étalon de valeur pour additionner tous les produits, du coup on peut additionner des brouettes et des carottes. Il faut quand même voir que l'exercice est assez fictif, on est contents, on obtient un chiffre de productivité, mais qui est extrêmement aléatoire. Actuellement, les mesures de productivité faites dans les ateliers, là où on produit, est en moyenne de 5% par an, et la productivité globale au niveau national est à peine de 2%, donc il y a des déperditions. Localement, on arrive à optimiser un certain nombre de procédés, mais après il y a tellement d'échanges et de trucs qui se passent, qu'au global on gaspille beaucoup de temps et d'énergie pour faire circuler ces produits, pour les mettre à disposition de ceux qui vont les consommer, et au global la productivité générale n'augmente pas si vite que ça. Après la productivité exprimée en valeur monétaire dépend d'un tas de facteurs, de prix, des cours mondiaux, de la politique économique. Sur le long terme, pour la question des retraites, ce qu'on regarde c'est une productivité réelle, ce qu'on peut imaginer comme raisonnable, c'est que dans 20 ans ou 40 ans, il faudra soit beaucoup moins d'heures de travail qu'aujourd'hui pour avoir la même chose qu'aujourd'hui, même si je sais pas combien vaut ce qu'on a aujourd'hui, ou bien, si on continue à consacrer le même temps de travail qu'aujourd'hui, on aura à ce moment-là une production considérablement plus élevée à partager. Donc, peu importe la valorisation économique, ce qui nous intéresse nous, c'est la valeur d'usage de ce qu'on produit, et ça on

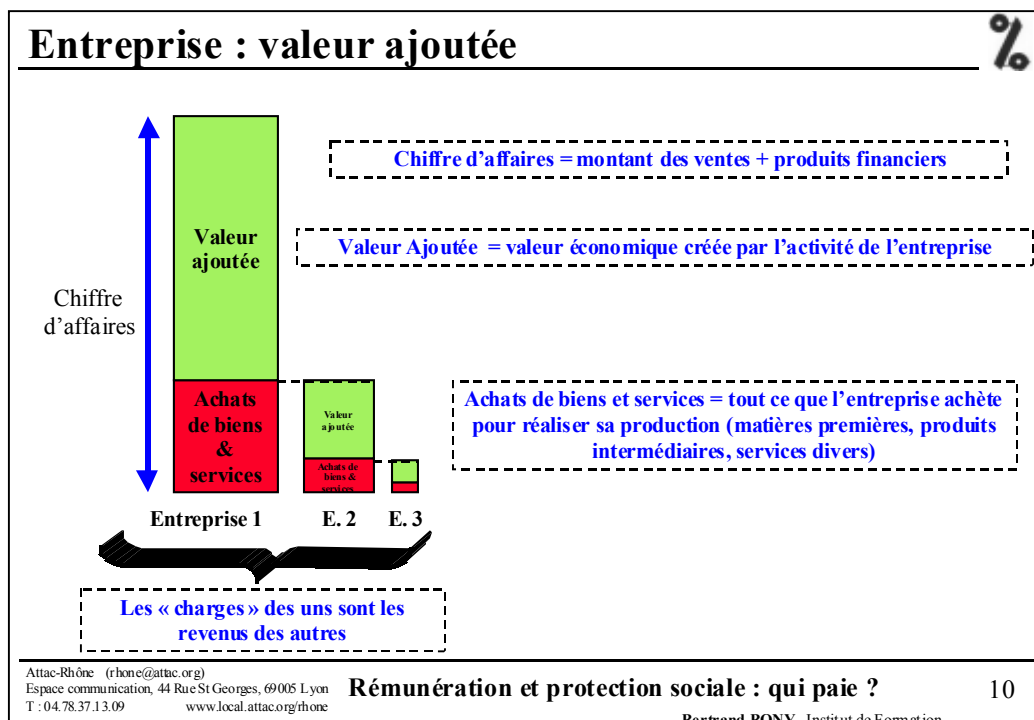
sait que, parce qu'on améliore les techniques etc, progressivement on peut obtenir la même valeur d'usage en utilisant moins de travail.

**Q** : Tout va bien alors !

**BB** : Bien sûr que tout va bien ! Est-ce que j'ai l'air de pas aller bien ? C'est pour ça qu'il n'y a pas de problème de retraites. Imaginons même qu'on arrête les gains de productivité physique, dans dix ans on aura donc la même chose à se partager qu'aujourd'hui, quel que soit le système économique, capitaliste ou pas, monétaire ou non, ce qu'il y aura à se partager c'est ce qu'il y aura là. Donc ce n'est pas le système économique qui règle le problème de la retraite, donc du partage entre ceux qui travaillent ou qui travaillent pas, c'est la décision que l'on prend ensemble pour dire : on donne quoi à qui ? Si on arrête de produire, on crèvera tous la gueule ouverte, il y a pas de problème, si on produit moins, on aura moins à se partager, donc ça va sans doute générer des bisbilles, etc, mais si on a une certaine volonté de vivre ensemble on arrivera à se partager ce qu'il y a, et puis si on améliore la productivité physique, on sait que dans 10, dans 20 ans, tout en continuant à travailler les mêmes quantités qu'aujourd'hui, on aura un gâteau à se partager plus élevé. C'est un problème physique réel, ce n'est pas du tout résolu ou traité par l'économie. Donc après, on nous fait un problème de la retraite, justement on va voir un certain nombre de critères qui servent à dire que c'est un problème.

**Q** : Quand on achète par exemple des pantalons produits en Indonésie, ces gens produisent à un coût moindre

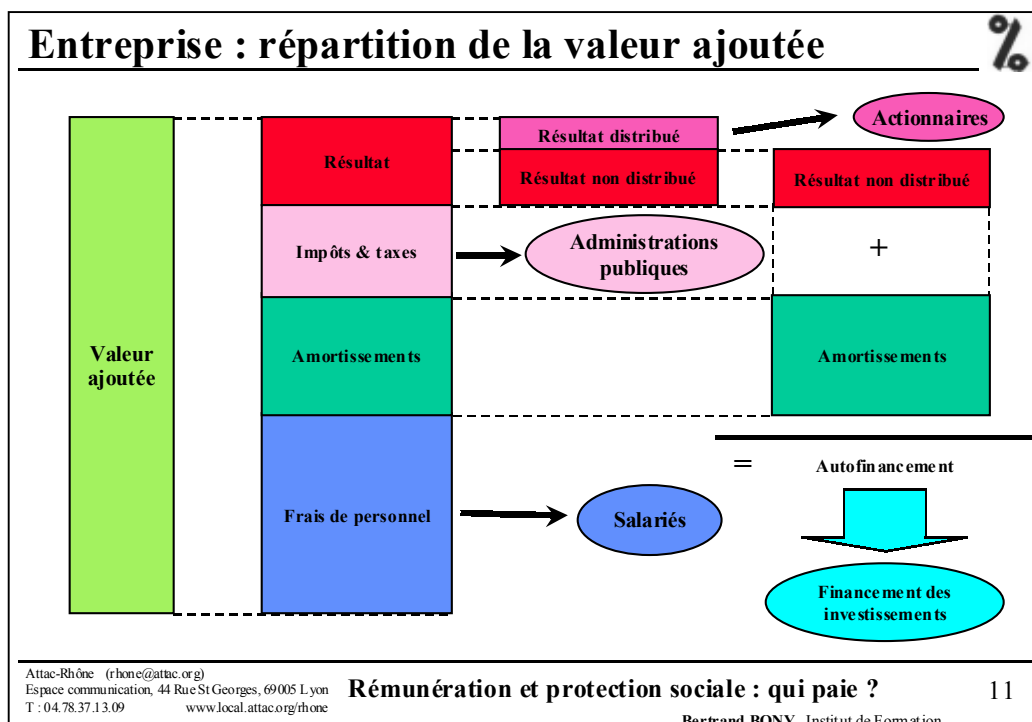
**BB** : Oui, ils vont tirer un revenu de leur travail, on se retrouve bien dans le schéma qu'on avait vu tout à l'heure, simplement ce revenu ne leur permet pas d'acheter les jeans au prix où ils se vendent, puisque que l'entreprise trouve à vendre ses jeans beaucoup plus cher que le revenu qu'elle a distribué localement là-bas. Effectivement il y a un déséquilibre notoire dans ce cas-là, mais il y a bien quand même un échange de monnaie contre le travail, déséquilibré. Evidemment le système consiste à dire "je vais faire produire les jeans à l'endroit où je paie le travail le moins cher, et je fais la vente là où il y a des gens solvables qui ont de la monnaie qui sont susceptibles d'acheter plus cher, pour empocher la différence de prix". Alors après ça pose un problème parce qu'il y a une contradiction quelque part dans le fait que l'entreprise cherche toujours à réduire ses coûts, donc le revenu de ses salariés, mais le problème c'est qu'elle fait une production qu'elle veut vendre à un prix tel que le revenu qu'elle a distribué ne permet pas de l'acheter. Au bout d'un moment ça finit par poser des problèmes. Alors comment compte justement l'entreprise ?



**P. 10 Valeur ajoutée**

L'entreprise périodiquement fait ses comptes, et regarde d'un côté les sommes d'argent qui sont rentrées : c'est ce qu'elle appelle le chiffre d'affaires, c'est le montant de ses ventes, pour l'essentiel, de l'autre les sommes d'argent qui sont sorties. Ensuite, ce chiffre d'affaires, qui est l'argent rentré dans les comptes de l'entreprise, elle va le redistribuer pour partie pour acheter les biens et les services qu'elle ne produit pas elle-même, et donc qu'elle va acheter à des fournisseurs, donc elle fait des achats. La différence entre le chiffre d'affaires et les achats, c'est ce qu'on appelle la valeur ajoutée, c'est donc la valeur que le travail des gens qui sont employés dans l'entreprise a ajouté à la valeur des

achats que l'entreprise a faits pour pouvoir ensuite vendre sa production. Mais ensuite si on regarde les achats de biens et de services que cette entreprise a dû faire, elle les a faits auprès d'autres entreprises qui sont ses fournisseurs, qui font la même chose qu'elle, les mêmes comptes. L'achat de l'entreprise 1 c'est le chiffre d'affaires de ses fournisseurs, qui pour réaliser leur production, ont été obligés de faire eux-mêmes des achats, etc, et donc on a un système de poupées russes, et chacun apporte une certaine valeur ajoutée à l'ensemble. Jusqu'au moment où on arrive à des entreprises qui s'approvisionnent presque exclusivement de ressources naturelles, et comme la nature ne se fait pas payer, on peut considérer qu'il n'y a plus de coût. Ce que l'entreprise 1 appelle ses charges d'achats, ce sont les revenus de ses fournisseurs. Globalement, chaque fois qu'il y a des charges pour quelqu'un, c'est un revenu pour quelqu'un d'autre. Ensuite comment ça fonctionne ?



### P. 11 Répartition de la valeur ajoutée

On regarde maintenant le pavé « valeur ajoutée ». Avec cette valeur ajoutée :

- l'entreprise va verser des salaires à ses salariés : c'est le pavé « frais de personnel »
- ensuite, il y a le pavé « amortissements » : c'est ce qui sert à comptabiliser le fait que les outils de production dont dispose l'entreprise perdent de leur valeur chaque année, ils s'usent, l'amortissement c'est une sorte de provision qui permet à terme de remplacer ces outils de production
- ensuite l'entreprise paie un certain nombre d'impôts et de taxes.

Donc à la fin de l'année, quand c'est une entreprise qui fonctionne normalement, il lui reste de l'argent qu'on appelle le résultat de l'exploitation de l'entreprise.

Où vont ces sommes ? Les frais de personnel vont aux salariés, les impôts et taxes aux administrations publiques, le résultat, il y en a une partie qui est distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires, et puis il y en a une partie que l'entreprise décide éventuellement de ne pas distribuer, plus le montant des amortissements, et ces deux paquets (*résultat non distribué et amortissements*) vont permettre l'auto-financement, c'est-à-dire de renouveler ses outils de production, ses machines, ses véhicules, etc.

Cette valeur ajoutée, c'est les frais de personnel, c'est le financement des administrations publiques, qui paient des fonctionnaires, qui achètent des fournitures. Ces sommes qui sont envoyées aux administrations publiques, elles ne les stockent pas, elles ne les font pas disparaître dans la nature, elles les réinjectent dans l'économie, sous forme soit directement de rémunérations de leur personnel, donc en contrepartie d'un travail, soit sous forme d'achats qu'elles font aux entreprises, qui tiennent les mêmes comptes que ça.

Les amortissements sont des sommes qui sont disponibles et qui vont servir ensuite à acheter des outils de production, cet achat va ensuite représenter le chiffre d'affaires d'un fournisseur, qui va tenir les mêmes comptes que ça. Bilan des courses : la seule chose à quoi sert in fine la valeur ajoutée, c'est à payer des gens à travailler, soit directement les gens dans l'entreprise considérée, soit indirectement parce que ça sert à faire travailler les salariés du fournisseur, ou du

fournisseur du fournisseur, etc, soit ça sert à faire travailler les fonctionnaires, ou les fournisseurs des administrations publiques, ou ça sert à faire travailler les salariés des fournisseurs des biens d'investissement. Il n'y a jamais rien d'autre que du travail à financer, et donc la totalité de la valeur ajoutée, c'est la contrepartie d'un travail, qui n'est pas forcément fait dans l'entreprise qu'on est en train de regarder, mais qui est toujours un travail quelque part. On retombe sur l'idée que toute la valeur qui est créée, c'est toujours la contrepartie d'un travail.

Ce qui sert à financer les investissements, c'est à la fois la partie « Amortissements », où je provisionne le montant correspondant à la dépréciation des outils de production, et le résultat, c'est-à-dire ce qui reste du chiffre d'affaires quand j'ai payé les frais, les impôts et que j'ai distribué une partie aux actionnaires, et ce qui reste c'est de l'argent à disposition pour pouvoir investir.

**Q** : Ce résultat est distribué ?

**BB** : Pas tout, ce n'est pas obligatoire, une entreprise peut très bien décider de ne pas distribuer pendant 1 an, 3 ans, c'est de moins en moins possible, mais il y a quand même eu une grande période, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, où les entreprises distribuaient pratiquement 0 dividende.

**Q** : Et le résultat non distribué, alors, c'est quoi, c'est une plus-value ?

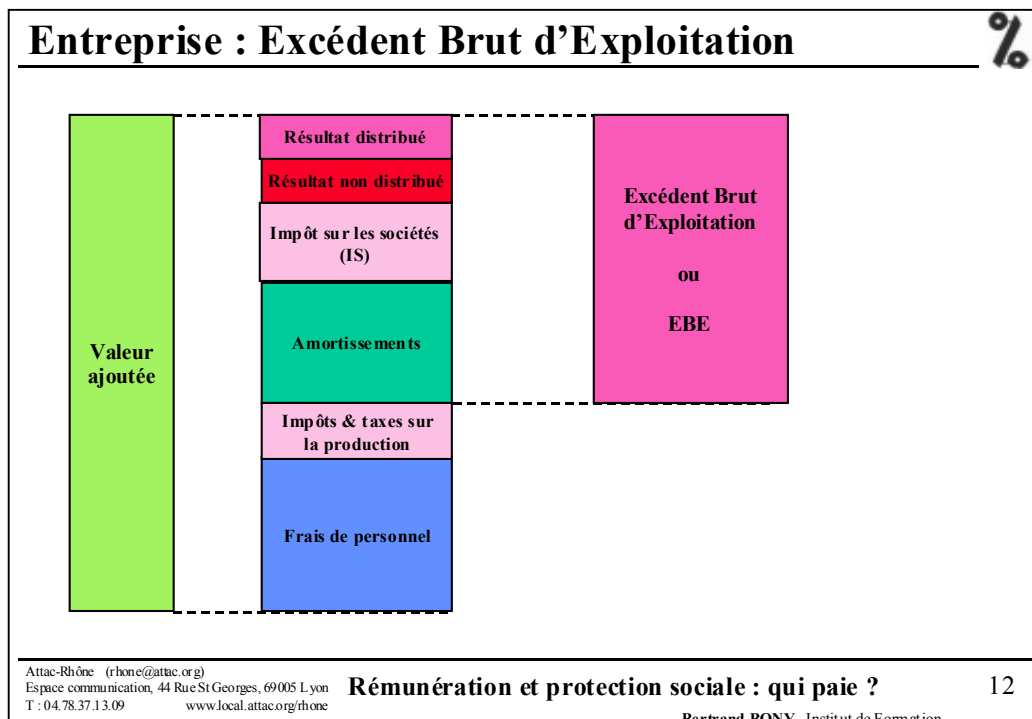
**BB** : Oui, c'est de l'argent qui a pas été distribué en salaire, qu'elle garde dans ses comptes et qu'elle va utiliser le cas échéant pour réinvestir, se développer, etc. Si l'entreprise distribuait toute la valeur ajoutée soit en impôts-taxes, soit en salaires, elle n'aurait pas de résultat, elle aurait un résultat nul. Si inversement elle n'a pas pu vendre ses productions à la hauteur de ses coûts, au lieu d'être un résultat positif, c'est un déficit.

**Q** : Le résultat distribué, il ne va pas forcément retourner dans le circuit de l'entreprise ?

**BB** : Non, c'est la rémunération des propriétaires.

**Q** : Dans la réalité, c'est proportionnel aux pavés du schéma ?

**BB** : Non, ce n'est pas proportionnel parce que selon les entreprises, ça peut être extrêmement différent. Dans les entreprises de services, par exemple, il y a beaucoup de masse salariale, par contre dans une entreprise qui fabrique des voitures, la part « Frais de personnel » est relativement réduite, la part « Amortissement » est très élevée parce que ce sont des installations très coûteuses, la part « Achats et charges » est élevée parce qu'il y a beaucoup de matière à acheter. Dans un cabinet d'avocats, ils n'achètent pas grand chose, un ordinateur de temps en temps, par contre c'est beaucoup de temps de personnes. Après il y a des entreprises qui font 30% de résultat, il y en a qui font 0,2, et d'autres - 10.



**P. 12 Excédent Brut d'Exploitation**

Si on coupe le pavé « valeur ajoutée » au-delà des impôts et taxes sur la production et les frais de personnel, la partie haute s'appelle l'excédent brut d'exploitation : c'est la somme amortissements, impôt sur les sociétés et résultat, ce sont les grandes masses, il y a des choses beaucoup plus détaillées dans les comptes.



**Q** : Pourquoi est-ce que les impôts sur la production n'en font pas partie ?

**BB** : C'est une convention comptable, ce sont des impôts soit sur les outils de production, soit sur les produits (la TVA, les choses comme ça), alors que l'impôt sur les sociétés, c'est en fait un impôt déjà sur le résultat, sur le bénéfice de l'entreprise, donc sur le revenu. On verra comment fonctionne la fiscalité un peu plus loin.

**Q** : Une chose me gêne, on dit que c'est de l'excédent alors que c'est du côté des charges.

**BB** : Non, il faut se rappeler qu'il y a toujours le chiffre d'affaires, la contrepartie de ce chiffre d'affaires, c'est une décomposition de charges, et une fois qu'on a comptabilisé toutes les charges, il y a une différence entre ces charges totales et le chiffre d'affaires, en principe positif qui est le résultat. Donc on écrit toujours une égalité, donc la partie en haut, le résultat, c'est la différence entre l'argent qui est rentré par les ventes et l'argent qui est sorti du fait des charges : frais de personnel, impôts, amortissements, quoique l'amortissement c'est des charges mais c'est pas de l'argent qui sort de l'entreprise. Donc le résultat c'est ce qui reste quand on a fait le bilan des entrées/sorties.

**Q** : Pourquoi on appelle ça valeur ajoutée, pourquoi ajoutée ?

**BB** : Si tu fabriques des brouettes, tu achètes des fournitures, des poignées en caoutchouc, les pneus, la roue parce que tu ne sais pas les fabriquer, tu achètes de la tôle, tu la plies, tu assembles le tout et tu fais une brouette. Tu additionnes les charges, les achats que tu as faits, c'est de l'argent que tu as décaissé. Et ensuite tu vends ta brouette, tu la vends plus cher que la somme que t'ont coûté la tôle, les pneus, etc. Et cette valeur, cette différence, c'est la valeur que tu as ajoutée au tas de ferraille que tu as acheté. Ajoutée parce que je rassemble des pièces pour un certain montant, et avec mon travail j'en fais une brouette, et la brouette que j'ai fabriquée, ça a plus de valeur que le tas de ferraille que j'avais au départ.

**Q** : Est-ce que c'est la même chose que la plus-value ?

**BB** : Non, c'est pas pareil, mais vous verrez ça avec Gérard, il y aura 2 séances là-dessus, parce que ça nécessite de faire encore un certain nombre de raisonnements, là on regarde la comptabilité d'une entreprise.

**Q** : Qu'est-ce qu'on appelle le bénéfice ?

**BB** : Ce qu'on appelle classiquement le bénéfice, c'est le résultat, c'est la partie haute. Une entreprise bénéficiaire, c'est une entreprise qui fait un résultat positif, et une entreprise déficitaire un résultat négatif.

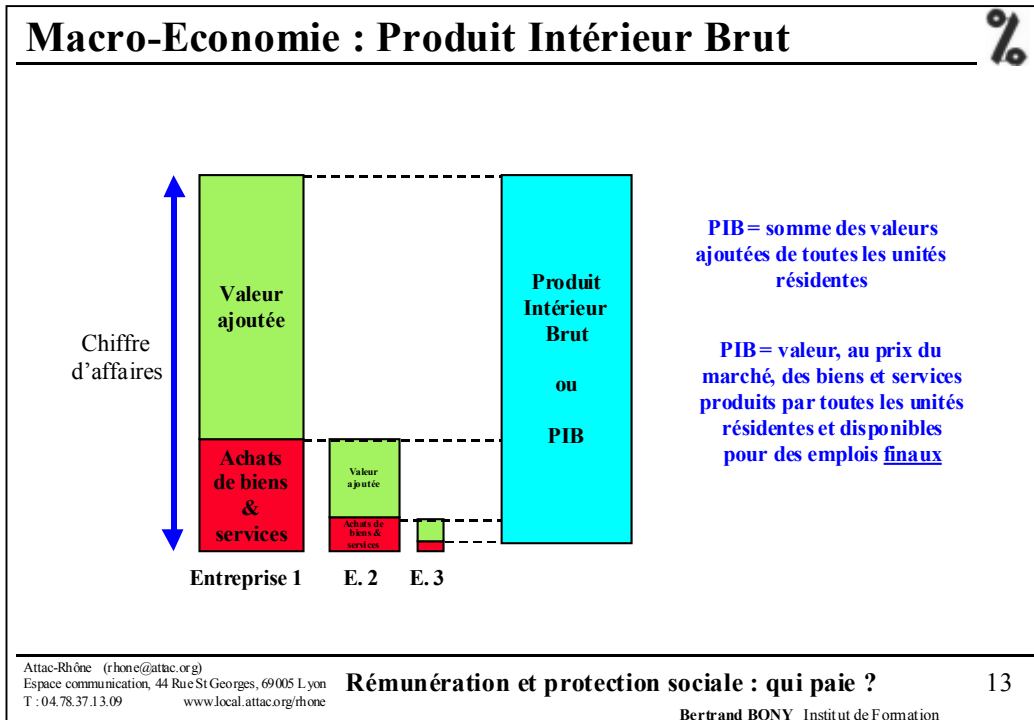
**Q** : Et l'amortissement, comment il est estimé, puisque c'est pas une valeur monétaire ?

**BB** : Il y a deux façons de calculer les amortissements, là on parle des amortissements fiscaux, puisque la comptabilité européenne, française, est une comptabilité essentiellement fiscale : quand tu achètes une machine-outil, un tour, tu l'achètes 10000 €, il va être utilisable pendant mettons 10 ans, peut-être un peu moins parce qu'avant 10 ans, il n'aura plus de valeur parce que les nouvelles générations de tours seront plus performantes, donc en terme d'outil de production il ne sera plus valable, donc mettons 8 ans. L'amortissement chaque année c'est 1/8<sup>e</sup> de la valeur, ou 1/10<sup>e</sup> de la valeur du tour. Donc si tu l'a acheté 10000 €, qu'il est amorti sur 10 ans, chaque année tu vas compter 1000 € d'amortissement du tour dans les comptes. De telle sorte que, la logique du système, c'est que si je mets 1000 € de côté, au bout de 10 ans j'aurai 10000 € pour acheter un tour équivalent, c'est-à-dire que ça permettra de financer la reproduction de mon outil de production. Alors pour le fisc, l'amortissement c'est une charge donc ça diminue le résultat, donc ça diminue l'impôt sur les sociétés, qui est calculé sur le résultat. Donc le fisc ne veut pas qu'on amortisse trop vite, si tu l'amortis en 2 ans, ça gonfle les charges et ça diminue l'impôt sur les sociétés. Donc il y a des règles fiscales qui imposent des durées minimales d'amortissement, de sorte que le fisc s'y retrouve. Après on peut faire des calculs d'amortissement économiques sur des durées différentes. Ce qu'il faut savoir c'est que l'amortissement c'est une charge, mais c'est de l'argent qui reste dans l'entreprise, contrairement aux achats. Donc ça génère un stock de monnaie, des liquidités que je pourrai réemployer à terme pour racheter un investissement.

**Q** : Le tour, il faut le payer, donc c'est une charge.

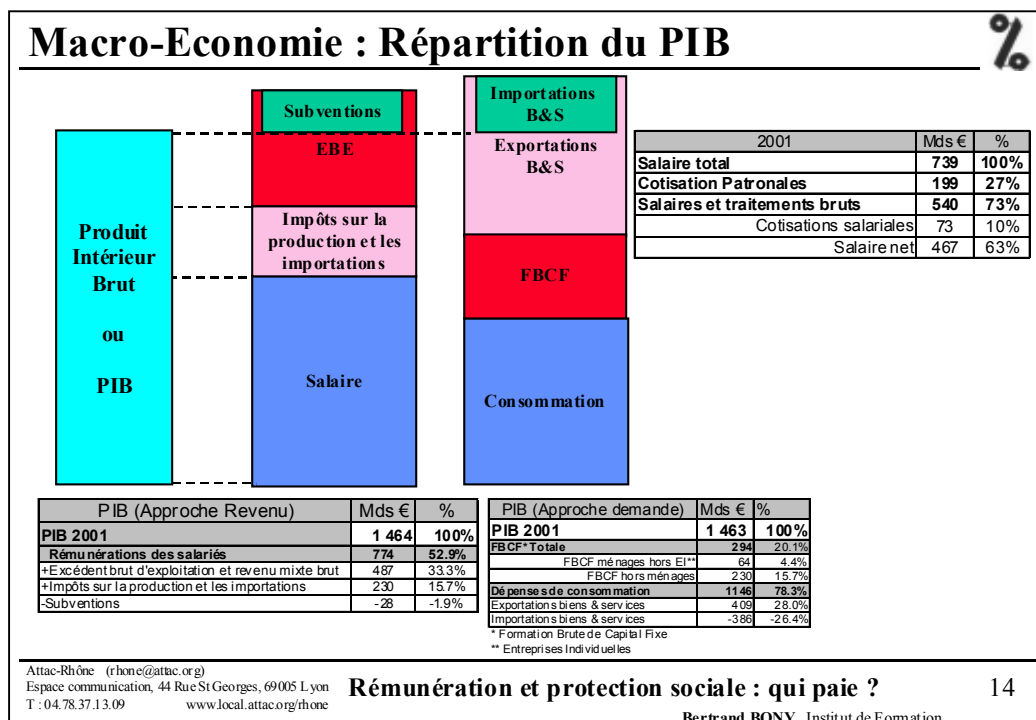
**BB** : Non, c'est pas une charge dans la comptabilité. (*Explication sur les comptes de résultat (flux) et le bilan d'une entreprise, sur l'actif et le passif (stock).... Impossible à retranscrire parce qu'il accompagne un schéma fait au tableau*)

Quand on achète un tour, on prend de l'argent dans la caisse, cet argent faisait déjà partie du patrimoine, on sort 10000 €, on fait rentrer un tour qui vaut 10000 €, rien n'a changé, c'est simplement un changement de nature d'un élément du patrimoine de la société, c'est pourquoi l'investissement ne se trouve pas dans les comptes de résultat.



**P. 13-14 Produit Intérieur Brut**

Si on regarde toutes les entreprises (et toutes les valeurs ajoutées des autres secteurs institutionnels), et qu'on ajoute toutes les valeurs ajoutées qui ont été faites par chacune d'entre elles, on obtient le PIB, le Produit Intérieur Brut. Dans la Comptabilité nationale, il y a 3 approches qui permettent de décomposer le PIB. Je n'en ai représenté ici que deux : l'approche Revenu et l'approche Demande, la 3<sup>ème</sup> est l'approche Production qui ajoute les valeurs ajoutées des entreprises et qui permet de regarder comment le PIB se constitue par produit fabriqué ou par tranche professionnelle, et qui permet de voir si la valeur ajoutée produite par exemple par la sidérurgie est différente de celle des services aériens, donc de comparer la production de valeur ajoutée par biens et services, par branche industrielle.



J'ai indiqué simplement les grandes masses pour les 2 autres approches :

→ Approche Revenu : le PIB actuel (chiffres 2000) vaut 1464 milliards d'€. La rémunération des salariés représente 774 Mds €, soit 52,9%, en dessous on a « Excédent Brut d'Exploitation et Revenu mixte brut »: dans le secteur institutionnel des ménages, on comptabilise aussi bien les ménages de salariés que les ménages de professions libérales, commerçants, artisans, parce qu'on a du mal à distinguer entre le revenu de leur activité professionnelle et les autres types de revenus qu'ils peuvent avoir : c'est ce qu'on appelle les revenus mixtes. L'Excédent Brut d'Exploitation, c'est la somme des excédents bruts d'exploitation des entreprises. Dans cet excédent brut, il y a le résultat distribué sous forme de dividendes. Il représente 33,3% de ce PIB.

En dessous il y a les impôts sur la production et les importations, et ensuite les subventions qui sont là parce que quand on construit les valeurs ajoutées, on les compte à part, les 2 lignes du bas c'est pour compléter le tableau pour arriver à 100%, vous pouvez grosso modo les oublier, ce qu'il faut voir c'est la répartition 52,9 et 33,3.

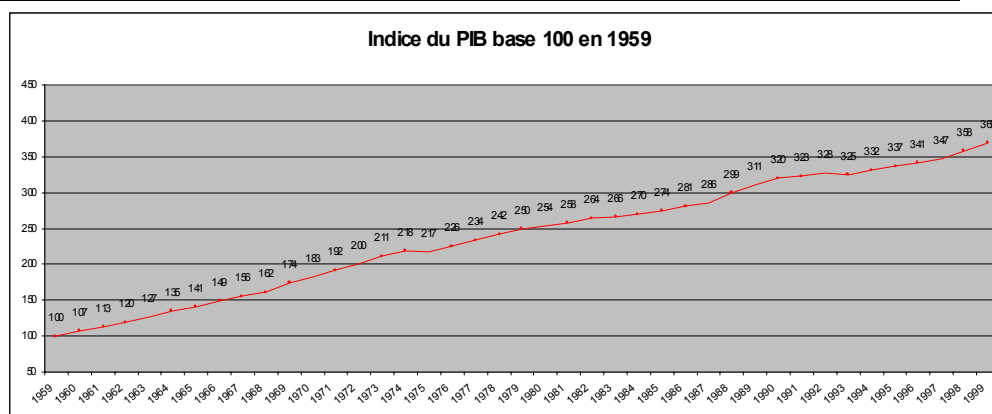
→ Approche Demande :

- FBCF (Formation Brute de Capital Fixe) : en gros c'est l'investissement : au total 394 Mds €, soit 20% du PIB.
- Investissement des ménages hors Entreprises Individuelles : c'est essentiellement l'investissement des ménages dans leurs logements. C'est 64 Mds €, 4.4% du PIB.
- FBCF Hors ménages, par les entreprises individuelles, 230 Mds €, 15.7% du PIB : investissement industriel. L'ordre de grandeur qu'il faut retenir, c'est que sur la totalité du PIB, on affecte donc environ 16% du PIB à produire des biens et services durables, c'est-à-dire à investir. Le reste, ce sont les dépenses de consommation : 1146 Mds €, 78,3%, c'est la baguette de pain, l'automobile, qui est considéré comme un bien de consommation, ce n'est pas considéré comme un bien durable sauf quand c'est un investissement dans une entreprise qui utilise des véhicules comme moyen de production.

Donc les grandes masses c'est 16% de la valeur ajoutée pour l'investissement, 78% de biens de consommation, on a ensuite les importations et les exportations, qui sont quasi équilibrées à 2% près du PIB, qui donnent la balance commerciale.

Le dernier tableau reprend la partie rémunération des salariés. On voit comment se décomposent ces rémunérations, en chiffres 2001, alors que l'autre c'était les chiffres 2000. On voit que le salaire brut c'est 73% du total, et les cotisations sociales représentent 37% de la totalité des salaires bruts. Quand vous touchez votre salaire, vous touchez à peu près 60% de ce que l'employeur a été obligé de verser à l'occasion de votre emploi, partie nette + cotisations sociales.

## La croissance et la « crise » économique



Décennie	Taux de croissance moyen
1959-1969	5.7%
1969-1979	3.7%
1979-1989	2.3%
1989-1999	1.8%

La croissance est continue malgré la « crise » !

Le PIB a été multiplié presque par 4 en 40 ans !

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

15

Bertrand BONY - Institut de Formation

### P. 15 La croissance et la « crise » économique

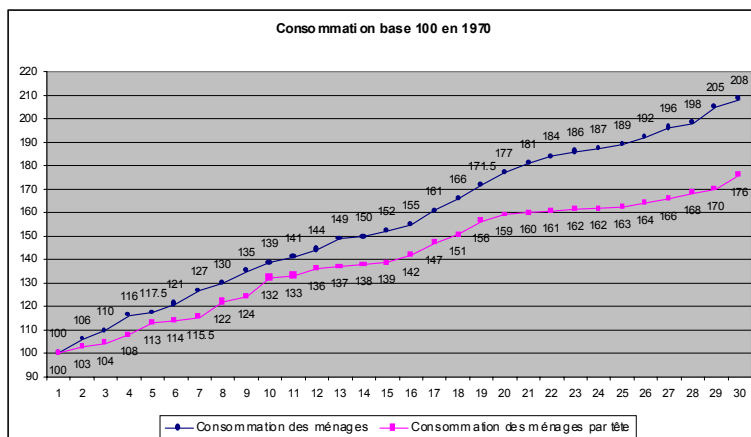
Ce PIB augmente au cours du temps. On voit une série longue de l'INSEE du PIB de 1959 et 1999. C'est ce qu'on appelle la **croissance**, c'est le fait que chaque année le PIB augmente un petit peu, de manière parfois irrégulière, par exemple en 1974-75 il y a eu la crise du pétrole, on peut voir un petit point de régression, de 218 à 217, sur une année, le reste du temps globalement c'est la croissance. Il y a les taux de croissance par décennie : globalement, progressivement, le taux de croissance du PIB diminue, le PIB augmente, mais c'est le **taux** de croissance, c'est-à-dire la pente de la courbe, qui a tendance à fléchir.

Donc voilà ! Et ça fait pourtant 20 ans qu'on nous dit que c'est la crise ! La crise, là, on a du mal à la voir, il va falloir la chercher ailleurs que dans la croissance du PIB.

**Q** : Cette croissance, elle est calculée en franc constant ?

**BB** : Oui, chaque année on réactualise le PIB, il y a des coefficients de réactualisation qui permettent de convertir la valeur du franc de 1959 en un euro d'aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle l'actualisation.

## La consommation



Population 1970 :  
50 800 000 habitants  
Population 1999 :  
60 186 000 habitants  
soit + 18 %

Source : Jean Vassiloff, Le partage contre la croissance

**La Consommation par tête augmente malgré la « crise » et la croissance de la population !**

**Elle a été multipliée par 1,8 en 30 ans !**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

16

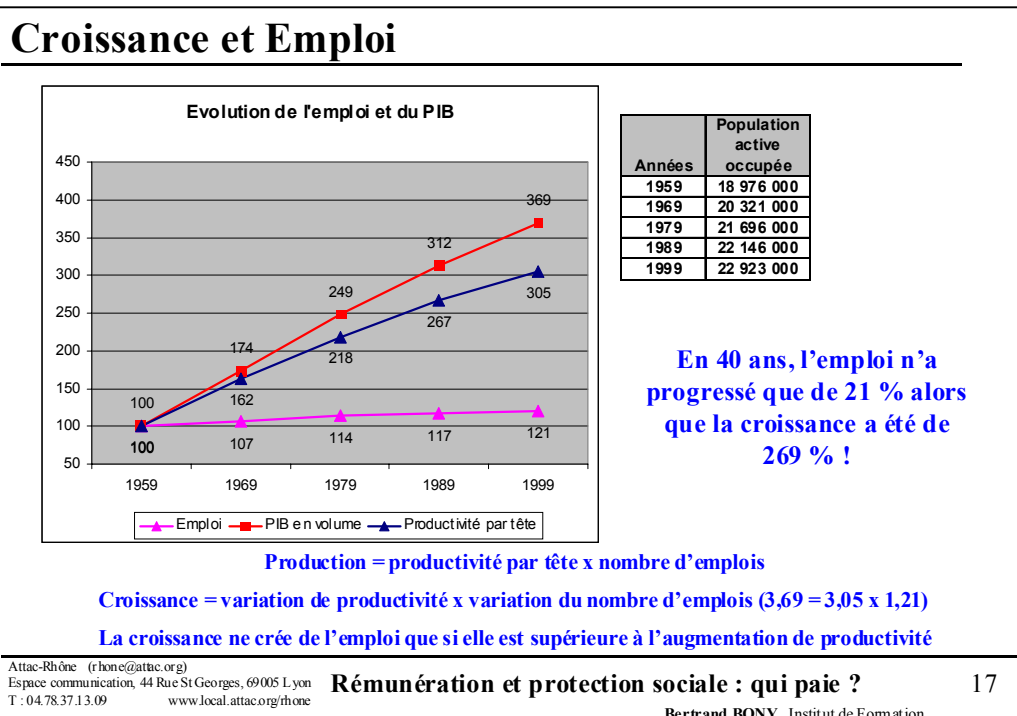
Bertrand BONY Institut de Formation

### P.16 La consommation

Si on regarde maintenant la consommation, avec base 100 en 1970 : la consommation des ménages est en bleu (courbe du dessus), qui a été multipliée par 2 pratiquement en 30 ans, et au-dessous en rouge, la consommation des ménages par personne : elle a augmenté moins que la consommation totale parce que la population, pendant ce temps, est passée de 50 800 00 à 60 186 000, on a donc 2 phénomènes : la croissance du PIB, c'est la taille du gâteau, et un phénomène de croissance du nombre de convives, donc la taille de la part de chacun évolue positivement, mais moins vite que la taille du gâteau si la population augmente, tous ceux qui ont invité du monde à manger le savent. C'est exactement la même chose. Il y a donc eu une augmentation de 1,8 en 30 ans de la consommation par tête, malgré la crise ! Il faut mettre ça en regard des discours qu'on entend.

**Q** : Mais peut-être qu'on mange pas tous de la même façon

**BB** : Oui, on verra après, comment chacun mange, ça c'est une statistique globale.



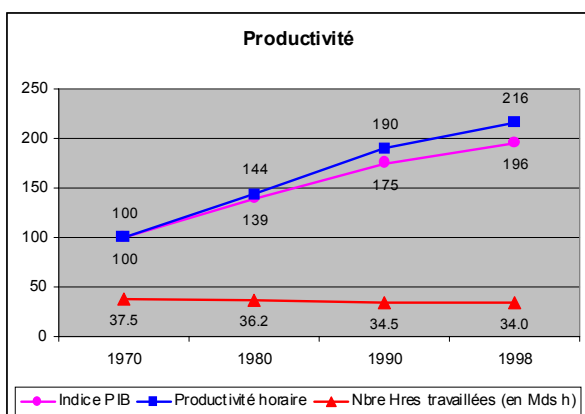
### P. 17 Croissance et Emploi

Sur le petit tableau en haut, je vous ai mis la population active occupée, par tranche de 10 ans : c'est le nombre de personnes titulaires d'un emploi, c'est passé de 19 à 23 millions à peu près en 40 ans. La courbe du haut, c'est le PIB en volume, qui est passé de 100 à 369, c'est ce qu'on a vu tout à l'heure, c'est la courbe de la croissance. Ensuite la productivité par tête, c'est ce qu'on a vu juste avant, qui a augmenté un peu moins, qui est passée de 100 à 305, la 3<sup>ème</sup> courbe c'est l'emploi, chiffré en nombre de personnes occupées : on voit que ce nombre a très peu augmenté au regard de la croissance, c'est-à-dire qu'avec très peu de personnes en plus on a produit un gâteau beaucoup plus gros, ça ce sont les gains de productivité, il suffit de moins de moyens, donc de moins de personnes pour produire un gâteau plus gros. Pour les mathématiciens, la croissance, c'est la variation de productivité multipliée par la variation du nombre d'emplois, et on retrouve les chiffres de la courbe. Ce qui est important, c'est de voir l'ampleur du phénomène des gains de productivité, puisqu'on est passé de 100 à 121 en emploi, pour passer de 100 à 369 en volume de production, ce sont des gains considérables, toujours malgré la crise.

**Q** : Est-ce qu'on peut en conclure que la croissance tue l'emploi ?

**BB** : Eh bien, on va voir.

## Croissance et Productivité



Années	Population active occupée	Horaire de travail annuel
1970	20 611 300	1 821
1980	21 747 300	1 663
1990	22 396 500	1 539
1998	22 705 200	1 498

**La productivité a plus augmenté que le PIB. Il a donc suffit de moins de travail en 1998 pour produire plus de 2 fois plus qu'en 1970 !**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

18

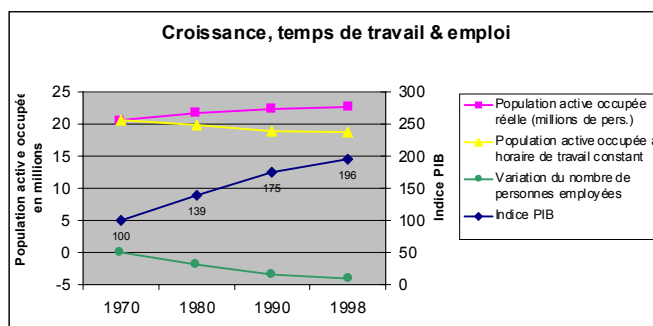
Bertrand BONY - Institut de Formation

### P. 18 Croissance et Productivité.

J'ai remis dans le tableau : Population active occupée, et en face : Horaire de travail annuel, horaire réel et non horaire légal : 1821 en 1970, 1498 en 1998.

Sur la partie graphique, on a les ronds roses : l'indice du PIB, donc la croissance, les carrés bleus : la productivité horaire, c'est-à-dire la quantité produite par heure de travail, qui est passée de 100 à 216 pendant que le PIB passait de 100 à 196. Donc la production d'une heure de travail grimpe plus vite que la production totale en volume. Et le nombre d'heures travaillées (triangles rouges), pendant ce temps-là, est passé de 37.5 milliards d'heures à 34. Donc la population active, on l'a vu, a augmenté un petit peu, mais comme le nombre d'heures travaillées par tête de pipe a diminué plus, on se retrouve avec un nombre total d'heures travaillées inférieur en 1998 par rapport à 1970, avec pourtant un gâteau qui a grossi de 100 à 369. Donc on a pu à la fois augmenter le gâteau, en ne faisant presque pas augmenter le nombre de personnes au travail, et en faisant diminuer le nombre d'heures que chacun travaille.

## La croissance et le temps de travail



Années	Horaire de travail annuel	Variation cumulée en %
1970	1 821	
1980	1 663	-8.7%
1990	1 539	-15.5%
1998	1 498	-17.7%

**Sans la baisse de 18 % du temps de travail entre 1970 et 1998 nous aurions 4 millions de chômeurs supplémentaires !**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

19

Bertrand BONY Institut de Formation

### P. 19 Croissance et temps de travail.

L'horaire de travail a chuté dans les proportions qui sont indiquées dans le petit tableau à droite. Sur les courbes, tout en haut on a la population active occupée qui a augmenté, on l'a vu, mais relativement faiblement. En bas, la variation du nombre de personnes employées, qui a diminué. Sur la courbe avec les triangles jaunes, je vous ai recalculé la population active qui aurait été occupée en 1998 si on n'avait pas réduit le temps de travail. Pour produire le même PIB, il aurait suffi de beaucoup moins de monde : il y a eu une baisse du temps de travail de 18% entre 1970 et 1998, si on n'avait pas eu cette baisse du temps de travail, mécaniquement on aurait eu 4 millions de chômeurs en plus en 98, ce n'est pas négligeable ! Donc le mouvement à la baisse du temps de travail est un mouvement massif, qui joue de manière importante sur le nombre de personnes en emploi. Si on partage le temps de travail en réduisant celui de chacun, on peut obtenir un nombre de personnes employées sensiblement élevé.

**Q :** Là ce sont les horaires que font les gens ?

**R :** Oui, les statistiques de l'INSEE, quand on dit 35 heures, le standard actuel de l'horaire légal c'est 1600 heures par an, multiplié par le nombre de têtes de pipe qui travaillent, ça c'est l'horaire légal. En réalité les gens au travail font soit plus d'heures avec les heures supplémentaires, soit moins d'heures parce qu'ils ont des congés maladie, maternité.. donc ils ne font pas forcément l'horaire légal. L'INSEE donne des statistiques sur le nombre d'heures réellement travaillées.

**Q :** Pourquoi les autres pays d'Europe à économie comparable, à part l'Allemagne, ils ont tous un horaire bien supérieur au nôtre, et pourtant ils n'ont pas un taux de chômage bien supérieur ?

**R :** Non, non. D'abord, le taux de chômage n'est pas compté de la même manière dans tous les pays, et dans des proportions énormes. Ensuite il y a des différences entre les horaires légaux ou non, entre le recours aux heures sup qui est plus ou moins massif d'un pays à l'autre, il y a tout un tas de facteurs qui font que c'est difficile de comparer des chiffres bruts, il faut faire un certain nombre de corrections pour pouvoir comparer les choses. Et puis ensuite, il y a les écarts de productivité qui jouent d'un pays à l'autre parfois de manière assez importante, ce qui fait qu'une personne qui travaille 1600 heures dans deux pays côte à côte, génère un PIB différent. S'ajoute à ça le phénomène qu'on avait vu l'autre jour, à savoir que ce sont des productivités apparentes, calculées en monnaie, et que selon la nature des productions, vous pouvez très bien avoir une valeur d'usage et une production qui augmentent avec un PIB qui diminue, exemple les micro-ordinateurs. Donc comparer les PIB de deux pays, ça dépend aussi de comment se répartissent leurs productions, est-ce que ce sont des productions dans des domaines comme les micro-ordinateurs, où chaque année le prix baisse, donc le chiffre d'affaires de la branche diminue alors qu'on a des ordinateurs de plus en plus nombreux, puissants, mais ça donne une décroissance économique. Donc la comparaison doit tenir compte de ces écarts, et en plus il faut tenir compte des manières différentes de comptabiliser le PIB d'un pays à l'autre. Quand on compare le PIB de pays qui ont des monnaies différentes, par exemple avec les Etats-Unis, le PIB de la France converti en dollars, ça dépend des jours, parce qu'il varie en fonction du taux de change. On peut faire une correction en fonction du pouvoir



d'achat, on va regarder ce que je peux acheter en France avec un euro, et ce que je peux acheter avec un dollar aux Etats-Unis, je peux acheter un Macdo avec un dollar, et en France avec un euro je peux acheter un sandwich, mais est-ce que je peux comparer un sandwich avec un MacDo ?

**Q** : Ah ben non !

**BB** : Donc la comparaison en terme de pouvoir d'achat se fait sur le panier de la ménagère, c'est-à-dire une statistique qui est faite sur à quoi en moyenne les gens utilisent leur argent pour consommer, et on essaie de faire des équivalences de paniers de la ménagère aux Etats-Unis et en France, ça on peut le faire avec des écarts. Donc toutes ces comparaisons en général sont à prendre avec des grosses pincettes, et on peut dire qu'à 15% près, on n'en sait rien. C'est pour ça que quand vous entendez des statistiques qui disent « le déclin français », « le PIB par tête de pipe en France a régressé de 0 virgule je ne sais combien de % par rapport aux Etats-Unis », on peut avoir des doutes !

**Q** : Pour moi la réduction du temps de travail elle ne doit pas être posée comme solution par rapport à l'emploi, je réagis par rapport à la phrase « Sans la baisse de 18% du temps de travail nous aurions 4 millions de chômeurs supplémentaires », ça, ça peut être une projection faite dans un système donné, le capitalisme, le profit

**BB** : C'est toutes choses égales par ailleurs

**Q** : Mais les gains de productivité ça peut être utilisé pour travailler moins, travailler tous, pour produire autant, mais ça peut être aussi travailler autant, tous et produire plus, à compter qu'on pose après la question de produire quoi, etc.

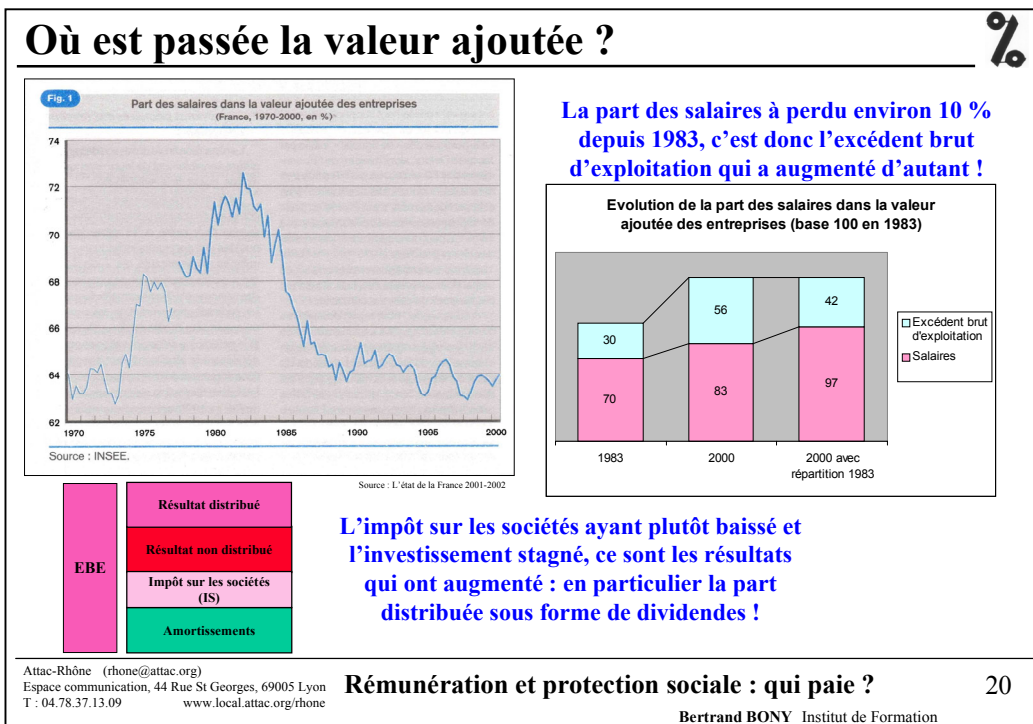
**BB** : Ce que je voulais montrer là-dedans, ce n'est pas une option politique que j'amène, ce que je montre c'est l'effet mécanique, si on maintient tous les paramètres et qu'on regarde, on a un taux de productivité aujourd'hui, et en fonction du temps de travail individuel on occupe ou non une population, voilà. Après, la discussion va venir sur ce qu'on fait de la croissance. Réduire le temps de travail, c'est avoir un choix, le choix de continuer à travailler pour produire plus, ou le choix de faire autre chose que du travail, c'est un choix politique.

**Q** : Toutes choses égales, ça a peut-être pas tellement de sens, dans la mesure où est-ce que la réduction du temps de travail a pas servi aussi à augmenter la productivité plutôt qu'à employer plus de monde ?

**BB** : Oui, on peut chercher l'origine des gains de productivité, et surtout à qui ça a profité, parce que ça n'a pas profité aux salaires, on va le voir. Là c'est simplement les aspects mécaniques entre les notions de production, productivité et volume de travail, pour montrer comment jouent ces 3 paramètres, et après évidemment il y a plein de questions à se poser, c'est celles qu'on va aborder progressivement.

**Q** : Quelqu'un qui travaille à mi-temps, comment sont comptabilisées ses heures de travail ?

**BB** : Au lieu de compter 1600 heures de travail, tu comptes 800. Il compte à 0,5 en taux d'emploi. Là le nombre de personnes est comptabilisé en nombre d'équivalents temps-plein.



## P. 20 Où est passée la valeur ajoutée ?

J'ai remis en bas un petit schéma sur l'Excédent Brut d'Exploitation. Le graphique au-dessus, c'est la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, sur une période qui va de 1970 à 2000. Alors attention, sur ce graphique, on dirait l'Himalaya, l'origine n'est pas à 0 c'est à 62 – je fais une petite parenthèse, il faut être prudent quand on regarde des graphiques selon l'origine qu'on choisit, on peut avoir un aspect de la courbe exagéré (*exemple de la courbe des Echos sur la part du PIB consacrée aux retraites, avec schéma au tableau*). Il faut toujours ramener à une origine convenable quand on veut avoir une tendance longue, parce que sinon on a l'effet qu'on a ici, qui est exagéré, on peut avoir l'impression que les choses ont pris des ampleurs considérables, ceci dit c'est loin d'être négligeable quand même. Donc quand on regarde des graphiques, il faut toujours avoir l'œil sur l'origine.

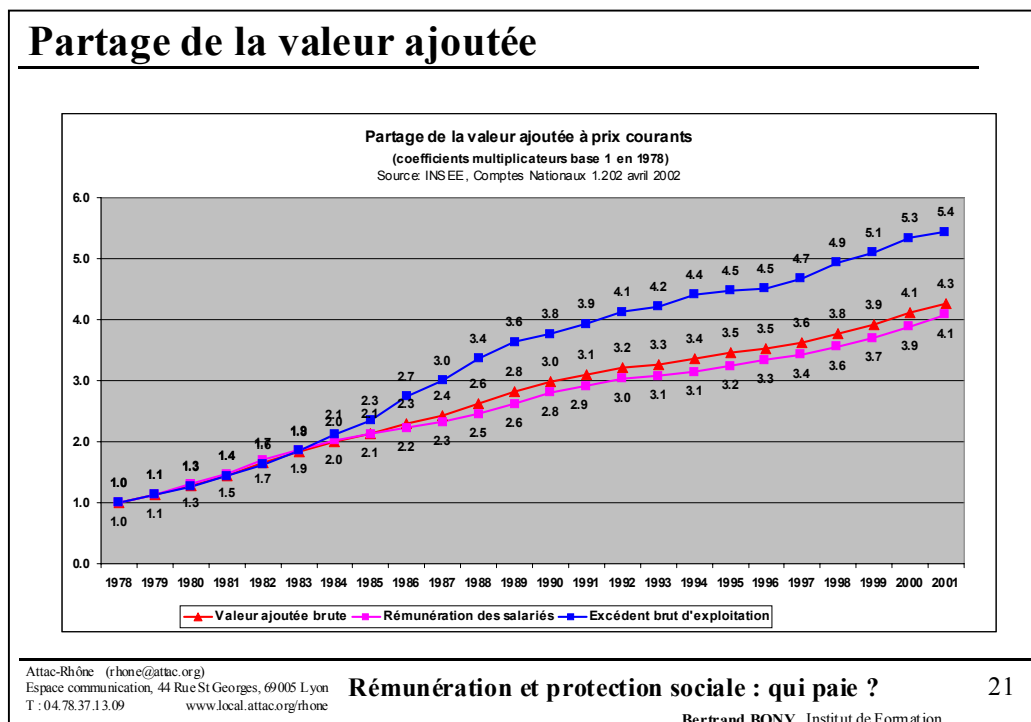
L'origine ici est à 62% de part des salaires dans la valeur ajoutée, l'extrême pointe qui se situe en 83 est à 73%, donc globalement sur la période 1970-2000, la part des salaires a gagné pratiquement 10% dans la période 70-83, une période de 13 ans où les gens se sont battus pour les salaires, et à partir de 83, il y a eu le déclenchement de l'offensive libérale et de la pression soi-disant de la crise, de la mondialisation, de la compétitivité, et on a reperdu depuis 83 tout ce qui avait été gagné depuis 70, pour se retrouver actuellement aux alentours de 60%. Parce qu'on a arrêté de se battre pour l'augmentation des salaires, on a cru au discours libéral qui disait : si on met pas la pression sur les salaires, il n'y aura plus d'épargne, il n'y aura plus d'investissement, il y aura la fuite des capitaux, ça va être la catastrophe, eh bien voilà le bilan. Donc la crise réelle, c'est ça : c'est la **crise du salaire**, ce n'est pas la crise de la croissance, ni de la productivité, c'est la crise du salaire. Donc, si les salaires n'ont pas augmenté en part du PIB, ce qui a augmenté c'est la contrepartie, c'est-à-dire l'Excédent Brut d'Exploitation : le poste amortissement n'a pratiquement pas évolué, l'investissement continue d'ailleurs à stagner autour de 17%, l'impôt sur les Sociétés a baissé, il était de 50%, maintenant il est autour de 30, la part des résultats non distribués a tendance à se tasser parce que les actionnaires réclament l'argent, et donc ce qui a augmenté puisque l'EBE a augmenté, les 10% perdus d'un côté ont été gagnés de l'autre, c'est le résultat distribué, c'est-à-dire la part de la valeur ajoutée qui est reversée aux actionnaires, donc aux propriétaires des moyens de production. Donc voilà où est la crise, dans cette variation de la part des salaires, on avait conquis jusque dans les années 80 une part des salaires relativement conséquente dans la valeur ajoutée, et on l'a reperdue en 15 ans, et ce n'est pas fini si on ne bouge pas !

Sur le petit dessin à côté, on voit que sur la période, globalement les salaires ont augmenté, mais l'EBE a augmenté encore plus. Si on avait conservé le partage de 1983, le salaire serait à 97, or il est là à 83.

**Q** : Ce qui est important c'est le pourcentage ?

**BB** : C'est les deux, oui c'est le pourcentage, puisque c'est la part du gâteau, parce qu'imaginons qu'on entre dans une période de récession économique, le gâteau va diminuer, il faut au moins conserver le pourcentage sur la valeur ajoutée, sinon les choses vont se dégrader encore plus. Ce dessin montre quelle serait la situation si on s'était battus pour le salaire, on serait à 97 au lieu de 70, alors qu'on n'est qu'à 83.

Donc voilà où est passée la valeur ajoutée.



## P. 21 Partage de la valeur ajoutée

Un autre schéma pour montrer le partage de la valeur ajoutée, là aussi sur une période longue, de 1978 à 2001. Les chiffres des courbes, c'est le coefficient multiplicateur depuis l'origine en 1978, donc il y a un coefficient 1 en 1978, en 2001, le salaire a été multiplié par 4,1 depuis 1978, et dans le même temps l'Excédent Brut d'Exploitation a été multiplié par 5,4, toujours en monnaie constante.

**Q** : Ca c'est pas en franc constant ?

**BB** : C'est retraité à partir des chiffres de l'INSEE qui sont en euros d'aujourd'hui, qui sont réactualisés, et ensuite j'ai calculé le coefficient multiplicateur pour les 3 grandeurs, donc c'est un coefficient, le chiffre est sans dimension. Toujours en monnaie constante.

**Q** : Comment on définit le franc constant ?

**BB** : On peut faire une réactualisation sur différentes bases. Si on fait une réactualisation sur l'indice des prix, s'il y a eu 2% d'inflation par exemple cette année, donc si j'avais 100 € l'année dernière, pour acheter la même chose aujourd'hui il me faut 102 €, donc 100 € en francs courants de l'année dernière, c'est en francs constants d'aujourd'hui 102 €, et si on refait ça année par année, en reprenant les taux d'inflation, on a une réactualisation sur les prix. Si on la fait sur les salaires, on obtient un autre chiffre, puisque les salaires ne progressent pas comme les prix, et on verra que c'est un des paramètres qui a permis à Balladur de dégrader les retraites, c'est de réactualiser la carrière passée des salariés non plus sur le salaire moyen qui augmente globalement plus vite que les prix, mais en le réactualisant sur les prix. Donc ça c'est un choix de coefficient qui permet de comparer des valeurs sur des périodes assez longues.

**Q** : Vous allez dire que j'ai de mauvaises fréquentations, mais tous mes copains me disent qu'en France et en Europe ça coûte très cher de produire des choses à cause des salaires.

**BB** : La compétitivité, c'est ça qu'on te raconte ? Alors on a dit (p. 11). que le chiffre d'affaires, c'est le prix de vente additionné de tous les produits : dedans, il y a des achats et des charges, des salaires, des impôts, et du résultat. L'idée,

c'est de dire : si je veux être compétitif, il faut que je puisse vendre moins cher. Pour diminuer le prix, il n'y a pas 50 solutions, il y en a 4, puisqu'il y a 4 pâtés :

- soit je diminue les achats, d'où la politique de faire pression sur les fournisseurs pour leur payer de moins en moins cher leur production, pour réduire les coûts

- 2<sup>ème</sup> pâté : les salaires, soit je licencie soit j'essaie de ne pas les faire augmenter trop

- 3<sup>ème</sup> pilier : l'impôt, je réclame des réductions d'impôts, je crie à la pression fiscale,

- et puis par contre, je ne crie jamais pour diminuer le résultat, parce que c'est ce qui va revenir aux actionnaires, aux investisseurs soi-disant, qui ont placé leurs billes dans l'entreprise.

Alors en effet, si on ne touche jamais au résultat, le seul moyen de baisser les prix, c'est de baisser soit les salaires, soit ceux de mes fournisseurs en mettant la pression sur mes fournisseurs, ou bien les impôts. Mais en réalité ce n'est pas ça qui se passe, mais c'est pas la **compétitivité-prix** qui est visée dans cette affaire, mais c'est la compétitivité du **placement financier**, c'est-à-dire que le zigoto qui a placé des billes dans cette entreprise, ce qu'il veut c'est que le résultat distribué fasse 10 ou 12% par an de l'argent qu'il a mis, sinon il va le mettre ailleurs, donc l'objectif c'est de diminuer les 3 pâtés du bas pour faire augmenter celui du haut : le résultat, pour que le placement financier dans cette entreprise soit plus compétitif, mais c'est rarement la baisse des prix parce que, quelle est la partie du commerce international, c'est-à-dire quel est le volume des productions françaises que l'on vend hors de France ? Il est très faible. Le commerce réel international est déjà faible par rapport au volume de la production, mais quand on regarde en plus le commerce international, il y en a déjà à peu près 70% qui se fait à l'intérieur de l'Europe, donc entre des niveaux de salaire, de protection sociale qui sont à peu près équivalents, donc ce n'est pas là-dessus que se joue la compétitivité ; et ensuite sur la partie qui reste, il y en a encore 70% qui se font à l'intérieur même des firmes : là il n'y a pas de marché, les prix sont ce qu'on appelle des prix de **transfert**, qui permettent d'ailleurs de s'exonérer d'impôts. Parce que quand vous avez une filiale dans un paradis fiscal, et une usine de production en France. Vous fabriquez des chaussettes en France, vous payez vos salariés, vous faites un résultat, et vous allez payer des impôts là-dessus, ah mais vous êtes pas obligés ! Vous pouvez monter une filiale, par exemple de conseil, aux Bahamas, et à cette filiale vous allez acheter des conseils que vous allez payer très cher, donc ça va gonfler le poste Achats et charges, donc c'est de l'argent qui part aux Bahamas, et ça diminue d'autant le résultat, donc ça diminue l'impôt que vous payez en France, puisque vous pouvez annoncer des comptes avec peu de résultat, et l'argent est aux Bahamas. C'est la première étape du blanchiment parce qu'après aux Bahamas, il n'y a rien à faire, donc il faut ramener l'argent en France, ça c'est un autre circuit, on fera une session sur les paradis fiscaux. Donc ça c'est un prix de transfert, c'est-à-dire que quand l'entreprise-mère en France qui fabrique des chaussettes achète des conseils à sa filiale aux Bahamas, elle fait le prix qu'elle veut, elles s'arrangent entre elles, c'est un prix de transfert et pas du tout un prix de marché, et ça c'est une part importante des échanges internationaux. Donc l'impact des échanges internationaux réels, qui pourraient jouer sur la compétitivité-prix des entreprises est très faible, donc quand vous entendez compétitivité des entreprises françaises, il faut entendre compétitivité des placements financiers des actionnaires des entreprises françaises, c'est-à-dire le taux de dividendes qu'ils vont pouvoir obtenir. Après si vous traduisez, quand vous lisez la presse, vous commencez à mieux comprendre comment les opérations se passent.

**Q** : Pourtant on dit bien que chez Renault toutes les pièces se font à l'Est

**BB** : Oui, c'est une manière de réduire la charge salariale, c'est de payer des gens 5 fois moins cher que chez nous, sans protection sociale. Ça c'est de la concurrence sociale.

**Q** : Dans la baisse de la part des salaires, il y a un autre élément me semble-t-il, c'est celui des nouvelles technologies, et donc on aboutit à la situation que l'investissement n'est plus créateur d'emplois.

**BB** : Oui, ce sont les gains de productivité. Si la productivité augmente plus vite que la croissance, elle fait perdre des emplois, c'est ce qu'on dit quand on parle du contenu en emploi de la croissance. La croissance c'est le gâteau qui augmente, mais si la productivité augmente encore plus vite que l'accroissement du gâteau, alors il suffit de moins de gens pour faire cette production. Mais ce n'est pas une raison pour baisser la part des salaires, parce que quand il y a un gain de productivité, il faut savoir qui l'encaisse ? Ou bien c'est le salarié en continuant à être payé autant en travaillant moins, à ce moment-là c'est lui qui récupère les gains de productivité, ou bien on laisse filer le gain de productivité et c'est l'actionnaire qui récupère la mise. Et c'est ça l'enjeu, c'est rien d'autre ! C'est : à qui profitent les gains de productivité ?

**Q** : Et si l'actionnaire se retire ?

**BB** : Eh bien bon débarras, c'est ce qu'on verra par la suite.

**Q** : Il y a un truc diabolique, c'est que si on propose aux salariés de devenir actionnaires

**BB** : Eh bien, ils deviennent "givrés" ! Parce qu'ils sont coincés entre deux impératifs : soit faire augmenter le résultat en faisant baisser leurs salaires ou celui du voisin, soit faire diminuer le résultat, c'est-à-dire la rente de leurs titres, pour avoir leurs salaires. C'est pour ça que toute revendication qui pèse à la fois sur les salaires tout en voulant cogérer de

l'épargne salariale, c'est une **catastrophe**, je ne vous fais pas la liste des syndicats qui les défendent. Ça ne peut pas aller ensemble, c'est contradictoire. C'est le droit du salaire contre le droit de propriété.

Chaque fois qu'on vous propose une partie de salaire non pas versée en ressource de flux qui est le salaire, venant d'une activité de production, mais de vous fournir un stock, c'est-à-dire un patrimoine sous forme d'épargne salariale, on vous prive de votre droit de salaire au profit de l'accroissement du droit de propriété, de propriété lucrative, la propriété qui est en cause, c'est pas la propriété d'usage exclusif, le droit de propriété c'est-à-dire la légitimation par le titre de propriété d'un droit à revenu prélevé sur le travail d'autrui, puisque ce qui produit de la valeur ajoutée c'est le travail. Donc la base du conflit qui est là, c'est le conflit politique entre :

- le droit de salaire d'un côté, qui est un droit de flux lié au travail et à la production
- le droit de propriété d'un autre, qui est le droit de ponctionner sur la valeur créée par le travail d'autrui.

Donc c'est le rapport entre capital/patrimoine/stock, qui donne un droit à la rente, et travail qui donne un droit à une ressource de flux qui est le salaire. C'est ce qu'on va développer maintenant progressivement pour voir comment se passe la question des retraites.

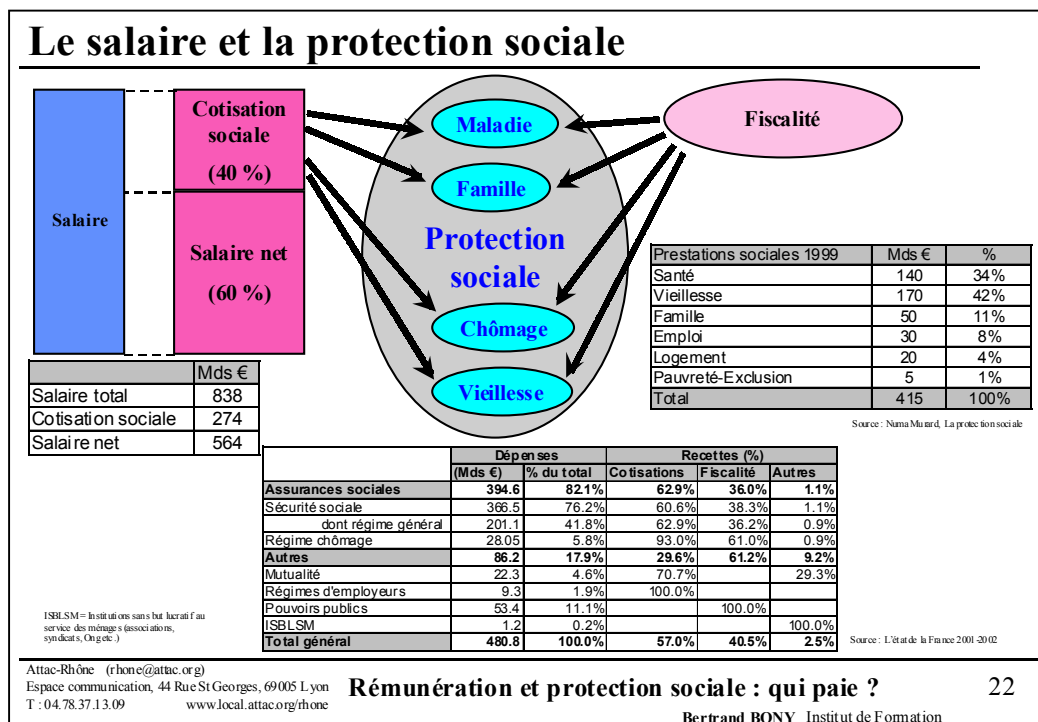
Le point central, c'est qu'il y a **incompatibilité**, et non complémentarité comme on essaie de nous le dire, entre droit de salaire et droit de propriété lucrative. Ceux qui croient défendre les salariés en défendant à la fois les deux bouts de la ficelle, à la fois le salaire et le droit de propriété, se "foutent de la gueule du monde" et vont faire qu'on va continuer à perdre du côté des salaires, puisque évidemment les politiques libérales sont favorables à l'accroissement de l'emprise du droit de propriété sur le droit du salaire.

**Q** : Par rapport à la théorie marxiste sur l'économie, la propriété c'est le vol, c'est pas autre chose ce que tu dis

**BB** : Au sens de propriété lucrative oui, on en revient un peu toujours là. Mais on va faire progressivement essayer d'aller voir dans le détail.

**Q** : C'est une question un peu simpliste !

**BB** : Non, c'est pas simpliste, c'est une question de fond. Mais on va revenir progressivement là-dessus.



**P. 22 Le salaire et la protection sociale**

Pour avoir des ordres de grandeur, sur le volume du salaire total, le salaire net représente 60%, la cotisation sociale 40%. Il y a 4 branches dans la protection sociale en France telle qu'on la connaît encore aujourd'hui, ce sont pas des choses intangibles, ce sont des conquêtes, il ne faut pas l'oublier, maladie, famille, chômage, vieillesse, qui sont alimentées d'un côté par des ressources salariales qui viennent de la cotisation sociale, et de l'autre par des ressources fiscales, et de plus en plus. Si on regarde le tableau sur les prestations sociales (chiffre 99), c'est 415 Mds €, c'est-à-dire beaucoup plus que l'investissement qu'on a vu tout-à-l'heure, qui se répartissent entre les différentes branches. Ce qui est marqué Famille, c'est essentiellement les allocations familiales, tout le reste c'est Santé. Le petit tableau de gauche sur les

salaires (chiffres de 1999) indique pour la cotisation sociale : 274 Mds €. Elle constitue le plus gros des ressources de la protection sociale : autour de 60%, et 40% qui sont des ressources fiscales.

## Le « coût » de la protection sociale

**Les prestations représentent environ 81% des dépenses totales de protection sociale, les frais de gestion ne représentent que 3,4 % des dépenses**

Dépenses totales	1995	1996	1997	1998	1999
Prestations de protection sociale	80.7	80.7	80.5	80.5	80.9
<i>En espèces</i>	53.7	53.6	53.6	53.4	53.8
<i>En nature</i>	18.1	18.3	18.2	18.3	18.3
<i>En services sociaux</i>	8.9	8.8	8.7	8.8	8.8
Frais de gestion	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
Transferts et autres	15.6	16	16.1	16.1	15.7
<b>Dépenses totales en % du PIB</b>	<b>35.8</b>	<b>36.5</b>	<b>36.3</b>	<b>35.9</b>	<b>35.7</b>

**Les prestations représentent environ 29% du PIB**

Prestations en % du PIB	1995	1996	1997	1998	1999
Santé	9.7	9.9	9.7	9.7	9.7
Vieillesse-survie	12.6	12.8	12.8	12.7	12.8
Maternité-famille	3.1	3.1	3.1	3	3
Emploi	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2
Logement	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Pauvreté-exclusion sociale	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
<b>Total des prestations</b>	<b>29.0</b>	<b>29.4</b>	<b>29.2</b>	<b>28.9</b>	<b>29.0</b>

## Mais ces dépenses sont-elles des coûts ?

Source : L'état de la France 2001-2002

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09      www.local.attac.org/rhone

**Rémunération et protection sociale : qui paie ?**

23

Bertrand BONY - Institut de Formation

### P. 23 Le « coût » de la protection sociale

On ne détaillera pas tout le tableau, il y a des mécanismes de transfert entre différents régimes, mais globalement, 81% des dépenses totales sont fournies directement sous forme de prestations, et les frais de gestion ne représentent que 3,4% des dépenses, pour des sommes qui représentent 400 Mds €, c'est pas des bricoles ! Petit exercice, trouvez-moi sur le marché une assurance qui vous couvre indépendamment de ce que vous avez cotisé, toute votre vie, à hauteur de vos besoins, et pour lesquels les frais de gestion sont de 3,4%. Si vous en trouvez une, alors on peut privatiser la Sécu, mais vous allez avoir du mal. C'est de très loin la meilleure de toutes les assurances possibles. Les prestations représentent 29% du PIB, donc là aussi c'est pas une bricole. Mais est-ce que ce sont des coûts ? On a vu que le PIB, c'est la valeur ajoutée, les richesses qui ont créées dans l'année. Alors on va regarder le revenu des ménages.

## Le revenu des ménages

Revenu du ménage moyen en 1999		
	Milliards €	%
<b>Revenus d'activité</b>	<b>619</b>	<b>61%</b>
Salaires et traitements bruts	509	50.1%
Participations des salariés à l'expansion	5	0.5%
Revenus mixtes des travailleurs individuels	105	10.3%
<b>Revenus du capital</b>	<b>111</b>	<b>11.0%</b>
Intérêts effectifs perçus, revenus de la terre (fermages) et des actifs incorporels (brevets), dividendes, et autres revenus distribués par les sociétés, loyers.	111	11.0%
<b>Revenus de transfert</b>	<b>286</b>	<b>28.1%</b>
Indemnités journalières maladie	6	0.6%
Indemnités journalières accidents du travail	5	0.5%
Pensions, rentes pour invalidité ou infirmité	14	1.4%
Retraites, pré-retraites	171	16.8%
Indemnités journalières et allocations maternité	3	0.3%
Allocations familiales, compléments de salaires	25	2.5%
Allocations logement, action sociale	13	1.2%
Indemnités de formation	5	0.5%
Chômage	19	1.9%
Transferts courants divers (dont bourses d'études)	20	2.0%
Divers dont RMI	5	0.5%
<b>Revenu Total</b>	<b>1 016</b>	<b>100%</b>

Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

**La protection sociale ?  
Près de 30 % du REVENU  
des ménages !  
Et on parle de « charges  
sociales » ?**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)

Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

**Rémunération et protection sociale : qui paie ?**

24

Bertrand BONY - Institut de Formation

### P. 24 Le revenu des ménages

C'est le revenu des ménages au sens global, y compris les entreprises individuelles. Les revenus en capital, c'est 11%, c'est essentiellement les revenus en capital des entreprises individuelles dans la catégorie ménages, c'est pour ça que ce chiffre est relativement élevé, et ensuite dans la partie basse, toute la partie prestations sociales : les indemnités maladie, accidents du travail, retraites, etc, et tout ça représente 28,1% des revenus des ménages. Donc le coût de la protection sociale, c'est pratiquement 30% des **revenus** des ménages, des revenus !. ça n'est des coûts que pour les entreprises, parce que pour nous, c'est des revenus. C'est tout ce qui nous paie pour nous soigner, pour la retraite, pour nous indemniser quand on est au chômage, pour élever des gosses, c'est tout ce qui sert à me payer quand je suis hors-emploi : malade, chômeur, retraité, et puis plus, les prestations familiales, elles, sont déconnectées complètement de l'emploi, puisque ce sont des ressources financées par le salaire, mais qui sont octroyées non pas au titre d'un travail passé, mais au titre de la politique familiale, pour d'autres raisons qui n'ont rien à voir avec le travail proprement dit.

Donc la protection sociale, c'est 30%, le tiers pratiquement des revenus des ménages, c'est pas une mince affaire. Donc quand on accepte des baisses de cotisations sociales, on accepte la baisse de ces revenus-là. Quand on utilise, nous, la terminologie de **charges** sociales, on utilise la terminologie de notre employeur, pour nous c'est un revenu, c'est le revenu social. Alors évidemment, quand on a réussi à se laisser persuader que c'était des charges, en bonne logique on accepte que les charges baissent, mais quand on s'aperçoit que ce sont des revenus, alors on change de perspective ! 30% du revenu des ménages, ces ont les ressources de la protection sociale, qui sont, pour l'essentiel encore pour l'instant, la mise au pot commun d'une partie du salaire.

Si vous voulez avoir les chiffres plus détaillés, parce que là il y a des agrégations de différentes lignes, il faut aller dans les comptes nationaux sur le site web de l'INSEE, il y a une trentaine de fichiers Excel qu'on peut récupérer sans problème, tous les chiffres des tableaux sont tirés de là.

## Répartition du revenu entre les ménages

Répartition du revenu des ménages pour 1999					
Nombre de ménages "fictifs" (1 couple et 1,7 pers. à charge)			Revenu annuel moyen par ménage (€)	Revenu mensuel moyen par ménage (€)	Accroissement en % sur le décile inférieur
	Insee (1996)	Mds €			
1 <sup>er</sup> décile	1.4%	14.2	8 856	738	
2 <sup>ème</sup> décile	3.3%	33.5	20 875	1 740	+136%
3 <sup>ème</sup> décile	4.5%	45.7	28 465	2 372	+36%
4 <sup>ème</sup> décile	5.8%	58.9	36 689	3 057	+29%
5 <sup>ème</sup> décile	7.1%	72.1	44 912	3 743	+22%
6 <sup>ème</sup> décile	8.7%	88.4	55 033	4 586	+23%
7 <sup>ème</sup> décile	10.4%	105.6	65 786	5 482	+20%
8 <sup>ème</sup> décile	12.7%	129.0	80 335	6 695	+22%
9 <sup>ème</sup> décile	16.1%	163.5	101 842	8 487	+27%
10 <sup>ème</sup> décile	30.1%	305.7	190 401	15 867	+87%
<b>Total = 16 058 000</b>	<b>100%</b>	<b>1015.8</b>	<b>63 256</b>	<b>5 271</b>	

Source : Jean Vassileff, Le partage contre la croissance

Misère, pauvreté,  
exclusion

Précarité, petits boulots,  
emplois temporaires

Zone intermédiaire  
relativement homogène :  
consommation et  
financement des mesures  
d'assistance

Pouvoir économique et  
social

**Le revenu moyen du 10<sup>ème</sup> décile est égal à 22 fois celui du 1<sup>er</sup> décile.**

**A l'intérieur du 10<sup>ème</sup> décile, la moitié la plus riche reçoit 21.1 % du revenu total (soit 22 248 € par mois) contre 10.8 % pour la moitié la moins riche. En supposant que la moitié inférieure du 1<sup>er</sup> décile touche 0.7 % du revenu total, le revenu moyen des 5 % les plus riches est alors de 30 fois celui des 5 % les plus pauvres.**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

25

Bertrand BONY Institut de Formation

### P. 25 La répartition du revenu entre les ménages

Si on regarde les tranches de revenu des ménages et leur répartition, il s'agit de ménages fictifs ! Un ménage «fictif» : c'est un couple avec 1,7 personne à charge, ça représente à peu près la structure de la population française. Les revenus ont été découpés en déciles, c'est-à-dire en 10 tranches de ménages différents : les 10% les plus pauvres de la population, ensuite les 10% suivants, etc. La colonne de droite représente l'accroissement de revenus d'un décile à l'autre : donc le 2<sup>ème</sup> décile gagne 136% du 1<sup>er</sup>, le suivant gagne +36% par rapport au 2<sup>ème</sup>. Ce qu'on peut voir, c'est que le revenu mensuel moyen du 1<sup>er</sup> décile, c'est 738 € (5 000F) pour un ménage fictif, pas pour une personne. Donc c'est la catégorie misère, pauvreté, exclusion. Le décile immédiatement supérieur est à 1740 €, donc il y a déjà un bond important du 1<sup>er</sup> au 2<sup>ème</sup> décile. Ensuite il y a une zone où les revenus progressent de manière assez linéaire, entre +20 et +25% d'un décile à l'autre, et puis vous avez un bond entre le 9<sup>ème</sup> et le 10<sup>ème</sup> décile, + 87%. Ce sont les revenus toutes sources confondues, y compris les revenus de la propriété, évidemment. Le 10<sup>ème</sup> décile récupère une grosse partie des revenus, soit sous forme de salaires, et surtout cumulés avec des revenus de la propriété. Si on découperait en tranches de 5% au lieu de 10, en gros les 5% les plus riches gagnent 30 fois plus que les 5% les plus pauvres, il y a un écart de 1 à 30 entre les tranches de revenus des ménages entre les plus pauvres et les plus riches.



**Budget de l'état**

Budget de l'état 2001 (Mds €)					
Recettes			Dépenses		
	Mds €	%		Mds €	%
TVA	109.0	39%	Education & recherche	65.2	21%
Impôt sur le revenu	50.3	18%	Emploi, santé, solidarité	40.4	13%
Impôts sur les sociétés	42.7	15%	Dotations budgétaires et prélèvements au profit des collectivités locales	39.6	13%
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	25.3	9%	Défense nationale	37.4	12%
Impôt sur la fortune, Droits de mutation, taxe sur les salaires	21.5	8%	Autres missions de l'état (justice, sécurité, environnement, agriculture, culture, ...)	37.2	12%
Recettes non fiscales	29.1	10%	Paiement des intérêts de la dette de l'état	36.6	12%
			Equipement, transport, logement	20.3	7%
			Financement du budget de l'Union Européenne	15.1	5%
			Industrie, économie, finances	14.2	5%
<b>TOTAL</b>	<b>277.9</b>	<b>100%</b>		<b>306.0</b>	<b>100%</b>
<b>Déficit</b>	<b>-28.0</b>				

**Impôts sur les produits : payés par les consommateurs, quelque soit leur revenu**

**Les impôts financent les intérêts de la dette de l'état, versés aux détenteurs de titres de la dette publique, qui prêtent à l'état pour combler le déficit budgétaire ... au lieu de lui verser des impôts pour équilibrer le budget !**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

**Rémunération et protection sociale : qui paie ?** 26

Bertrand BONY - Institut de Formation

**P. 26 Budget de l'Etat**

On va commencer à parler de la fiscalité, et pour ça on va regarder le budget de l'Etat : budget 2001 en Mds €. En général sur le formulaire de déclarations d'impôts, à la dernière page, il y a un camembert ou quelque chose qui représente ça, c'est facile à trouver. Côté recettes : on a la TVA 39%, l'impôt sur le revenu 18%, l'impôt sur les sociétés 15%, la TIPP 9%, L'impôt sur la fortune, les droits de mutation (c'est-à-dire les frais de notaire quand vous achetez une propriété), les taxes sur les salaires 8%, et puis différentes recettes non fiscales (les timbres amendes...) 10% : total des recettes 277,9 Mds €.

Dans les dépenses, éducation, emploi, etc, et un chiffre : Paiement des intérêts de la dette : 12%, pour 36,6 Mds €, c'est-à-dire 60% de l'impôt sur le revenu, à peu près, qui servent à rembourser cette dette. Pourquoi il y a une dette de l'Etat ? Parce que l'Etat dépense 306 Mds € et il encaisse 278, donc il a un déficit de 28 Mds €, donc après cette année 2001 le stock de dettes de l'Etat aura été augmenté de 28 Mds €. D'où vient la dette de l'Etat ? Elle vient du fait que des gens qui ont de l'argent prêtent à l'Etat, pour financer, pour compenser son déficit, et l'Etat les rembourse avec intérêt, et ça représente 12% de ses dépenses.

La question qu'on peut se poser, c'est : comment se fait-il que ces gens qui ont de l'argent à prêter pour l'Etat ne paient pas d'impôts ? Parce qu'en payant des impôts à hauteur de 28 Mds, le déficit serait nul, donc la dette ne s'accroîtrait pas et le poste de dépense de 12% disparaîtrait. Donc d'un côté on continue à maintenir un déficit du budget de l'Etat, ce déficit alimente une dette, donc nécessite que l'Etat emprunte, à des gens qui ont de l'argent, il emprunte pas aux pauvres, l'Etat rembourse la dette avec intérêt, et cet intérêt qui sert à rembourser l'argent prêté par les riches est pris sur les ressources de l'Etat, c'est-à-dire les impôts payés par ceux qui n'ont pas pu prêter, qui ont été obligés de payer, c'est-à-dire les pauvres. Donc l'endettement de l'Etat est un mécanisme de ponction d'argent sur ceux qui n'ont pas la capacité de planquer leur argent dans les paradis fiscaux et ne peuvent pas prêter à l'Etat, et ça sert à transférer des intérêts à des gens qui, eux, prêtent au lieu d'être imposés. L'impôt sur la fortune représente 3 ou 4%, l'impôt sur le revenu n'est pas très élevé, c'est 18% du revenu de l'Etat, les autres impôts, la TVA, la TIPP, sont des impôts sur les produits, qui pèsent donc sur les consommateurs, en gros quels que soient leurs revenus, parce que les besoins de base en consommation sont équivalents pour tout le monde, et donc ce sont des impôts qui sont payés essentiellement par les salariés, par le salaire net.

**Q** : Comment on pourrait faire payer l'impôt sur la fortune si l'argent est ailleurs ?

**BB** : On peut taxer les investissements étrangers, si on veut récupérer de l'argent, on peut, ça c'est pas un problème ! On peut pénaliser les changes, puisque l'Etat émet des obligations en euros, si tu veux acheter ces obligations en dollars et convertir ces dollars en euros, on peut taxer aussi ces opérations de change. Récupérer de l'argent, on sait faire, ce n'est pas un problème, le problème c'est qu'on ne veut pas. Et puis, il y a deux mécanismes, il y a des étrangers qui investissent en obligations de l'Etat français, et il y a des français qui investissent en obligations de l'Etat anglais ou

autre, et qui font la ponction inverse, donc après il faut regarder la balance des deux pour voir si elle est positive ou négative.

**Q** : Les obligations, c'est ça ?

**BB** : L'Etat en général quand il émet des emprunts, oui, c'est sous forme d'obligations, et donc on achète des titres, qui peuvent être revendus, il y a un marché obligataire.

**Q** : Par rapport au déficit budgétaire, quel est le rôle de Bruxelles ?

**BB** : Là, il y a aussi toute une discussion qu'on pourrait avoir qui dépasse un peu notre cadre, c'est : alors qu'un déficit durable d'un particulier est quelque chose qui ne peut pas fonctionner, un déficit durable d'un budget de l'Etat, s'il a à sa disposition des politiques monétaires, ça peut éventuellement durer extrêmement longtemps, un déficit de l'Etat c'est pas une catastrophe en soi, même si ça dure longtemps. Deuxièmement, tous les gouvernements ont toujours poussé des hauts cris en disant halte au déficit, mauvaise gestion, etc... Pourquoi ? Parce que pour réduire un déficit il y a deux moyens : ou on augmente les recettes ou on réduit les dépenses, c'est évidemment la deuxième solution qui est toujours préconisée, réduire les dépenses ça veut dire piocher dans l'éducation, recherche, emploi, santé, solidarité, etc, c'est ce qu'on est en train de faire, au nom de la réduction du déficit, mais moi je peux prendre les paris aujourd'hui que dans 20 ans, il y aura toujours le même déficit, l'endettement de la France c'est 60% du PIB, dans 10 ans ce sera 100%, les Etats-Unis c'est 180%, il n'y a aucun problème !

**Q** : Alors pourquoi on fait tout un plat de cette histoire ?

**BB** : On en fait tout un plat pour convaincre les gens qu'il faut réduire les dépenses, comme tout le monde commence à y croire, parce que tout le monde fait la comparaison avec son porte-monnaie à lui en disant : effectivement, si systématiquement je dépense plus que ce que je gagne, ça va mal se terminer, mais au niveau d'une économie nationale ce n'est pas tout à fait comme ça que ça se passe. On nous fait des plans d'ajustement structurel, alors que parallèlement le PIB augmente, alors on se demande où passe l'argent ?

**Q** : Alors où il passe ?

**BB** : En dividendes, en revenus de la propriété !

**Q** : Alors le rôle de Bruxelles, c'est un rôle purement...

**BB** : C'est un rôle coercitif pour générer des politiques parallèles, communes, homogènes de réduction des **dépenses** publiques, l'objectif c'est pas la réduction du déficit ! Si vous lisez la littérature de la Banque Mondiale, de l'OCDE... là c'est explicite, parce que ce sont pas des textes qu'on vous lit le soir à 20 h, c'est écrit noir sur blanc : il faut promouvoir des politiques de réduction des déficits pour réduire la dépense publique, parce qu'elle est excessive et que ça pèse sur la rentabilité du capital. Mais c'est plus difficile de se procurer ce genre de textes que le Figaro-magazine ou le journal de 20 heures. Donc on est mangés à cette sauce-là, on a une version des choses qui repose sur ce qu'on ressent intuitivement parce qu'on fait le rapprochement avec ce qui se passe dans son porte-monnaie, ça paraît le bon sens paysan.

**Q** : C'est trop d'Etat

**BB** : Ben sûr, l'Etat met trop son nez dans le commerce, c'est lui qui perturbe le marché, c'est de l'argent qu'on vole aux français... Mais l'argent, il ne le jette pas par la fenêtre ! Il le prend d'un côté, il le reverse de l'autre, en général sous forme de réductions, de subventions aux entreprises, éventuellement en prestations sociales sous forme de minima sociaux, etc, mais l'argent ne part pas en fumée ! Quand vous entendez des Madelin dire : il faut rendre leur argent aux français, mais on leur a jamais piqué ! Il faut réapprendre à lire le discours et à voir comment ça se passe en fait. C'est pour ça que je vous montre ces tableaux, parce qu'il faut bien toucher avec ses mains ces affaires-là pour se rendre compte.

**Q** : La difficulté c'est qu'on est tous intoxiqués

**BB** Quand on est intoxiqué, on fait une cure !

**Q** : Il y a un gros travail d'intoxication quand ils arrivent à représenter le travail comme un coût, alors que le travail est fondamentalement une valeur.

## La France « écrasée » par la fiscalité ?

Part de l'impôt sur les revenus et sur les bénéfices par rapport au PIB (OCDE 1998)		Part de la fiscalité applicable au patrimoine par rapport au PIB (OCDE 1998)		En % des prélèvements obligatoires (OCDE 1998)	
				Impôt sur le revenu et les bénéfices	Impôt sur le patrimoine
France	11.1%	France	2.4%	France	5.4%
Etats-Unis	14.4%	Etats-Unis	3.2%	Etats-Unis	10.7%
Grande-Bretagne	14.5%	Grande-Bretagne	4.0%	Grande-Bretagne	10.6%
Suède	21.7%	Allemagne	0.9%	Allemagne	
Moyenne Union européenne	14.6%	Belgique	1.3%	Japon	10.8%
		Luxembourg	3.8%	Moyenne UE	4.5%

Le « *taux de prélèvements obligatoires effectifs* » est égal au rapport entre la somme de tous les impôts et cotisations sociales et le PIB. Il est passé en France de 32.2% en 1960 à 45.5% en 1984. Les 3/4 de cette progression sont dus à l'extension du salaire socialisé et 1/4 seulement aux impôts.

En 1996 ce taux était de 45.7 %. Si on enlève les prélèvements pour l'union européenne on obtient le « *taux de prélèvements effectifs des administrations publiques* » : 44.7 %.

Les prélèvements publics utilisés par les administrations publiques pour financer leur fonctionnement (à l'exclusion donc de leurs dépenses de redistribution) donnent le « *taux de prélèvements nets de transferts* » : 19.4 % !

D'autre part, depuis 1980 la part des dépenses induites par la fonction publique d'Etat est passée de 10,5 % à 8,5 % du PIB, soit une baisse de 20 % de la charge qu'elle représente !

Sources : Jean-Paul Piriou : La comptabilité nationale; Le Monde Diplomatique mars 2002 : Faux privilégiés, vrais nantis

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

27

Bertrand BONY Institut de Formation

### P. 27 La France « écrasée » par la fiscalité

La part de l'impôt sur le revenu par rapport au PIB : France 11%, Etats-Unis : 14,4%, Union européenne : 14,6% : c'est vrai qu'il faut qu'on baisse les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu en France, parce que vous voyez bien qu'on est **écrasés** par la fiscalité ! C'est des chiffres de l'INSEE, c'est pas moi qui les ai trafiqués !

**Q** : Alors, ça voudrait dire que les politiques libérales jouent moins ailleurs, ce qui n'est pas vrai !

**BB** : Elles jouent de manière différente. Ce qu'il faut voir, dans la partie droite sur les prélèvements obligatoires, c'est que quand on compare la fiscalité de la France et de la Grande Bretagne, on compare des choses qui ne sont pas du tout comparables, puisqu'une grosse partie de la fiscalité française est reversée sous forme de prestations sociales, chez les Anglais c'est quasiment 0, donc évidemment avec moins d'impôts ça marche.

La part de fiscalité sur le patrimoine par rapport au PIB, en France : 2,4%, Etats-Unis 3,2%, Grande-Bretagne 4% : là aussi, on nous dit qu'il faut baisser l'ISF, parce que sinon ça va être la fuite des cerveaux et des capitaux, vous vous rendez compte ! Voilà comment on impose le patrimoine, 2,4% du PIB !

**Q** : Pour les Etats-Unis, c'est plus important qu'en France, on pourrait penser le contraire

**BB** : Quand on regarde les vrais chiffres, parfois on est surpris. Aux Etats-Unis, les droits de succession sont très élevés, beaucoup plus qu'en France. C'est pour ça que Bush veut les diminuer, parce que les discours sur la pression fiscale s'adaptent d'un pays à l'autre, évidemment.

Nous, ce qu'on comptabilise dans les prélèvements obligatoires, ce n'est pas que les impôts, c'est aussi la cotisation sociale, ce qui n'a rien à voir avec le budget de l'Etat et la fiscalité, puisque la cotisation sociale c'est une mise au pot commun du salaire, c'est beaucoup plus que le budget de l'Etat, mais on comptabilise ça quand même comme prélèvement obligatoire, par contre l'épargne salariale, même obligatoire, non, parce que c'est de l'épargne.

Donc en France, 24,5% des prélèvements obligatoires sont sous forme d'impôts sur le revenu ou patrimoine, parce qu'on compte dans les prélèvements obligatoires une forte proportion qui sont les cotisations sociales qui n'existent pas dans les autres pays. C'est pour ça que ces comparaisons donnent des chiffres un peu bizarres, je vous disais que pour les comparaisons internationales il faut prendre des grosses pincettes, en voilà un exemple. Parce que si vous prenez par exemple les dépenses de santé, en France elles représentent 12% du PIB, et aux Etats-Unis 13,5%, sauf qu'en France elles sont financées par des prélèvements obligatoires, aux Etats-Unis par des assurances privées, qui ne sont pas comptées dans les prélèvements obligatoires. On dit, les Etats-Unis, c'est super, ils ont presque pas de prélèvements obligatoires, mais ils consomment plus d'argent à la santé pour un résultat... il y a 20 millions de personnes qui n'ont pas de protection sociale aux Etats-Unis.

**Q** : Et ils font comment pour se soigner ?

**BB** : Soit ils paient des assurances privées et ils se soignent, soit ils paient pas et ils se soignent pas, voilà !

**Q** : Ou alors ils se soignent en prison !

## Fiscalité : qui paie ?

- ✓ **Trois types d'impôts (du point de vue de « l'assiette ») :**
  - ⇒ Sur les revenus (IRPP, IS)
  - ⇒ Sur le patrimoine (ISF, Droits de mutation)
  - ⇒ Sur les produits (la consommation) (TVA, TIPP)
- ✓ **Les impôts « supportés » par les entreprises**
  - ⇒ Taxe professionnelle, taxe d'apprentissage, impôts sur les bénéfices etc..
  - ⇒ Comme toutes les charges des entreprises, ils sont répercutés sur les PRIX des produits et sont donc payés par les clients !
  - ⇒ L'entreprise n'est jamais qu'un COLLECTEUR d'impôt !
- ✓ **Tous les impôts sont finalement supportés par les PERSONNES et prélevés sur le revenu courant, c'est à dire le PIB !**
  - ⇒ Y compris les impôts sur le patrimoine : soit le propriétaire a des revenus pour payer ses impôts, soit il vend une partie de son patrimoine pour les payer et c'est alors le revenu de l'acheteur qui est mobilisé !
- ✓ **Il n'y a que de « l'aujourd'hui » en économie**
  - ⇒ **La source de toute valeur est TOUJOURS le travail courant**
  - ⇒ **Il n'y a pas de transfert de valeur dans le temps, sauf par l'accumulation physique de biens et services durables. Encore faut-il, pour tirer de la valeur de ce stock, qu'il y ait un flux de travail !**

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

28

Bertrand BONY - Institut de Formation

### p. 28 Le poids de la fiscalité : qui paie ?

Bonne question ! Les impôts sont « assis » sur une assiette, un contour sur lequel on calcule le montant de l'impôt. Si on regarde du point de vue de l'assiette, il y a des impôts qui pèsent

- sur les revenus, donc sur une ressource de flux, soit les revenus du travail : IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques), soit IS (impôt sur les revenus des sociétés).
- sur les patrimoines, donc sur des stocks : impôt sur la fortune et droits de mutation (droits de succession...)
- sur les produits, donc en fait sur la consommation.

Les impôts supportés par les entreprises (taxe professionnelle, d'apprentissage...) : vous avez vu qu'on les avait comptés dans les charges des entreprises, et par conséquent, quand l'entreprise fait son prix, elle tient compte de ses charges. Donc quand le client achète le produit, il achète à la fois les achats et charges, les salaires, les impôts et taxes... in fine qui paie les impôts supportés par l'entreprise ? C'est le client, l'entreprise sert de **collecteur** d'impôt, c'est dans le cadre de l'activité de l'entreprise que l'impôt est collecté, mais in fine c'est le client qui paie : donc les impôts finalement sont tous supportés en totalité par des **personnes physiques, tous !** par des biais qui peuvent être tortueux, mais aucune entreprise ne paie d'impôt en tant que telle, elle collecte, il y a des transferts d'impôts qui se passent dans ses comptes, mais elle ne supporte pas d'impôt. Dans la TVA c'est explicite, dans tous les manuels on dit que l'entreprise est collectrice de la TVA, on fait apparaître la TVA explicitement sur les factures, il apparaît explicitement comme effectivement simplement collecté par l'entreprise. Mais les autres aussi.

Ensuite, qu'est-ce qui est mobilisé pour financer les impôts ? c'est toujours un revenu, y compris quand je paie un impôt sur le patrimoine, s'il est important, soit je peux payer cet impôt sur la base de mon revenu, et je verse cet impôt, soit je ne peux pas, auquel cas il faut que je vende une partie du patrimoine, et il faut que je le vende à quelqu'un qui a des revenus et qui en consacre une partie à me racheter ce patrimoine. Donc l'impôt, c'est bien toujours une partie de la valeur qui circule, ce n'est pas quelque chose qui est puisé ailleurs que sur le revenu de la période, donc sur la part de la valeur ajoutée que des personnes ont perçue. Donc ça porte toujours sur des personnes physiques et ça porte toujours sur les revenus d'une période, même si c'est sur un patrimoine accumulé il y a longtemps, l'impôt sur le patrimoine est payé par les revenus de la période.

La conclusion : il n'y a que de **l'aujourd'hui** en économie, il n'y a jamais rien qui se passe entre deux périodes de temps, il n'y a pas de transfert de valeur d'une période à l'autre, tout se paie, tout se produit et tout se finance à **l'intérieur de la période**, que ce soit la valeur ajoutée, c'est la valeur du travail de la période, les impôts sont financés sur cette valeur-là, les revenus des ménages sont les revenus de cette période-là, les revenus des retraités aussi, il n'y a jamais de transfert interpériodique dans l'économie, c'est une fiction. L'idée de l'épargne qui permet de transférer de la valeur dans le temps, c'est une fiction. L'économie tourne dans la période. La seule manière de conserver un peu de

valeur dans le temps, c'est d'avoir des biens durables, une maison, des machines-outils, etc, ça c'est l'investissement réel physique.

**Mon salaire est-il la contrepartie de mon travail ?**

La contrepartie du travail des salariés est la **VALEUR AJOUTEE** et non leur salaire !

Valeur ajoutée	Résultat
	Impôts & taxes
	Amortissements
	Frais de personnel

✓ « Toute valeur à pour origine un travail » ne signifie en aucun cas que « mon salaire est la contrepartie de mon travail »

- ⇒ Mon salaire (net) est la part qui me revient dans la distribution primaire du revenu, c'est à dire de la valeur créée par le travail courant.
- ⇒ C'est la part qui m'est attribuée « au nom de » ma participation au travail courant, et non en « contrepartie de »... !
- ⇒ Le salaire est un « barème » et non un prix (le prix de ma « force de travail », où le revenu de mon « capital humain »).

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
 Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
 T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

**Rémunération et protection sociale : qui paie ?** 29

Bertrand BONY Institut de Formation

**P.29 Est-ce que mon salaire est la contrepartie de mon travail ?**

Non, la contrepartie du travail, c'est la valeur ajoutée, on l'a vu depuis le début, donc la contrepartie du travail exprimée en monnaie c'est la totalité de la valeur ajoutée. Or, sur cette totalité, mon salaire ne représente que le pâté du bas des 4 qui sont empilés à droite. Donc déjà, globalement, notre salaire n'est pas la contrepartie de notre travail, c'est beaucoup moins. On avait vu que toute nouvelle valeur économique avait pour origine un travail, donc la valeur ajoutée a pour origine le travail, point, rien d'autre que du travail, et en particulier la propriété n'apporte aucune valeur ajoutée, par contre elle ponctionne une partie de cette valeur ajoutée sous forme de résultat. Donc mon salaire, déjà globalement, c'est pas la contrepartie de mon travail, c'en est qu'une partie, c'est la partie rémunération des salariés, ou des travailleurs indépendants mais dont les revenus sont issus de leur travail.

C'est vrai globalement, mais c'est encore plus vrai dans l'entreprise, parce que si vous construisez une unité de production de chaussettes à Lyon, vous y mettez dix salariés, ils produisent pour 10 millions de francs, ça c'est la valeur ajoutée sur les chaussettes. Vous prenez les mêmes salariés, la même entreprise, vous la mettez au milieu du désert de Gobi, elle ne va pas produire pour dix millions de francs de valeur ajoutée. Parce que produire 10 millions de francs ici à Lyon, c'est facilité par le fait qu'à Lyon il y a le téléphone qui fonctionne, les autoroutes, des centres de recherche, des instituts de formation, du logement, de la protection sociale, tout un environnement économique, social, matériel... qui fait qu'on peut avoir des productivités élevées, on a des salariés qualifiés, un taux d'absentéisme faible, peu d'accidents du travail, etc

Q : Et besoin de chaussettes aussi

BB : Oui accessoirement, mais ça tu sais qu'on peut les transporter. Donc la valeur ajoutée de l'entreprise n'est pas l'image directe de la valeur ajoutée par les travailleurs de l'entreprise et la stricte production d'entreprise, elle est très dépendante d'effets positifs de l'environnement de l'entreprise sur la valeur. Donc la valeur ajoutée de l'entreprise n'est pas l'image, la contrepartie du travail de ses salariés, terme à terme.

En plus, si vous, salariés, vous regardez votre salaire, et donc la part dans la valeur ajoutée de l'entreprise qui vous revient à vous, c'est encore moins la contrepartie de votre travail, parce que vous aussi, vous avez une certaine valeur ajoutée parce qu'à côté; il y a le collègue qui coopère avec vous, si tout le monde s'arrête autour, elle va être quoi votre valeur ajoutée ? rien ! Donc il faut absolument perdre l'idée que mon salaire, c'est la contrepartie de mon travail.

En d'autres termes, ce n'est pas le revenu de ma propriété en tant que je serais propriétaire d'un certain patrimoine, qu'on appelle « le capital humain » dans la bouche des libéraux, que je valoriserais sur le marché du travail et que je monnayerais à hauteur exacte de ce que j'apporte à la société par mon travail. Non, mon salaire n'est pas la contrepartie de la valeur ajoutée que je produis, elle n'est pas mesurable, elle n'est pas quantifiable. On peut affirmer que **toute** la

valeur ajoutée globale est la contrepartie de **tout** le travail, et seulement du travail, mais on ne peut pas attribuer à chacun et mesurer sa valeur ajoutée à lui. Donc mon salaire, c'est la part de la valeur ajoutée à laquelle j'ai droit dans le cadre d'une délibération politique qui a permis de construire des conventions collectives qui déterminent, sur des critères de qualification, qu'avec telle qualification vous devez au moins avoir un salaire de tant, etc, sur une délibération politique qui a déterminé que 40% du salaire perçu par les salariés allait être mutualisé pour verser des prestations sociales. **Mon salaire, c'est la part de la valeur ajoutée qui résulte d'une délibération politique**, ce n'est pas la contrepartie de mon travail.

Il est impossible d'individualiser la part de chacun dans la production du PIB, ce n'est possible que si je suis tout seul sur une île, mais dès l'instant que je coopère avec quelqu'un, comment on fait pour savoir qui a produit quoi, c'est impossible. Donc il faut délibérer pour savoir qui a droit à quoi. Le fondement de la ressource salariale, c'est la délibération politique sur la distribution de la valeur ajoutée. C'est vraiment le point important sur ce qu'est le salaire.

**Q** : La délibération politique, pour l'instant, c'est juste le SMIC

**BB** : Non, bien sûr que non, la délibération politique, c'est le droit du travail, qui s'oppose essentiellement au droit de propriété, c'est le taux de cotisations sociales et l'affectation des ressources, c'est des conventions négociées politiquement, qui comme leur nom l'indique peuvent être discutées, réaménagées, modifiées... politiquement.

**Q** : Politiquement, on pense Assemblée nationale

**BB** : Non, c'est le débat politique, les accords collectifs...

### Ma retraite est-elle la contrepartie de mes cotisations passées ?

#### ✓ Dans le cas de la répartition (régime actuel)

⇒ C'est la cotisation sociale, part mutualisée du salaire, contrepartie du travail présent qui finance ma retraite. Mes cotisations passées légitimement ma retraite **mais ne la financent pas**.

#### ✓ Dans le cas d'un régime par capitalisation

⇒ Soit je vends les titres de mon portefeuille, et c'est le revenu présent de l'acheteur qui finance ma retraite.  
⇒ Soit je « place » mes titres pour en tirer une rente, dividendes des titres de mon portefeuille, et c'est encore une part de la valeur ajoutée du travail présent qui m'est attribuée : le résultat distribué aux actionnaires.

#### ✓ Dans tous les cas ma retraite est prélevée sur la valeur du travail courant

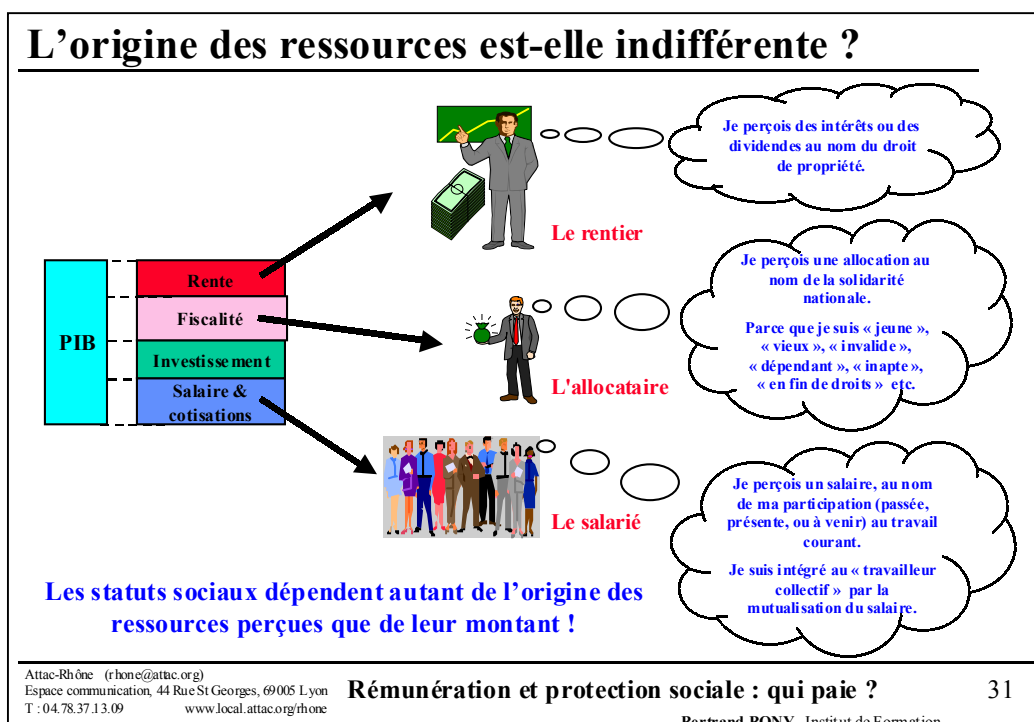
⇒ Seul change ce qui légitime mon attribution d'une part de la valeur du travail courant.

### **P. 30 La retraite est-elle la contrepartie de mes cotisations passées ?**

Bien sûr que non ! **Il n'y a que de l'aujourd'hui en économie**. C'est impossible de financer ma retraite par du travail passé. La valeur disponible aujourd'hui, c'est le PIB, la valeur ajoutée, elle est produite par le travail d'aujourd'hui ! Donc ma retraite, c'est une partie du salaire d'aujourd'hui, versée par les employeurs d'aujourd'hui, transformée aujourd'hui en prestations de pension vieillesse aux retraités d'aujourd'hui, rien d'autre ! Rien d'autre ne finance les retraites que le travail d'aujourd'hui. Ce qui ne veut pas dire que ma retraite n'est pas légitimée par mon travail passé, mais il faut faire la différence entre ce qui **légitime** mon droit à ressource et ce qui **finance** ma ressource. Ce qui légitime, c'est d'avoir travaillé. Ce qui finance, c'est la mise au pot commun d'une partie du salaire d'aujourd'hui, délibérée politiquement. Ce sont des choses très différentes ! Donc allonger ou raccourcir, par exemple, la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein, ça ne change rien au financement de la retraite, ou en tout cas à ses possibilités de financement, à la valeur qui est créée aujourd'hui, qui est à partager, ça change la manière d'obtenir des ressources, de les légitimer, mais ça change **rien** au problème de combien d'argent il faut pour financer. Si on passe à 45 ans de cotisations, ceux qui n'auront pas pu cotiser 45 ans toucheront une part de la valeur d'aujourd'hui plus faible, mais ça ne change rien à la masse monétaire disponible pour financer aujourd'hui les retraites, les salaires... RIEN ! Donc c'est un artifice de présenter les choses en disant aux gens : votre retraite, c'est comme si vous aviez accumulé de

l'argent pendant x années, et on vous reconstituerait ce stock, et ensuite pour votre retraite on vous reverse l'équivalent de ce stock pendant la période de retraite. Mais non, ce n'est pas du tout comme ça que ça se passe dans la réalité : c'est les ressources d'aujourd'hui qui financent les retraités d'aujourd'hui, et demain ce sera pareil et en 2040 aussi. Donc ça, il faut l'avoir vraiment en tête, dans tous les cas, ma retraite est prélevée sur le travail courant, **même si je suis dans un système en capitalisation**. Parce que si j'ai épargné depuis 40 ans, j'ai des titres en main, et pour les transformer en monnaie pour aller acheter mon lait, mon pain, il faut que je trouve des gens à qui les vendre, **aujourd'hui**. Ces gens qui vont me les acheter aujourd'hui vont consacrer une partie de leurs revenus d'aujourd'hui à l'achat de mes titres. Donc c'est bien toujours la valeur d'aujourd'hui qui paiera ma retraite, même si j'ai accumulé des titres. La preuve, c'est que s'il y a plus d'acheteurs, mes titres ne vaudront plus rien. Et j'aurai plus de retraite, c'est ce qui se passe en Angleterre, dans tous les pays où il y a des systèmes de capitalisation. Et ça arrivera d'autant plus qu'il y aura une population nombreuse, âgée, bardée de titres en 2040, qui vont arriver sur le marché pour vendre leurs titres, alors qu'il n'y aura plus de jeunes au travail, il n'y aura plus d'emploi, il y aura plus assez de travail pour financer la retraite, donc il n'y aura plus d'acheteurs pour les titres, donc il n'y aura plus de retraites ! **Donc le système par capitalisation ne résout rien du problème démographique**, mais rien du tout ! Donc il résout un autre problème : le "problème" de la retraite n'est donc pas le problème démographique.

Alors où est le problème ? Puisqu'on a reconstruit tout le système, on a regardé ce qu'était la monnaie, la valeur, les circuits économiques, le PIB, les impôts, on s'aperçoit qu'il y a de la croissance, le gâteau augmente, la population augmente, on arrive à travailler un peu moins en produisant plus, et il y a un problème de la retraite, paraît-il. Alors il va falloir se creuser la tête pour voir où est le problème.



**P. 31 Est-ce que l'origine des ressources représente quelque chose ?**

Il y a 3 figures emblématiques de la manière d'obtenir des ressources.

Tout en haut de l'échelle libérale, vous avez le rentier, c'est celui qui obtient des ressources au titre de sa propriété. Je suis propriétaire de 50 actions de Vivendi Universal, donc j'ai droit à prélever tant sur la valeur ajoutée.

2<sup>ème</sup> figure : l'allocataire, figure de plus en plus représentée dans la population : il touche de l'argent d'origine fiscale, au nom des bons sentiments, de la solidarité nationale, et il les touche en général au nom d'un manque : d'un manque d'argent, c'est un pauvre, d'un handicap, c'est une personne invalide, d'un manque d'employabilité, c'est un faiblement employable, et il est transformé en allocataire, c'est-à-dire quelqu'un à qui on fait finalement l'aumône, et ça pour un libéral, c'est pas un problème du tout, ça va ensemble avec la rente, c'est un couple indissociable, la rente et l'allocation. Souvenez-vous des bourgeois de l'époque qui avaient chacun leurs pauvres, qui après la messe, allaient donner à leurs

pauvres, ça a toujours été bien vu, parce qu'il faut quand même être bon avec son prochain, je ne vais pas vous refaire l'histoire de ces questions. Donc c'est un tandem, les libéraux sont d'ailleurs prêts à financer un revenu universel basé sur la fiscalité, évidemment un revenu très faible, de l'ordre de 1/5<sup>ème</sup> du SMIC, il faut quand même pas exagérer !

Et puis il y a la figure du salarié, c'est celle qu'on a conquise en un siècle de bataille sur le salaire et sur la protection sociale, c'est le revenu que je perçois au nom de mon travail, **mais que je sois en emploi ou non**. C'est-à-dire que la mutualisation du salaire permet de me payer, par un revenu, la retraite c'est une revenu qui a toutes les caractéristiques du **salaire**, c'est une ressource de flux annuelle, qui est la contrepartie du travail de l'année, qui est payée par les employeurs, qui n'a rien à voir avec la propriété des outils de production, c'est du salaire, un retraité touche du salaire. Et il le touche au nom de sa participation au travail collectif d'une société qui choisit politiquement de répartir la valeur sur des critères qui peuvent être liés au travail passé, comme la retraite, qui peuvent être liées à des choses qui n'ont rien à voir avec le travail, comme les allocations familiales. C'est une délibération politique, c'est une convention, qui permet d'affecter politiquement une partie des ressources. Et ça, c'est la figure du salarié qu'on a bâtie. Cette figure est **beaucoup plus intégratrice** dans un collectif, dans une société, que les deux autres figures, évidemment, puisque dans les deux autres, chacun est privateur des droits d'autrui : le rentier ponctionne sur la valeur au titre de sa propriété mais sans travail, qui est à l'origine de la valeur, l'allocataire évidemment est pris pour un pauvre et un mendiant, il touche des ressources au nom de rien du tout, alors que le salarié touche des ressources parce qu'il participe à l'activité d'une société qui produit.

**Q** : Est-ce que c'est pas contradictoire avec le fait que tu disais que les prestations sociales sont en fait une part de salaire versée de façon collective, donc en fait l'allocataire et le salarié sont en fait deux formes de la même personne.

**BB** : Ce ne sont pas des catégories pures, l'actionnaire salarié est à la fois rentier et salarié, le smicard est à la fois allocataire (parce que l'état prend en charge ses cotisations sociales) et salarié. Ces catégories, c'est symbolique et c'est pour montrer l'esprit, mais évidemment il n'existe pratiquement personne qui soit purement dans l'une des trois.

**Q** : D'accord mais quand tu mets l'allocataire sur le même plan que le rentier, c'est ça qui me choque, parce que je le mettrais plutôt sur le même plan que le salarié, l'allocataire et le salarié ça peut être une même personne à des âges différents

**BB** : Oui, le rentier aussi

**Q** : Non, mais les allocations, la pension d'invalidité, ne sont pas payés par les rentiers

**BB** : Les minima sociaux sont presque tous financés par la fiscalité, le minimum vieillesse, le RMI, les contrats emploi solidarité, c'est la fiscalité. Attention, il faut voir qu'un salarié, c'est quoi ? C'est quelqu'un qui touche du salaire, c'est pas seulement quelqu'un qui a le statut juridique du salarié. Vous prenez un CES, c'est pas un salarié, il n'est pas payé par l'employeur, il est payé par l'Etat, le salaire c'est payé par l'employeur ! Le Smicard n'est qu'à moitié un salarié puisqu'une grande partie de ses charges sociales ne sont pas payées par lui, mais par l'Etat, par des ressources fiscales. Par contre, le médecin conventionné, qui touche le prix de sa visite, est payé par du salaire, il a un statut de profession libérale, mais ses ressources c'est du salaire mutualisé, donc il est inscrit dans le salariat, le jour où les salaires baissent, les ressources du médecin aussi.

**Q** : Pour l'instant elles augmentent

**BB** : oui, mais elles augmentent pour des tas de raisons, parce qu'eux ils se battent. Ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a de plus en plus de situations d'emploi qui sont hors salaire, qui sont financées par la fiscalité, c'est-à-dire par le salaire net, parce que l'essentiel de la fiscalité vous avez vu d'où il vient, c'est un autre prélèvement sur le salaire net, c'est pas sur le patrimoine. Qui paie l'essentiel des ressources de l'allocataire ? C'est pas le rentier, c'est le salarié. C'est-à-dire que ces ressources-là sont mutualisées sur ce qui reste du salaire quand les rentiers se sont servis.

**Q** : oui donc ça va dans le sens de ce que je dis alors

**Q2** : Moi non plus je comprends pas, le vieux, l'invalide, l'inapte, il fait bien partie des salariés

**BB** : Attention, un retraité c'est pas un « vieux », un retraité c'est un **salarié**. Attends, c'est important, c'est très important. Pourquoi aujourd'hui on a fait des emplois-jeunes ? On est passé de jeunes qui n'étaient pas des jeunes, qui étaient des salariés, des gens qui avaient un salaire, un emploi, on a construit une catégorie qui est indépendante du travail, qui est fondée sur l'âge, en disant : vous êtes un jeune, entre parenthèses vous êtes un jeune jusqu'à 36 ans, et au nom de cette catégorie ad hoc, vous pouvez devenir allocataire, c'est-à-dire que vous pouvez obtenir une ressource fiscale, qui va vous payer à la place de votre employeur, donc qui va vous permettre d'avoir un statut juridique de salarié, d'avoir un statut économique d'allocataire, et d'être placé dans une catégorie qui dépend de ce que vous êtes, parce que vous êtes jeune, vieux, homosexuel ou je ne sais quoi, et qui fait que du coup vous êtes titulaire d'une mesure de soi-disant discrimination positive, qui est en fait privative du droit de salaire. Et on va bientôt avoir les emplois-vieux ! Parce qu'entre 55 et 60 ans, bientôt, ce sera des emplois-vieux, et vous toucherez à ce moment-là des ressources d'allocations, fiscales, pas payées par les employeurs ! L'importance de l'origine des ressources, c'est ça qui fait que vous avez votre statut social qui est moins dépendant de la hauteur de votre ressource que de la nature, et du droit qui la fonde. Ce qui fonde la ressource de l'allocataire, c'est une **absence** de droit, c'est une **privation** de quelque chose, c'est



un **manque**, un manque d'employabilité, une invalidité, un handicap, c'est un **moins que**, alors que ce qui fonde votre ressource de salarié, y compris quand vous n'êtes pas en emploi, c'est votre travail, ça n'a rien à voir ! Et en plus c'est pas les mêmes qui paient, parce que le salaire est payé par les entreprises, donc ça pèse en partie sur les ressources des actionnaires, tandis que l'allocation fiscale, comme vous l'avez vu, ceux qui sont très riches prêtent à l'Etat et récupèrent les intérêts, et les salariés eux paient les impôts, c'est-à-dire qu'une mesure qui transfère une ressource salariale, à même montant pour celui qui touche la ressource, quand vous transférez 100 € de la cotisation sociale à 100 € de prestation fiscale, vous privez d'abord le salarié qui les touche de son statut de salarié, il devient un allocataire, et ensuite celui qui paie les 100 €, ce n'est plus pour partie un actionnaire, c'est directement un salarié par son salaire net qui paie les impôts. Ça n'a rien à voir ! Et c'est comme ça que la part des salaires a perdu 10% dans le PIB, c'est parce que les ressources fiscales qui assuraient la protection sociale en 83, c'était 5 à 10% et c'est 30% aujourd'hui. C'est à coup de transfert massif du financement du salaire vers la fiscalité qu'a été obtenu ce résultat, parce que c'était bien difficile de faire réduire le salaire net, quand on leur pique 10 balles, les gens gueulent, mais quand on pique des **charges** sociales, personne dit rien, des charges ! Voilà, c'est ça l'importance de ces questions-là, c'est que c'est pas la même chose de toucher un RMI ou un salaire à la hauteur d'un RMI, c'est pas du tout pareil !

**Q** : Par exemple, les handicapés qui sont embauchés dans une entreprise sont en partie salariés, en partie allocataires.

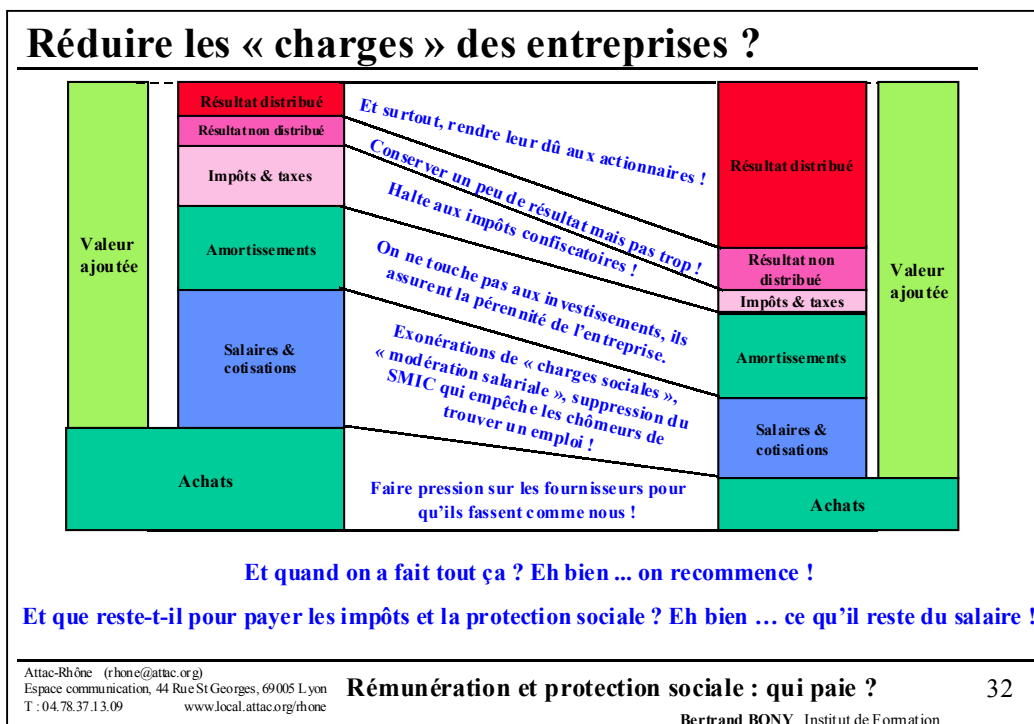
**BB** : Oui. Voyons plutôt l'exemple du smicard. Typiquement le smicard aujourd'hui, depuis les 35 heures, il y a des exonérations importantes, sociales et fiscales, pour les entreprises qui embauchent des smicards, ce qui fait que le salaire net d'un smicard, c'est peut-être 900 €, le salaire total payé par l'employeur, c'est peut-être 1100, alors que ça devrait être 1600, le reste est payé par l'Etat, qui compense aux caisses de Sécurité sociale par des ressources fiscales. Donc le smicard est juridiquement un salarié, mais c'est à 60% un salarié, à 40% un allocataire aujourd'hui, c'est ça le drame. C'est pour ça qu'accepter tout transfert du financement du salaire vers la fiscalité, c'est **perdre**, perdre dans la capacité d'intégration qui est offerte par le salaire par la péréquation qu'on impose aux employeurs de payer des gens y compris à ne rien faire au sens de valorisation du capital, et on perd ça au profit d'une ressource fiscale qui en général est forfaitaire, de bas niveau, et au nom d'un manque de, et pas au nom d'une participation à une société qui travaille.

**Q** : Accepter le transfert c'est perdre, absolument d'accord, ta démonstration est incontestable, mais je voudrais juste replacer dans le contexte quand même, c'est comment la fiscalité est arrivée sur la scène des cotisations sociales, à un moment, vu la crise, le chômage qu'il y a eu, il y a eu une volonté de fiscaliser pour permettre des droits dits universels.

**BB** : C'est un système qui s'auto-entretient, parce pour justifier la ressource fiscale, il suffit d'appauvrir la cotisation, si j'appauvris la cotisation, je diminue la possibilité de faire des prestations, et je justifie la compensation par la fiscalité.

**Q** : Les gens qui n'avaient plus de droit, on a voulu leur en donner sur l'impôt, et juste une remarque la CSG est quand même progressive et pas plafonnée, en matière de redistribution ? (*inaudible*)

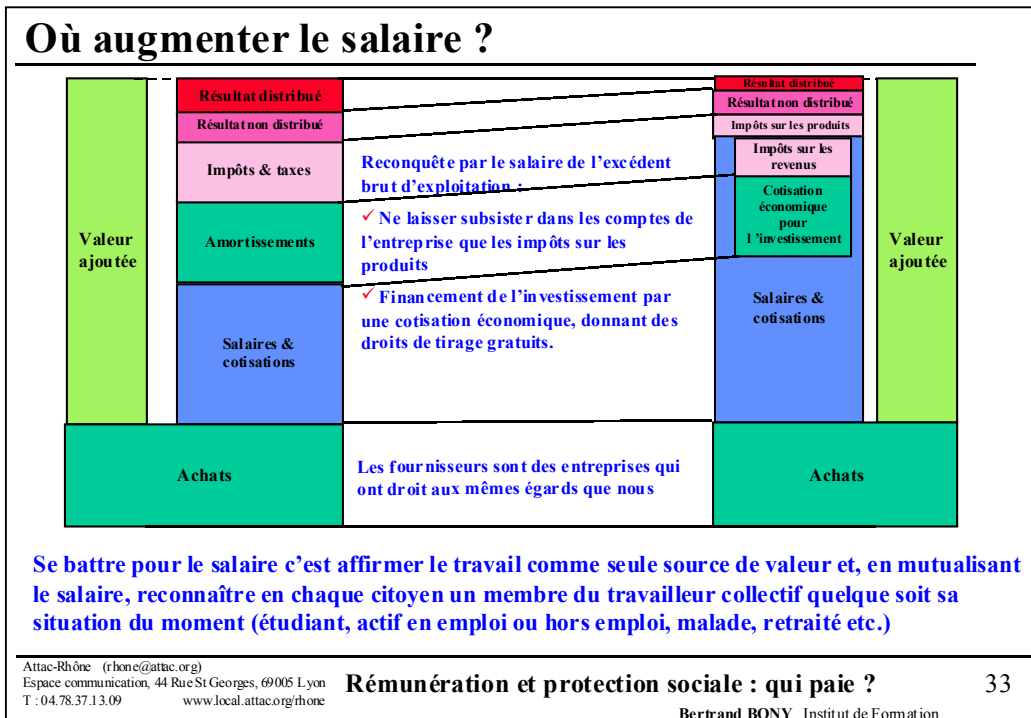
**BB** : Attention, là je parle de **modèle**, après on a des choix, qu'est-ce qu'on défend ensuite ? Evidemment on a des choses à défendre, évidemment le système tel qu'il est aujourd'hui de cotisations sociales est loin d'être parfait, d'être suffisant, il faut conquérir de nouveaux droits, élargir ceux qui existent, améliorer la part mutualisée du salaire, bien sûr, mais ça montre pour quoi se battre ? Pourquoi se battre plutôt pour ça que pour la fiscalité, c'est ça l'important, pour choisir parmi les mesures possibles présentées laquelle je vais défendre, laquelle vaut d'être défendue.



### P. 32 Réduire les « charges » des entreprises ?

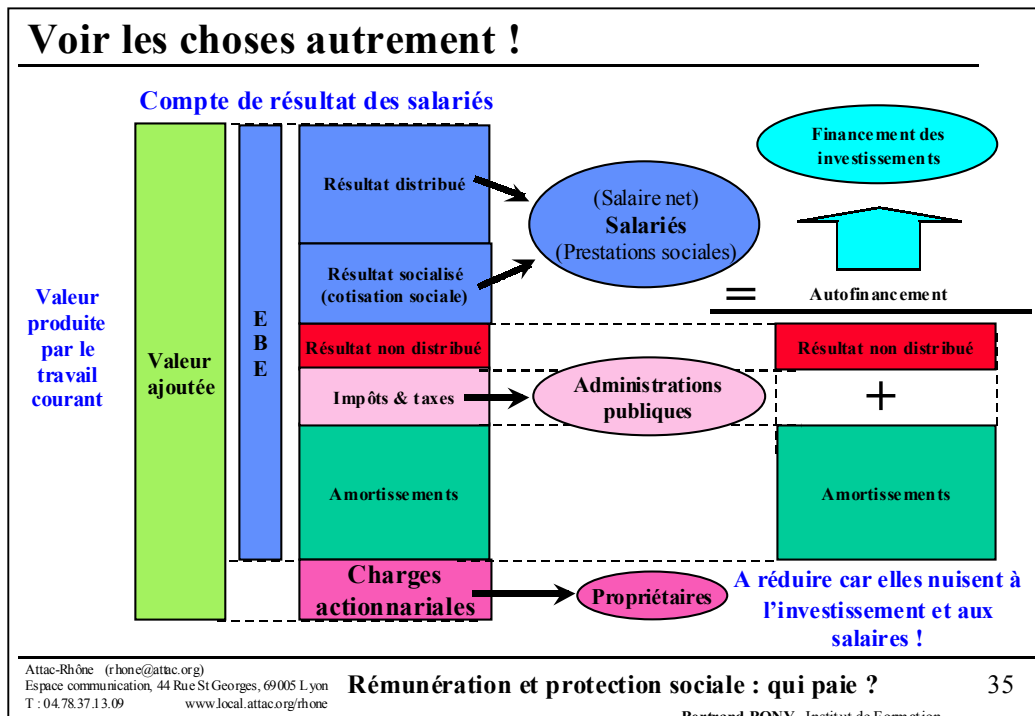
On a le choix, est-ce qu'il faut réduire les charges des entreprises, c'est-à-dire que je passe de l'entreprise à gauche à celle à droite : je fais pression sur mes fournisseurs, pour qu'ils réduisent leurs coûts, je réclame des exonérations de charges sociales etc, les investissements on n'y touche pas trop, les impôts, ouh la la, il faut les diminuer, on conserve un peu de résultat non distribué parce qu'il faut avoir un petit matelas de sécurité, et surtout il faut rendre leur dû aux actionnaires, voilà la politique qui est menée aujourd'hui .

On a le choix entre ce modèle et le suivant.



**P. 33 Où (ou) augmenter le salaire ?**

C'est-à-dire traiter les fournisseurs comme si c'était moi, ils ont droit aux mêmes égards que nous, financer de plus en plus de choses, on reviendra là-dessus, sur le salaire, et y compris l'investissement par la mutualisation économique, reconquérir donc par le salaire l'excédent brut d'exploitation qu'on s'est laissés manger sur le dos progressivement.



En d'autres termes, il faut commencer à voir les choses autrement, et il faut qu'on commence à regarder le compte de résultat des salariés : c'est la valeur ajoutée, les charges actionnariales, et l'excédent brut d'exploitation, c'est les amortissements parce que ça va servir à financer l'investissement, c'est les impôts et taxes parce qu'il faut financer les administrations publiques qui organisent et qui assurent les droits, il faut socialiser ensuite le résultat pour alimenter la protection sociale, donc il y a une partie du salaire qu'il faut socialiser, et donc ce qui pèse, les charges pour les salariés,

ce sont les charges **actionnariales**, c'est pas les charges sociales puisque c'est un revenu. Donc il faut qu'on regarde le compte de résultat des salariés. Donc vous avez d'un côté le MEDEF qui se bat pour la réduction des charges sociales, parce que dans ses comptes à lui c'est ses charges, et nous il faut qu'on se batte contre les charges actionnariales, parce que dans nos comptes à nous c'est ça les charges. Et le conflit salarial, c'est celui-là.

### Pour quoi se battre ?

- ✓ **Pour reconquérir la part du salaire perdue dans la valeur ajoutée.**
  - ⇒ Dans un premier temps 10 % du PIB soit un flux annuel d'environ 120 Mds €
  - ⇒ Etudiants payés ≈ 1000 € / mois ≈ 30 Mds €
  - ⇒ Chômeurs indemnisés à 80 % de leur salaire ≈ 35 Mds €
  - ⇒ Réduction du temps de travail à 30 h/semaine sans baisse de salaires ≈ 50 Mds € .
  - ⇒ Retraites indexées sur les salaires et non sur les prix.
  - ⇒ Suppression des minima sociaux : remplacement par un salaire minimum inaliénable égal au SMIC.
- ✓ **Pour le financement intégral de la protection sociale par les cotisations sociales**
  - ⇒ Suppression de la CSG/CRDS, de la « prime pour l'emploi » etc.
  - ⇒ Suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales
  - ⇒ Inscription dans la constitution du caractère inaliénable du salaire et du financement de la protection sociale par répartition sous forme de cotisations sociales

Attac-Rhône (rhone@attac.org)  
Espace communication, 44 Rue St Georges, 69005 Lyon  
T : 04.78.37.13.09 www.local.attac.org/rhone

Rémunération et protection sociale : qui paie ?

34

Bertrand BONY Institut de Formation

### P.34 Pour quoi se battre ?

C'est pour ça qu'il faut se battre, pour que le salaire et la mutualisation des ressources de la période financent non seulement mon salaire net, non seulement ma cotisation sociale, mais aussi l'investissement, on verra ça la prochaine fois.

## REMUNERATION ET PROTECTION SOCIALE : QUI PAIE ? Séance 4 (20 février 2003)

Je vais essayer de vous présenter assez rapidement un certain nombre de caractéristiques du financement de la retraite par le salaire mutualisé, et qui me paraissent important de préciser. On a vu que dans le système qu'on connaît encore actuellement, bien qu'il ait commencé déjà à régresser dans une certaine mesure, on a vu que la retraite, et de façon plus générale la protection sociale, mais focalisons-nous sur la retraite, est financée par du **salaire** : Pourquoi ? Parce qu'elle est financée par un revenu qui est payé par les employeurs d'aujourd'hui, à l'occasion des emplois d'aujourd'hui, puisque les employeurs paient la cotisation sociale en même temps qu'ils paient leurs salariés, que ce salaire consacré à la retraite est pratiquement proportionnel au salaire net quel que soit le niveau du salaire, puisque la cotisation sociale a largement été dé plafonnée, pas totalement, mais largement dé plafonnée, c'est-à-dire que tous les salaires supportent à peu près le même taux de cotisation. C'est moins vrai déjà aujourd'hui puisque, en particulier sur les bas salaires, il y a des exonérations de cotisations qui ont été obtenues par les employeurs qui font que ça déroge à cette règle, mais disons jusque dans les années 75-80, avant qu'on commence à régresser, on avait obtenu que globalement la ressource de la retraite soit un pourcentage à peu près uniforme sur tous les salaires, collectée à l'occasion des emplois, versée par les employeurs, ressource non stockée, redistribuée. Attention au mot « redistribué » : le système étant proportionnel au salaire quel que soit sa hauteur n'est pas un système redistributif, comme l'impôt sur le revenu, cela ne change rien à la hiérarchie des revenus, puisqu'on prélève le même pourcentage sur toutes les rémunérations.

Donc la retraite est financée par cette ressource qui est une ressource de flux, qui provient du travail d'aujourd'hui, qui est payée par les employeurs d'aujourd'hui, à l'occasion des emplois d'aujourd'hui, proportionnellement au salaire net : **c'est donc du salaire** que touchent les retraités, et rien d'autre que du salaire.

Le point important, c'est donc que ce n'est pas de la redistribution, c'est de la **distribution** tout court : ça ne change rien

à la hiérarchie des ressources entre salariés, on ne prend pas plus aux riches qu'aux pauvres, on prend la même part sur tous les salaires pour distribuer ça sous forme de pensions-vieillesse.

Cette ressource **n'est pas stockée**, c'est-à-dire que la gestion des retraites se fait totalement dans la période considérée, dans le **financement** il n'y pas de référence faite à des périodes autres que le présent, c'est une ressource complètement gérée dans la période actuelle. Ce n'est donc **pas du salaire différé**, comme on le dit souvent, puisque c'est une ressource qui date d'aujourd'hui, et donc ce n'est pas la contrepartie de mes cotisations passées. Je ne peux pas justifier ma pension de retraite en disant : on me redonne ce que j'ai versé autrefois, non, on me donne ce qu'on distribue aujourd'hui. Par contre, cette ressource qu'on me distribue aujourd'hui, elle est financée par le travail d'aujourd'hui, mais elle est **légitimée** par mon travail passé. C'est la forme sous laquelle on considère qu'il est justifié de me donner une partie du travail d'aujourd'hui qui fait appel au passé, mais ce n'est pas ça qui finance la ressource actuelle.

Cette ressource qui est donc actuelle ne fait aucune référence à la propriété. En d'autres termes, si je devais considérer que ma retraite d'aujourd'hui, c'est le juste retour d'un stock de cotisations passées, ça ferait référence à un droit de propriété que j'aurais sur ce stock, mais comme ce n'est pas comme ça que ça se finance, le salaire ne fait pas référence à un quelconque stock, et donc à une quelconque propriété, il fait référence à des **droits**, qui sont issus d'une délibération, qui fait qu'on considère comme légitime que des gens qui ont plus de 60 ans et qui ont travaillé ont droit à une partie des ressources et des richesses créées aujourd'hui. Donc cette ressource du salaire qui est mutualisée est complètement **étrangère à la propriété**. C'est une autre caractéristique importante de ce système de financement, et il faut bien prendre la dimension de ce que représente la rengaine qu'on entend sur le salaire différé. L'enjeu de faire croire et de faire admettre aux gens que leur retraite serait la contrepartie de leurs cotisations passées, c'est de leur faire penser qu'ils sont propriétaires d'un stock de valeur à laquelle ils ont droit actuellement en retour. Mais non, c'est pas comme ça que ça se finance ni que ça se légitime.

C'est aussi étranger au fait que je serais propriétaire d'un capital humain que j'aurais valorisé et dont j'obtiendrais le retour sur un marché qui serait le marché du travail, parce que j'aurais placé ce capital sur le marché du travail et que ça me rapporterait une quelconque rente. Il n'y a pas de référence à ça non plus, ce n'est pas comme titulaire d'un capital humain que j'obtiens des ressources, c'est comme individu à qui est reconnu un **droit**, politique, social, économique, sur des richesses créées aujourd'hui.

D'autre part, ce salaire, c'est aussi un **tarif**. Ce n'est pas le prix directement sur un marché de la force de travail, c'est un tarif qui est très largement défini par le droit, les conventions collectives, donc extérieur au fonctionnement d'un marché de la force de travail sur lequel s'échangeraient des forces de travail avec des prix. C'est un tarif déconnecté, qui est essentiellement basé sur la qualification, les conventions collectives fixent des salaires minima pour chaque qualification professionnelle, et donc quand on a une certaine qualification on doit obtenir un salaire au moins égal à tel minimum, indépendamment des questions de prix.

La conquête qui est à faire, évidemment, c'est de savoir quelle est la valeur de ce tarif qu'il faut attribuer, et on a vu que les deux éléments antagonistes dans cette affaire, c'est la figure du salarié qui obtient un revenu à l'occasion de son emploi, et en face la figure du propriétaire qui obtient une rente justifiée par son titre de propriété sur les outils de production de l'entreprise. Et donc la conquête du salaire, c'est la conquête d'un droit de salaire contre le droit de propriété. C'est le rapport salarial, et c'est là que se fait la bataille politique pour l'obtention des ressources liées au travail, dans l'ensemble de ceux qui contribuent à produire des richesses.

Qu'est-ce qu'on peut dire maintenant des politiques actuelles qui sont proposées pour promouvoir la réforme des retraites ?

La première caractéristique de ces politiques, c'est de remettre en selle l'impôt, mais sous une forme particulière qui est l'impôt ponctionné par un état qui va l'utiliser pour se substituer aux employeurs, soit pour financer des prestations sociales, qui évitent du coup à l'employeur de déboursier de la cotisation sociale, soit pour payer des cotisations sociales (via des exonérations de cotisations, naturellement toujours au nom de l'emploi, des tas de raisons, etc). Mais ce sont donc des politiques qui visent toutes à favoriser le financement par la fiscalité de ressources qu'on avait réussi à faire financer par les employeurs sous forme de salaires. Donc la première caractéristique, c'est **réactiver l'impôt** comme moyen de financer des prestations sociales, avec tout un discours d'ailleurs, que tient assez largement le MEDEF, qui consiste à dire : la maladie, par exemple, ça n'a rien à voir avec le travail et on ne voit pas pourquoi ce serait le salaire qui financerait les soins, la politique familiale c'est pareil, la retraite c'est pareil, le travail c'est fini, pour la retraite il faut que les gens se soient faits un stock, il n'y a aucune raison pour que ce soit le travail, les employeurs qui financent,

et donc il est "**bien naturel**" que ce soit l'impôt qui finance ces choses-là. Il faut bien mesurer la régression que ça représente, en particulier quand on voit que l'essentiel de l'impôt est payé par les salariés (ou les consommateurs qui sont dans leur immense majorité des salariés) sur leur salaire net, que ce soit sous forme de TVA, de TIPP, d'impôt sur le revenu, l'essentiel des ressources fiscales sont puisées sur les **salaires nets**. Donc faire passer sur la ressource fiscale les cotisations sociales, c'est faire payer par leurs salaires nets aux salariés les prestations sociales, et du coup exonérer les employeurs de toute la partie cotisations sociales, qui peut à ce moment-là être distribuée au titre de la propriété à des actionnaires. Toute la conquête qui a été obtenue de faire financer par les employeurs, **explicitement**, à l'occasion des **emplois**, cette protection sociale, est en train d'être perdue et d'être abandonnée parce qu'on a oublié cette dimension de ce mode de financement. Et cette conquête déconnecte de plus en plus le salaire du prix d'une force de travail, parce que pour qu'un employeur puisse obtenir du temps de travail subordonné dans une entreprise, on lui impose de payer non seulement du salaire net, mais beaucoup plus, de payer du salaire qui va servir à financer des gens qui ne seront pas en emploi, qu'ils soient malades, chômeurs ou âgés, et qui du coup vont se retrouver payés à ne rien faire, au sens de valoriser un capital, bien qu'ils feront bien sûr plein de choses, qu'ils pourront éventuellement travailler librement, faire ce qu'ils veulent, sans rendre de comptes à quelque employeur que ce soit, mais payés par les employeurs. Et c'est donc la conquête du fait que, pour que nous acceptions de transformer une partie de notre temps de vie en temps économique de mise en valeur d'un capital, on impose aux employeurs collectivement de nous payer aussi tous les autres temps de notre vie. Comptablement évidemment, quand on boucle dans l'économie et qu'on transforme ça en ressources fiscales, on pourrait penser qu'on obtient le même résultat. Sûrement comptablement, mais sur le plan du statut social qui est donné par cette manière d'affecter les ressources, cela intègre l'ensemble de la population quelles que soient les circonstances dans le financement par le salaire, c'est-à-dire sur la base de : qu'est-ce qui produit de la valeur ? c'est le travail de ceux qui sont aujourd'hui titulaires d'un emploi, mais globalement de tous ceux qui appartiennent à ce collectif qui produit, qui travaille, qui vit, qui élève des enfants, etc. Et donc, symboliquement au moins, c'est extrêmement fort de pouvoir revendiquer que cette ressource est obtenue à l'occasion du travail, et pas seulement sous prétexte de solidarité nationale, ou de quelconques bons sentiments qui feraient que l'Etat serait prêt à distribuer des ressources pour les plus pauvres, pour ceux qui ne sont pas assez employables, pour ceux qui sont trop vieux, trop jeunes... Cette dimension-là est importante.

En conclusion, cette ressource qu'on a mutualisée, globalement, le fait qu'elle soit matérialisée par le versement d'un salaire par des employeurs montre bien que toute ressource a bien pour origine un travail, mais par contre cette ressource n'est pas la contrepartie individuelle de **mon** travail actuel, c'est la part qui me revient après discussion ou délibération politique qui fait que, pour des raisons qui peuvent être en lien avec le travail, mais qui peuvent être aussi en lien avec **tout autre chose** que le travail, on estime justifié de vous attribuer une partie de ces ressources sous forme donc de salaire.

Autre dimension importante, du fait que la gestion de cette ressource se fasse strictement à l'intérieur de la période qu'on considère, c'est-à-dire aujourd'hui, ça matérialise le fait que le système ne finance que ce qui se passe aujourd'hui, il ne peut pas financer l'avenir, contrairement au discours qu'on nous fait où on dit : il faudrait commencer à travailler plus pour stocker de la valeur, pour qu'on puisse avoir de la valeur le jour futur où il y aurait moins de travail et où le travail ne pourrait plus financer les ressources : ce système montre clairement que cette vision-là, qui rendrait possible par une accumulation le fait de lutter contre les aléas de la vie, ou collectivement d'une société, ce système montre clairement qu'il n'en est rien, que l'économie se finance toujours aujourd'hui.

Alors comment faire pour s'assurer justement contre ces aléas possibles du futur ? Est-ce qu'il faut accumuler une partie de la valeur sous forme d'épargne aujourd'hui pour espérer un jour financer des difficultés dans le futur, ou est-ce qu'il faut au contraire favoriser la participation au travail collectif d'aujourd'hui d'un maximum de personnes pour faire le pari que travailler aujourd'hui à la production, à la construction de biens d'investissement, etc, c'est le meilleur pari et ce sont les meilleures dispositions qu'on puisse prendre pour s'assurer que demain il y ait encore de la valeur. Cela veut dire que plutôt que de mener une politique qui favorise d'un côté l'accumulation financière au détriment de l'accès à l'emploi d'un certain nombre de gens, la meilleure stratégie c'est surtout de ne pas épargner, financièrement, d'utiliser les revenus pour payer le travail, pour produire des biens de consommations, mais aussi des biens durables, c'est-à-dire pour investir, et le meilleur moyen qu'il y ait demain de la valeur, c'est de commencer par en créer aujourd'hui, c'est-à-dire de favoriser l'accès à l'emploi et la production. **On ne règle rien par un système d'épargne** qui fait qu'une partie de la valeur est consacrée à spéculer, à accumuler des titres financiers, plutôt qu'à distribuer du revenu.

Enfin il y a une dernière dimension qui est le fait que, si nous tenions absolument que la part du salaire dans la valeur ajoutée soit maintenue à un niveau donné, évidemment qu'il faut chercher à élever, mais admettons même qu'on arrive à se mettre d'accord sur un niveau qui pourrait être décidé comme convenable ou optimal, peu importe, mettons que nous

nous soyons mis d'accord sur la part des salaires dans le PIB, les politiques de gestion du personnel dans les entreprises ne pourraient plus utiliser la masse salariale comme variable d'ajustement, parce que les politiques de licenciement – bien sûr au niveau microéconomique, et au niveau instantané, dans des périodes de temps très courtes, les choses se feraient comme on le voit aujourd'hui, c'est-à-dire que les entreprises licencieraient massivement 3000 personnes sans rien demander – mais, si la règle était de maintenir la part du salaire dans la valeur ajoutée, aussitôt il faudrait augmenter le taux de cotisations sociales pour pouvoir continuer à payer ces 3000 personnes qui viennent d'être licenciées, au titre de chômeurs, payés parce que les gains de productivité ont fait que ces gens-là n'ont plus, au moins temporairement, la possibilité ou le besoin de travailler, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas qu'ils aient de revenus, il faut qu'ils récupèrent les gains de productivité sous forme d'un salaire qui paie du coup du temps libre. Le fait qu'on ait abandonné l'idée que la part du salaire dans le PIB doit être sinon croissante, au moins constante, surtout ne pas régresser, ça fait que ça rend possible d'utiliser la masse salariale comme variable d'ajustement, sinon une entreprise qui licencierait des personnes et ensuite verrait sa cotisation sociale augmenter sur les salaires qui restent, et donc sa masse salariale rester constante, ce qui veut dire qu'à ce moment-là cette politique n'aurait pas d'intérêt, si ce n'est un intérêt guidé par des gains de productivité qui ont pu être obtenus et qui font qu'elle n'aurait plus besoin, pour des raisons industrielles, de production, de technologie, etc, d'autant de main d'œuvre. Donc si on abandonne la référence à ce niveau des salaires dans le PIB, de facto on accepte, ou on facilite le fait que la masse salariale, donc l'emploi, soit une variable d'ajustement. D'où l'importance de se battre pour que cette part des salaires dans la valeur ajoutée soit importante.

En conclusion, dernière dimension sur laquelle je ne m'étendrai pas mais qu'il faut quand même citer aussi, c'est que ces dispositions qu'on a construites par des luttes diverses, qui font que sur l'ensemble du territoire français, par exemple, actuellement, pour l'ensemble de la population de ceux qui sont en France, ces conventions collectives, ce droit du travail, cette manière de répartir la richesse, directement, sans accumulation, ça c'est fondateur d'un territoire politique, ça fait qu'on se reconnaît dans un collectif qui travaille, qui produit, qui répartit ses ressources, et qui le fait de manière politique, sur des bases totalement laïques qui sont purement des bases de délibération politique, qui n'ont rien à faire avec la propriété, ni avec les bons sentiments de la distribution fiscale, qui ont à voir uniquement avec une décision et des modalités de vivre ensemble sur un territoire et au sein d'une population qui partage des objectifs, des revenus, des productions, etc. Et ça, c'est aussi une conquête, parce que la contrepartie de la perte de cette mutualisation du salaire, de cette référence collective à la qualification qui fait que c'est la même qui sert en Bretagne que dans le Midi, ça va conduire inéluctablement à des replis sur la défense d'intérêts, soit privés d'un côté, soit communautaires de l'autre, sur des communautés basées sur je ne sais quel principe, tout sauf la construction d'un territoire politique laïc, homogène et qui décide politiquement de son avenir. Ça aussi, c'est une dimension qu'il ne faut pas sous-estimer et ça devrait être une raison pour se battre pour une Europe sociale qui adopte des principes politiques de répartition des ressources, et qui permette de construire un territoire politique de l'Europe. Je ne vais pas le développer maintenant, mais je pense que c'est quand même quelque chose dont il faut essayer de prendre conscience, c'est aussi un enjeu de cette bataille autour du salaire, c'est cette possibilité non pas de se replier sur un territoire, une population qui par des mesures protectionnistes voudrait protéger un statut avantageux, non ! Il faut au contraire se battre pour élargir le territoire politique et démographique de cette mutualisation. Donc si on se bat pour une Europe politique, il faut se battre sur une Europe de la protection sociale financée collectivement sur une base de droits politiques, et pas, comme on essaie de nous le faire avaler, sur la concurrence entre des propriétaires qui seraient en Allemagne, en Angleterre, en France et qui voudraient s'octroyer des rentes plus élevées que les autres, et pour les pauvres des subsides, le filet social qui serait offert par des prestations fiscalisées. C'est un enjeu majeur des questions politiques autour de l'Europe, en tous cas c'est le point de vue que je défends.

Voilà brossées rapidement et remises en perspective les principales caractéristiques de ce qu'est le salaire socialisé et de ce que, me semble-t-il, il faudrait défendre et utiliser pour orienter nos choix lorsque se présentent à nous des propositions de mesures pour financer tel ou tel aspect de la protection sociale ou pour résoudre le soi-disant problème des retraites, pour essayer de se fixer des repères qui permettent de dire tel type de proposition va plutôt dans le sens qu'on a vu et on peut les défendre, ou d'autres propositions au contraire sont extrêmement défavorables à ce système.

## Bibliographie

- ✓ L'état de la France 2001-2002, La découverte.
- ✓ La comptabilité nationale, Jean-Paul Piriou, collection repères, La découverte 2001.
- ✓ La protection sociale, Numa Murard, collection repères, La découverte 2001.
- ✓ Le partage contre la croissance, Jean Vassileff, Siloë 2001.
- ✓ Puissances du salariat, Bernard Friot, La dispute 1998.
- ✓ Et la cotisation sociale créera l'emploi, Bernard Friot, La dispute 1999.
- ✓ L'économie économe, Jean-Marie Harribey, L'Harmattan, logiques économiques 1998.
- ✓ La monnaie et ses mécanismes, Dominique Plihon, collection repères, La découverte 2000.
- ✓ Déchiffrer l'économie, Denis Clerc, Syros, Alternatives économiques 1999.
- ✓ Introduction à la comptabilité d'entreprise, Michel Capron & Michèle Lacombe-Saboly, collection repères, La découverte 1996.
- ✓ Qu'est-ce que la richesse ? Dominique Méda, Alto Aubier 1999.
- ✓ Les retraites au péril du libéralisme, Fondation Copernic (coord. Pierre Khalfa et Pierre-Yves Chanu), Syllepse 1999.
- ✓ Les théories de la monnaie, Anne Lavigne, Jean-Paul Pollin Collection repères, La découverte 1997